

Date 02/05/2024 17:21	Fiche signalétique <div> <div>Client 031250</div> <div>COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD</div> <div>21 CHEMIN DES ARDILLES</div> <div>78680 EPONE</div> </div>	Page 1
Collaborateurs FRB/FRL/XSE/API LES/PROV/FSM		

Création de la société :

18/02/2020

Début d'exercice de la profession :

Début d'activité :

Préfixe NII :

FR79

Siret :

88987042400013

Code NAF :

8621Z

Code FRP :

CDI :

Insp. :

Régime :

N° TVA intracommunautaire :

FR79 889870424

N° Registre du Commerce :

N° Registre des Métiers :

Activité :

Organisations associatives

Forme juridique :

ASSO

Capital :

Nombre de parts :

Régime d'imposition :

-

Code impôt direct :

Contact : Valérie CORNU

■ Interlocuteurs, téléphones, e-mails, faxes :

- Général/Standard		contact@cpts78nord.fr
- CORNU	06 47 54 01 36	valerie.cornu@cpts78nord.fr
- EMMERICH	06 70 74 61 86 01 69 51 59 35	jpemmerich@eucofi.fr
- Amina EL YOUNOUSS		amina.elyounoussy@cpts78nord.fr
- Valerie CHEREAU CORNU		val.cornu@sfr.fr

Date 02/05/2024 17:21	<div>Fiche signalétique</div>		Page 2
Collaborateurs FRB/FRL/XSE/API LES/PROV/FSM	Client 031250	COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	

■ Informations fiscales :

- Déclaration de TVA :
Régime TVA : Pas de TVA

■ Expert-Comptable :

- SELARL BL CONSEILS & EXPERTISES - Sté d'exercice libéral à responsabilité limitée
blce
7 COURS DES DAMES
78200 MANTES LA JOLIE

■ Organismes sociaux :

- HUMANIS PREVOYANCE
7 RUE MAGDEBOURG
75116 PARIS
- HUMANIS PREVOYANCE
7 RUE MAGDEBOURG
75116 PARIS
- TRESORERIE DE MANTES LA JOLIE
3 B RUE D'ALSACE
78200 MANTES LA JOLIE
- DGFIP
- MALAKOFF MEDERIC
21 RUE LAFFITTE
75317 PARIS CEDEX 09
- URSSAF ILE DE FRANCE
93518 MONTREUIL CEDEX
- MALAKOFF MEDERIC
21 RUE LAFFITTE
75317 PARIS CEDEX 09
- DGFIP

■ Banques :

- FR76 10278 06381 00021089201 57 CMCIFR2A

Date 02/05/2024 17:21	Observations et conclusions de supervision		Référence	Page 3
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023			Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	
	Client	031250	ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

Date 02/05/2024 17:21	Etat d'avancement général		Référence	Page 4
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023			Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	
	Client 031250	ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE		

A. REGULARITE FORMELLE	API, 10/01/2024	FRL, 25/04/2024
1 Compte	1 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé	
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux	
8 Questions	7 OUI, 0 NON, 1 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse	
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens	

B. TRESORERIE	API, 10/01/2024	FRL, 25/04/2024
5 Comptes	5 Vus, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé	
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux	
9 Questions	7 OUI, 0 NON, 2 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse	
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens	

Ca. FOURNISSEURS Individuels	API, 10/01/2024	FRL, 25/04/2024
10 Comptes	10 Vus, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé	
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux	
0 Question	0 OUI, 0 NON, 0 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse	
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens	

Cb. FOURNISSEURS ACHATS	API, 10/01/2024	FRL, 25/04/2024
6 Comptes	6 Vus, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé	
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux	
11 Questions	11 OUI, 0 NON, 0 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse	
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens	

D. CHARGES EXTERNES	API, 10/01/2024	FRL, 30/04/2024
24 Comptes	24 Vus, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé	
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux	
7 Questions	6 OUI, 0 NON, 1 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse	
1 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens	

Ea. CLIENTS Individuels	
0 Compte	0 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux
0 Question	0 OUI, 0 NON, 0 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

Eb. CLIENTS VENTES	API, 10/01/2024	FRL, 25/04/2024
0 Compte	0 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé	
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux	
15 Questions	1 OUI, 0 NON, 14 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse	
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens	

F. STOCKS	
0 Compte	0 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux
0 Question	0 OUI, 0 NON, 0 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

Ga. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	API, 10/01/2024	FRL, 25/04/2024
1 Compte	1 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé	
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux	
6 Questions	0 OUI, 0 NON, 6 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse	
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens	

Gb. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	API, 10/01/2024	FRL, 25/04/2024
0 Compte	0 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé	
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux	
6 Questions	0 OUI, 0 NON, 6 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse	
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens	

Date 02/05/2024 17:21	Etat d'avancement général Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 5
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

H. PERSONNEL	API, 10/01/2024	FRL, 30/04/2024
18 Comptes	18 Vus, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé	
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux	
10 Questions	9 OUI, 0 NON, 1 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse	
2 Notes	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens	

I. ETAT	API, 10/01/2024	FRL, 30/04/2024
3 Comptes	3 Vus, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé	
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux	
5 Questions	1 OUI, 0 NON, 4 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse	
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens	

Ja. CAPITAUX PROPRES	API, 10/01/2024	FRL, 30/04/2024
6 Comptes	6 Vus, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé	
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux	
7 Questions	2 OUI, 0 NON, 5 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse	
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens	

Jb. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	API, 10/01/2024	FRL, 25/04/2024
0 Compte	0 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé	
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux	
5 Questions	5 OUI, 0 NON, 0 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse	
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens	

Jc. EMPRUNTS	
0 Compte	0 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux
0 Question	0 OUI, 0 NON, 0 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

Jd. ASSOCIES	API, 10/01/2024	FRL, 25/04/2024
0 Compte	0 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé	
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux	
4 Questions	0 OUI, 0 NON, 4 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse	
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens	

Ka. AUTRES COMPTES D'ACTIF ET DE PASSIF	API, 10/01/2024	FRL, 25/04/2024
0 Compte	0 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé	
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux	
1 Question	1 OUI, 0 NON, 0 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse	
1 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens	

Kb. RESULTAT EXCEPTIONNEL	API, 26/01/2024	FRL, 25/04/2024
0 Compte	0 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé	
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux	
1 Question	1 OUI, 0 NON, 0 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse	
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens	

Date 02/05/2024 17:21	Feuilles de travail non faites Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence FTNF	Page 6
Collaborateur FRB / FRL / XSE / Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Cycle	Description de la feuille de travail
A	Liste des comptes non utilisés
A	Livres légaux
A	Norme anti-blanchiment
A	Acceptation et maintien de la mission
A	Contrôle formel de comptabilité
A	Bouclage final du dossier
B	Rapprochement bancaire - 51211000
B	Module Valeurs mobilières de placement
B	Rapprochement bancaire - 51230000
B	Intérêts courus à payer - 51860000
Cb	Fournisseurs Factures non parvenues - 40810000
D	Module Crédits-Bails - Cohérence comptable
D	Module Baux - Cohérence comptable
D	Module Baux - Charges à régulariser
D	Module Assurances - Cohérence comptable
D	Module Assurances - Charges à régulariser
D	Module Locations financières - Cohérence comptable
Eb	Module Clients douteux
Ga	Module Immobilisations - Cohérence comptable
Ga	Module Immobilisations - Etat des dotations
Ga	Module Immobilisations - Etat des +/- values
Ga	Module Immobilisations - Etat des acquisitions
Ga	Module Immobilisations - Tests de dépréciation du fonds commercial
Gb	Module Immobilisations - Cohérence comptable
Gb	Module Immobilisations - Etat des dotations
Gb	Module Immobilisations - Etat des +/- values
Gb	Module Immobilisations - Etat des acquisitions
H	Personnel - Dettes prov. pour congés à payer - 42820000
H	Organismes sociaux - Dettes prov. pour congés à payer - 43820000
H	Personnel - Charges à payer - 42860000
H	Organismes sociaux - Charges à payer - 43860000
H	Organismes sociaux - Charges à payer - 43860200
H	Organismes sociaux - Charges à payer - 43860500
H	Organismes sociaux - Produits à recevoir - 43870000
H	Contrôle des salaires
H	Cotisation personnelles de l'exploitant
I	Contrôle de la TVA
I	Contrôle des déclarations de TVA
I	Récapitulatif des déclarations de TVA
I	Calcul du résultat fiscal et détermination de l'IS
Ja	Subventions - Cohérence comptable
Ja	Réintégration des frais financiers
Jc	Emprunts - Cohérence comptable
Jc	Emprunts - Feuille de révision
Jc	Emprunts - Intérêts courus
Jc	Emprunts - Extournes d'intérêts
Jd	Intérêts comptes courants : Ecritures comptables
Jd	Intérêts comptes courants : Edition résumée
Jd	Intérêts comptes courants : Edition détaillée
Jd	Comptes réciproques
Ka	Charges constatées d'avance - 48610000
Ka	Produits constatés d'avance - 48710000
Ka	Divers - Produits à recevoir - 46870000
Ka	Charges à répartir

Date 02/05/2024 17:21	CYCLE A. REGULARITE FORMELLE Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 7
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

A. REGULARITE FORMELLE

API, 10/01/2024 FRL, 25/04/2024

1 Compte 1 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé

0 Justificatif 0 Juste, 0 Faux

8 Questions 7 OUI, 0 NON, 1 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse

0 Note 0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

Date 02/05/2024 17:21	Feuille maîtresse A. REGULARITE FORMELLE Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence A-FM	Page 8
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Numéro	Intitulé du compte	Visa	Solde N	Solde N-1	Ecart	%	Références
58000000	VIREMENTS INTERNES	V					
	Total classe 5						

Date 02/05/2024 17:22	Diligences du cycle A. REGULARITE FORMELLE Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence A-Dil	Page 9
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

REGULARITE FORMELLE	Rép.	Références (notes, pièces jointes, pièces externes)
<i>Les travaux suivants ont-ils été effectués :</i> * comptabilisation du dû clients et du dû fournisseurs ? * comptabilisation des charges à payer récurrentes ? * comptabilisation des salaires et charges sociales ? * apurement des comptes d'attente ? * justification des virements de fonds ? * justification des comptes bancaires ? * justification des individuels clients et fournisseurs ?	OUI OUI OUI OUI OUI OUI OUI	

Date 02/05/2024 17:22	CYCLE B. TRESORERIE Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 10
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

B. TRESORERIE

5 Comptes

0 Justificatif

9 Questions

0 Note

5 Vus, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé

0 Juste, 0 Faux

7 OUI, 0 NON, 2 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse

0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

API, 10/01/2024

FRL, 25/04/2024

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

Date 02/05/2024 17:22	Feuille maîtresse B. TRESORERIE Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence B-FM	Page 11
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Numéro	Intitulé du compte	Visa	Solde N	Solde N-1	Ecart	%	Références
51211000	CREDIT MUTUEL	V	248 308.36	202 760.46	45 547.90	22.46	BP-4
51211100	LIVRET BLEU CREDIT MUTUEL	V	200 424.30		200 424.30		BP-2
51211110	ASSOCIATIF CREDIT MUTUEL	V	23 788.60		23 788.60		BP-3
	Total classe 5		472 521.26	202 760.46	269 760.80	133.04	
62780000	FRAIS BANCAIRES	V	135.07	350.00	214.93-	61.41-	
	Total classe 6		135.07	350.00	214.93-	61.41-	
76810000	AUTRES PRODUITS FINANCIERS	V	1 409.30-	0.14-	1 409.16-1 006 542.86-		
	Total classe 7		1 409.30-	0.14-	1 409.16-1 006 542.86-		

CPTS 78 NORD
21 CHEMIN DES ARDILLES
78680 EPONE

RELEVÉ ET INFORMATIONS BANCAIRES

Caisse 06381

01 janvier 2024

C/C Eurocompte Asso Tranquillité N° 00021089201 en euros (GD)
TITULAIRE(S) : CPTS 78 NORD

Date	Date valeur	Opération	Débit EUROS	Crédit EUROS
SOLDE CREDITEUR AU 30/11/2023				127.461,10
01/12/2023	01/12/2023	PRLV SEPA DIR. GENE. DES FINANCES PUBLIQUES	849,00	
		DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUB		
		AMR20231100024 500000753899		
		52078049020231100024		
		ICS : FR46ZZZ005002		
		RUM : NN889870424DGFIP2023712815LNA3GTRM		
04/12/2023	04/12/2023	VIR HONORAIRE IDOWU 28 11 2023	200,00	
06/12/2023	06/12/2023	PRLV SEPA GOOGLE CLOUD FRANCE S	82,80	
		GOOGLE CLOUD FRANCE SARL		
		8 RUE DE LONDRESPARIS,75009		
		APPS COMMERCE:CPTS78NORD.FR:GG103EH		
		GG103EHO25		
		ICS : FR63ZZZ87D92E		
		RUM : 60958904		
06/12/2023	06/12/2023	VIR IMPOTS A LA SOURCE SEPT 23	1.107,00	
06/12/2023	06/12/2023	VIR HONORAIRE PELLEGRINO 09 23	200,00	
06/12/2023	06/12/2023	VIR HONORAIRE BENSON 30 10	35,00	
06/12/2023	06/12/2023	VIR HONORAIRE VERRIEST 21 11 23	75,83	
06/12/2023	06/12/2023	VIR URSSAF ILE DE FRANCE		243,00
		URSSAF ILE DE FRANCE		
		REMBT URSSAF 117000001572766580		
		I0000000437205		
08/12/2023	08/12/2023	VIR CPAM DES YVELINES		22.500,00
		CPAM DES YVELINES		
		0000007800280000007800285933395981231207		
		0000007800285933395981231207		

Information sur la protection des comptes :

(GE) : protégé par la Garantie de l'Etat

(GD) : protégé par la Garantie des Dépôts

www.garantiedesdepots.fr

<<Suite au verso>>

Sous réserve des extournes ou annulations éventuelles

Page 1

RELEVÉ ET INFORMATIONS BANCAIRES

Caisse 06381

01 janvier 2024



C/C Eurocompte Asso Tranquillité N° 00021089201 en euros (GD)
TITULAIRE(S) : CPTS 78 NORD

Date	Date valeur	Opération	Débit EUROS	Crédit EUROS
08/12/2023	08/12/2023	VRST REF06381A02 BILLETS		70,00
08/12/2023	11/12/2023	REM CHQ REF06381A02		40,00
11/12/2023	01/12/2023	FACT SGT23063810007424	11,79	
		DONT TVA 0,38EUR		
11/12/2023	11/12/2023	PRLV SEPA BOUYGUES TELECOM	5,99	
		BOUYGUES TELECOM		
		06XXXXX822		
		PAGP01105N0BC6		
		ICS : FR35ZZZ418323		
		RUM : BTAW0M3VTXQ94		
11/12/2023	11/12/2023	VIR RBT BUREAU VALLEE BIAI	23,60	
13/12/2023	13/12/2023	PRLV SEPA PLEXUS	426,00	
		PLEXUS		
		PLEXUSSANTE.....		
		STR16NAP9URR242U1LT64RANSHKBBPRISN		
		ICS : FR24ZZZ86A753		
		RUM : 7PNH3VA1XUQEPZFQ		
13/12/2023	13/12/2023	VIR RBT VISTA PRINT CORNU	174,00	
13/12/2023	13/12/2023	VIR ORDI FNAC RBT CORNU	479,98	
14/12/2023	14/12/2023	PRLV SEPA SWILE	405,00	
		SWILE		
		SWILE-CMD-TR-NYKDGQ		
		ICS : FR74ZZZ838795		
		RUM : SWILE-CRVKM-20230626212409		
14/12/2023	14/12/2023	VIR RBT BAIASAPEUR POMPIERS	10,00	
14/12/2023	14/12/2023	VIR RBT CORNU CARREFOUR	464,52	
14/12/2023	14/12/2023	VIR RBT CORNU B&M	70,32	
14/12/2023	14/12/2023	VIR RBT CORNU AMAZON TETIERES	15,99	
15/12/2023	15/12/2023	PRLV SEPA BOUYGUES TELECOM	4,99	
		BOUYGUES TELECOM		
		06XXXXX802		
		PAGP01105OVK0Z		
		ICS : FR35ZZZ418323		
		RUM : BTAW0N44G2K69		
15/12/2023	15/12/2023	VIR DRFIP ILE DE FRANCE ET D		65.000,00
		DRFIP ILE DE FRANCE ET DE PARIS		
		CPTS 78 NORD - CVT NCNRDD78-DOS-07 - 100 SUBV		
		2023 - OPTIMISATION DE LA PRISE EN CHARGE DES		
		PATIENT-MI2-1-7-2023-88987042400013-		
		1D0750000BUDGET-2023-MDT-015538-001		
15/12/2023	15/12/2023	VIR DRFIP ILE DE FRANCE ET D		60.000,00
		DRFIP ILE DE FRANCE ET DE PARIS		
		CPTS 78 NORD - CVT 2023 NC2023DOSEFF104 - 100		
		SUBV 2023 - AAP DANS LE CADRE DE LA DEMARCHE		
		PERTINENCE - FIR 2023-MI2-99-1-2023-88987042400		
		1D0750000BUDGET-2023-MDT-015474-001		
18/12/2023	18/12/2023	PRLV SEPA URSSAF D ILE DE FRANC	5.313,00	
		URSSAF D ILE DE FRANCE		
		UR 117000001572766580 NOV 23788617793000181223		
		BQE211723349072359RCUR000087096		
		ICS : FR86ZZZ112534		
		RUM : T1125348898704240001362303951340431		

Information sur la protection des comptes :

(GE) : protégé par la Garantie de l'Etat
(GD) : protégé par la Garantie des Dépôts
www.garantiedesdepots.fr

RELEVÉ ET INFORMATIONS BANCAIRES

Caisse 06381

01 janvier 2024



C/C Eurocompte Asso Tranquillité N° 00021089201 en euros (GD)

TITULAIRE(S) : CPTS 78 NORD

Date	Date valeur	Opération	Débit EUROS	Crédit EUROS
18/12/2023	18/12/2023	VIR HONORAIRES VERRIEST SESAN	35,00	
18/12/2023	18/12/2023	VIR HONORAIRES SERPEBOIS	200,00	
18/12/2023	18/12/2023	VIR HONORAIRES PEPIN 16 12 2023	200,00	
18/12/2023	18/12/2023	VIR HONORAIRES RICHARD CPAM	70,00	
18/12/2023	18/12/2023	VIR HONORAIRES GANDON CPAM CSUR	157,50	
18/12/2023	18/12/2023	VIR FACTURE LE JARDIN - CORNU	158,10	
18/12/2023	18/12/2023	VIR HONORAIRE LAUVERGENE 16 12	200,00	
20/12/2023	20/12/2023	PRLV SEPA BOUYGUES TELECOM	29,99	
		BOUYGUES TELECOM		
		09XXXXX322		
		PAGP01105QFSM6		
		ICS : FR35ZZZ418323		
		RUM : BT08502G39K86		
20/12/2023	20/12/2023	VIR COMPLEMENT RBT CORNU JARDIN	27,00	
21/12/2023	21/12/2023	PRLV SEPA DGFIP	1.327,00	
		DGFIP		
		PASDSN15122023-112023-88987042400013		
		3207804907Z3GATTKNHSMGIG96467PA6O9		
		ICS : FR46ZZZ005002		
		RUM : NN889870424DGFIP2023712815LNA3GTRM		
22/12/2023	26/12/2023	REM CHQ REF06381A02		50,00
26/12/2023	26/12/2023	VIR SALAIRE BAIA	1.816,37	
26/12/2023	26/12/2023	VIR SALAIRE PETIT	3.011,76	
26/12/2023	26/12/2023	VIR SALAIRE EL YOUNOUSSY	999,99	
26/12/2023	26/12/2023	VIR SALAIRE CORNU	7.034,67	
27/12/2023	27/12/2023	PRLV SEPA MALAKOFF HUMANIS	1.828,56	
		MALAKOFF HUMANIS		
		RETRAITE - MALAKOFF HUMANIS - 202311M - SIRET		
		88987042400013 - AG033000018650290		
		AG033000018650290		
		ICS : FR14ZZZ85F970		
		RUM : SCG033URAE001137622P		
27/12/2023	27/12/2023	PRLV SEPA BOUYGUES TELECOM	4,99	
		BOUYGUES TELECOM		
		06XXXXX240		
		PAGP01105S6DPK		
		ICS : FR35ZZZ418323		
		RUM : BT1150M7R8Z19		
Total des mouvements			27.055,74	147.903,00
Réf : 012 SOLDE CREDITEUR AU 31/12/2023				248.308,36

QXBAN : QX67 CMCI FR2A XXX 1JHT RX5N VEP7 FPSQ SLE

IBAN : FR76 1027 8063 8100 0210 8920 157

Vous disposez d'une carte de paiement : pour simplifier la lecture de vos relevés, vos paiements de moins de 10 EUR effectués auprès d'un même commerçant vous sont désormais présentés de manière regroupée. Retrouvez facilement le détail de ces opérations dans votre espace client sur www.creditmutuel.fr ou auprès de votre guichet.

Information sur la protection des comptes :

(GE) : protégé par la Garantie de l'Etat

(GD) : protégé par la Garantie des Dépôts

www.garantiedesdepots.fr

<<Suite au verso>>

Sous réserve des extournes ou annulations éventuelles

Page 3

RELEVÉ ET INFORMATIONS BANCAIRES

Caisse 06381

01 janvier 2024

Alerte : fraude aux modifications des IBAN de vos fournisseurs, fraude au dirigeant, fraude aux faux techniciens... Restez vigilants, consultez nos pages sécurité et sensibilisez tous vos collaborateurs !

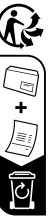
Attention, pensez à anticiper vos opérations bancaires ! Aucun échange interbancaire ne sera possible les lundi 25 et mardi 26 décembre 2023 ainsi que le lundi 1er janvier 2024.

Information sur la protection des comptes :

(GE) : protégé par la Garantie de l'Etat

(GD) : protégé par la Garantie des Dépôts

www.garantiedesdepots.fr



10278
06381

CPTS 78 NORD
21 CHEMIN DES ARDILLES
78680 EPONE

RELEVÉ ET INFORMATIONS BANCAIRES

Caisse 06381

01 janvier 2024



LIVRET BLEU ASSOCIATION N° 00021089203 en euros (GE)
TITULAIRE(S) : CPTS 78 NORD

Date	Date valeur	Opération	Débit EUROS	Crédit EUROS
SOLDE CREDITEUR AU 01/07/2023				199.015,00
31/12/2023	01/01/2024	INTERETS 2023 LIVRET BLEU		1.345,62
31/12/2023	01/01/2024	INTERETS 2023 LIVRET ORANGE		63,68
Réf : 004		SOLDE TOTAL AU 31/12/2023		200.424,30
- DONT L BLEU ASSOCIAT (GE)				77.845,62
- DONT LIVRET ORANGE (GD)				122.578,68

IBAN : FR76 1027 8063 8100 0210 8920 351

Alerte : fraude aux modifications des IBAN de vos fournisseurs, fraude au dirigeant, fraude aux faux techniciens... Restez vigilants, consultez nos pages sécurité et sensibilisez tous vos collaborateurs !

Attention, pensez à anticiper vos opérations bancaires ! Aucun échange interbancaire ne sera possible les lundi 25 et mardi 26 décembre 2023 ainsi que le lundi 1er janvier 2024.

Information sur la protection des comptes :

(GE) : protégé par la Garantie de l'Etat
(GD) : protégé par la Garantie des Dépôts
www.garantiedesdepots.fr

Sous réserve des extournes ou annulations éventuelles

Page 1

CPTS 78 NORD
21 CHEMIN DES ARDILLES
78680 EPONE

RELEVÉ ET INFORMATIONS BANCAIRES

Caisse 06381

01 janvier 2024

€ COMPTE ASSOCIATIF
COMPTE COURANT ASSOCIATION N° 00021089204 en euros (GD)
TITULAIRE(S) : CPTS 78 NORD

Date	Date valeur	Opération	Débit EUROS	Crédit EUROS
SOLDE CREDITEUR AU 30/11/2023				23.793,20
11/12/2023	01/12/2023	FACT SGT23063810007826	4,60	
		DONT TVA 0,00EUR		
Total des mouvements			4,60	0,00
Réf : 007	SOLDE CREDITEUR AU 31/12/2023			23.788,60

IBAN : FR76 1027 8063 8100 0210 8920 448

Vous disposez d'une carte de paiement : pour simplifier la lecture de vos relevés, vos paiements de moins de 10 EUR effectués auprès d'un même commerçant vous sont désormais présentés de manière regroupée. Retrouvez facilement le détail de ces opérations dans votre espace client sur www.creditmutuel.fr ou auprès de votre guichet.

Alerte : fraude aux modifications des IBAN de vos fournisseurs, fraude au dirigeant, fraude aux faux techniciens... Restez vigilants, consultez nos pages sécurité et sensibilisez tous vos collaborateurs !

Attention, pensez à anticiper vos opérations bancaires ! Aucun échange interbancaire ne sera possible les lundi 25 et mardi 26 décembre 2023 ainsi que le lundi 1er janvier 2024.

Information sur la protection des comptes :
(GE) : protégé par la Garantie de l'Etat
(GD) : protégé par la Garantie des Dépôts
www.garantiedesdepots.fr

Sous réserve des extournes ou annulations éventuelles

Page 1

TRESORERIE	Rép.	Références (notes, pièces jointes, pièces externes)
<p>TESTS SUR LE CYCLE TRESORERIE</p> <p>- Vérification par tests que la procédure décrite au Dossier Permanent existe</p> <p>- Vérification que les comptes de virement de fonds sont soldés</p> <p>BANQUES</p> <p>- Etablissement ou contrôle de l'état de rapprochement bancaire</p> <p>- Vérification du dénouement des opérations</p> <p>- Rapprochement avec le relevé des agios du dernier trimestre</p> <p>- Examen de la pièce justificative et demande d'explication pour toute somme en rapprochement bancaire d'ancienneté supérieure à un mois</p> <p>CAISSE</p> <p>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</p> <p>- Rapprochement avec pièces justificatives</p>	<p>OUI</p> <p>OUI</p> <p>OUI</p> <p>OUI</p> <p>OUI</p> <p>OUI</p>	

Compte : 51210000 BNP PARIBAS
Date du rapprochement : 13/03/2024
N° du relevé : 0

Solde comptable :

Date	C.Partie	Libellé	Pièce	Dépenses	Recettes
Total des mouvements					
Solde de banque					

Compte : 51211100 LIVRET BLEU CREDIT MUTUEL
Date du rapprochement : 10/01/2024
N° du relevé : 0

Solde comptable : 200 424.30

Date	C.Partie	Libellé	Pièce	Dépenses	Recettes
Total des mouvements					
Solde de banque					200 424.30

Compte : 51211110 ASSOCIATIF CREDIT MUTUEL
Date du rapprochement : 10/01/2024
N° du relevé : 0

Solde comptable : 23 788.60

Date	C.Partie	Libellé	Pièce	Dépenses	Recettes
Total des mouvements					
Solde de banque					23 788.60

Date 02/05/2024 17:22	CYCLE Ca. FOURNISSEURS Individuels Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 16
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Ca. FOURNISSEURS Individuels

API, 10/01/2024 FRL, 25/04/2024

10 Comptes 10 Vus, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé
0 Justificatif 0 Juste, 0 Faux
0 Question 0 OUI, 0 NON, 0 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse
0 Note 0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

Date 02/05/2024 17:22	Feuille maîtresse Ca. FOURNISSEURS Individuels Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence Ca-FM	Page 17
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Numéro	Intitulé du compte	Visa	Solde N	Solde N-1	Ecart	%	Références
0801BLCE	BL CONSEILS & EXPERTISES	V	1 137.60-		1 137.60-		
08AMAZON	AMAZON	V		12.99-	12.99	100.00	
08BOUYGU	BOUYGUES	V	36.26-	10.31-	25.95-	251.70-	
08DIVERS	FOURNISSEURS DIVERS	V	72.49	287.91-	360.40	125.18	
08EDF	EDF	V	234.95-		234.95-		
08GOOGLE	GOOGLE	V	85.98-		85.98-		
08HANDI	HANDI	V	7 216.72-		7 216.72-		
08HONOR	HONORAIRES LIBERAUX	V	966.43-		966.43-		
08PLEXUS	PLEXUS	V					
08SWILE	SWILE	V					
			9 605.45-	311.21-	9 294.24-	2 986.49-	

Date 02/05/2024 17:23	CYCLE Cb. FOURNISSEURS ACHATS Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 18
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Cb. FOURNISSEURS ACHATS

API, 10/01/2024 FRL, 25/04/2024

6 Comptes 6 Vus, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé
0 Justificatif 0 Juste, 0 Faux
11 Questions 11 OUI, 0 NON, 0 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse
0 Note 0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

Date 02/05/2024 17:23	Feuille maîtresse Cb. FOURNISSEURS ACHATS Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence Cb-FM	Page 19
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Numéro	Intitulé du compte	Visa	Solde N	Solde N-1	Ecart	%	Références
40100000	FOURNISSEURS	V	9 605.45-	311.21-	9 294.24-	2 986.49-	CbP-2
40810000	FOURNISSEURS FACT NON PARVENUE	V	6 955.00-	3 600.00-	3 355.00-	93.19-	
	Total classe 4		16 560.45-	3 911.21-	12 649.24-	323.41-	
60611000	ELECTRICITE	V	234.95		234.95		
60614000	CARBURANT	V	15.01		15.01		
60638000	FOURNT ENTRETIEN PT EQUIPEMT	V	5 762.91	38.58	5 724.33	14 837.56	CbP-2
60641000	FOURNITURES DE BUREAU	V	435.52	301.23	134.29	44.58	
	Total classe 6		6 448.39	339.81	6 108.58	1 797.65	



Infos détaillées finales sur la commande n° 402-3447110-7544323

Date de la commande : 10 octobre 2023

Numéro BdC : INSTALLATION

Numéro de commande Amazon.fr : 402-3447110-7544323

Montant total : 512,70 EUR

Articles expédiés le 10 octobre 2023

Articles commandés

Prix

1 ex. de : SIHOO Chaise de Bureau, Siege de Bureau Ergonomique avec Support Lominaire et accoudoir réglable, Fauteuil de Bureau d'une capacité maximale de 150 k

249,99 EUR

Vendu par : SIHOOFR ([profil vendeur](#))

Etat : Neuf

Adresse de livraison :

VALERIE CORNU
21 CHEMIN DES ARDILLES
EPONE, YVELINES 78680
France

Mode de livraison :

Livraison Prioritaire

Articles expédiés le 10 octobre 2023

Articles commandés

Prix

1 ex. de : SIHOO Chaise de Bureau, Siege de Bureau Ergonomique avec Support Lominaire et accoudoir réglable, Fauteuil de Bureau d'une capacité maximale de 150 k

249,99 EUR

Vendu par : SIHOOFR ([profil vendeur](#))

Etat : Neuf

Adresse de livraison :

VALERIE CORNU
21 CHEMIN DES ARDILLES
EPONE, YVELINES 78680
France

Mode de livraison :

Livraison Prioritaire

Articles expédiés le 10 octobre 2023

Articles commandés

Prix

1 ex. de : SIHOO Chaise de Bureau, Siege de Bureau Ergonomique avec Support Lominaire et accoudoir réglable, Fauteuil de Bureau d'une capacité maximale de 150 k

249,99 EUR

Vendu par : SIHOOFR ([profil vendeur](#))

Etat : Neuf

Adresse de livraison :

VALERIE CORNU

21 CHEMIN DES ARDILLES
EPONE, YVELINES 78680
France

Mode de livraison :

Livraison Prioritaire

Infos paiement

Mode de paiement :

Visa / Electron | Derniers chiffres : 6182

Articles : 624,96 EUR

Livraison : 0,00 EUR

Montant HT : 624,96 EUR

TVA : 125,01 EUR

Total : 749,97 EUR

Bon de réduction: -237,27 EUR

Montant total TTC : 512,70 EUR

Transactions de carte de crédit

Visa / Electron finissant par 6182: 10 octobre 2023: 170,90 EUR

Visa / Electron finissant par 6182: 10 octobre 2023: 170,90 EUR

Visa / Electron finissant par 6182: 10 octobre 2023: 170,90 EUR

Pour consulter l'état d'avancement de votre commande, retournez sur le [Récapitulatif de la commande](#) .

Note importante: Ceci n'est pas une facture de TVA.

[Conditions générales de vente](#) | [Vos informations personnelles](#) | [Informations légales](#) © 1996-2020 Amazon.com, Inc.

FOURNISSEURS ACHATS	Rép.	Références (notes, pièces jointes, pièces externes)
<p>TESTS SUR LE CYCLE ACHATS / FOURNISSEURS</p> <p>- Vérification par des tests que la procédure écrite au dossier permanent existe</p>	OUI	
<p>ACHATS</p> <p>- Entretien avec la direction sur les dispositions prises pour assurer l'indépendance des exercices</p> <p>- Contrôle du respect de l'indépendance des exercices à partir des dernières factures et derniers avoirs de l'exercice, des factures et avoirs de début N+1</p> <p>- Rapprochement des soldes des comptes d'achats par rapport à ceux de l'exercice précédent et éventuellement aux données budgétaires</p> <p>- Calcul des marges par famille</p> <p>- Contrôle de la traduction comptable des factures et avoirs à recevoir</p>	<p>OUI</p> <p>OUI</p> <p>OUI</p> <p>OUI</p> <p>OUI</p>	
<p>FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES</p> <p>- Entretien avec la direction pour connaître le crédit fournisseur habituel</p> <p>- Vérification de la cohérence du crédit fournisseur</p> <p>- Sélection par épreuves des comptes fournisseurs devant être vérifiés, en fonction de l'appréciation de la procédure comptable</p> <p>- Sur les comptes sélectionnés, demande d'explication sur tout délai de règlement anormal pour l'entreprise ou pour toute anomalie apparente, vérification du dénouement sur l'exercice suivant</p> <p>- Justification de tout solde débiteur et de tout solde ancien</p>	<p>OUI</p> <p>OUI</p> <p>OUI</p> <p>OUI</p> <p>OUI</p>	

Date 02/05/2024 17:23	CYCLE D. CHARGES EXTERNES Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 21
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

D. CHARGES EXTERNES

API, 10/01/2024 FRL, 30/04/2024

24 Comptes	24 Vus, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux
7 Questions	6 OUI, 0 NON, 1 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse
1 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

Date 02/05/2024 17:23	Feuille maîtresse D. CHARGES EXTERNES Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence D-FM	Page 22
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Numéro	Intitulé du compte	Visa	Solde N	Solde N-1	Ecart	%	Références
61320000	LOCATIONS IMMOBILIERES	V	7 216.72		7 216.72		DP-2
61355000	LOCATION VEHICULES	V	146.00		146.00		
61357000	ABONNEMENT LOGICIEL	V	5 264.55	264.00	5 000.55	1 894.15	
61557100	MAINTENANCE MAT INFORMATIQUE	V	304.80	1 113.00	808.20-	72.61-	
61560000	MAINTENANCE SITE INTERNET	V	2 205.00	4 410.00	2 205.00-	50.00-	
61611000	ASSURANCE MULTIRISQUE	V	69.49	196.00	126.51-	64.55-	
61612000	ASSURANCE LOCAUX	V	326.22		326.22		
61625500	ASSURANCE VEHICULE DE TOURISME	V	189.36		189.36		
62265000	HONORAIRES COMPTABLES	V	9 909.60	1 800.00	8 109.60	450.53	
62266000	HONORAIRES JURIDIQUES	V	180.00		180.00		
62267000	HONORAIRES CAC	V	4 200.00	1 800.00	2 400.00	133.33	
62268000	HONORAIRES LIBERAUX	V	21 124.17	12 482.98	8 641.19	69.22	
62269000	HONORAIRES CONSEILS	V	7 200.00		7 200.00		DN-1
							DP-4
62300000	FRAIS DE PUBLICITE	V	67.50	450.00	382.50-	85.00-	DP-1
62310000	ANNONCES ET INSERTIONS	V		147.05	147.05-	100.00-	
62380000	DONS POURBOIRES	V	10.00		10.00		
62511000	VOYAGES & DEPLACEMENTS	V	2 647.72	273.00	2 374.72	869.86	
62570000	RECEPTIONS	V	1 270.45	595.25	675.20	113.43	
62610000	AFFRANCHISSEMENT	V	111.36		111.36		
62630000	FRAIS DE TELEPHONE	V	348.67	176.30	172.37	97.77	
62810000	COTISATIONS PROFESSIONNELLES	V	750.00	750.00			
65820000	ALIGNEMENTS CPT DE TIERS PERT	V	3.87		3.87		
	Total classe 6		63 545.48	24 457.58	39 087.90	159.82	
75600000	COTISATIONS	V	2 635.28-	390.00-	2 245.28-	575.71-	DP-3
75820000	ALIGNTS (PROFITS) CPTES TIERS	V	7.37-		7.37-		
	Total classe 7		2 642.65-	390.00-	2 252.65-	577.60-	

62269000
HONORAIRES CONSEILS

Pas de Travaux sur le 2ème semestre 2023.

Note DN-1

Date 02/05/2024 17:24	Notes des comptes D. CHARGES EXTERNES Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 23
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Nom	Note	Sup.	S	C	FM	PS
DN-1	Compte 62269000 HONORAIRES CONSEILS Solde au 31/12/23 = 7 200.00					

Pas de Travaux sur le 2ème semestre 2023.

BAIL DÉROGATOIRE
Article L 145-5 du code du commerce
(pour une durée au plus égale à 36 mois)

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

Handi Val de Seine Syndicat Intercommunal

Collectivité territoriale

Numéro d'identification SIRET : 257 801 555 000 34

dont le siège social est situé 1 place de la Galette – 78480 Verneuil sur Seine, représentée par Monsieur Yann SCOTTE, son Président,

Ci-après dénommée « LE BAILLEUR »

D'UNE PART,

ET,

L'Association CPTS 78 Nord

Immatriculée à la sous-préfecture de Mantes la Jolie sous le numéro W781008979 ayant son siège social sis 21 chemin des Ardilles 78680 Epône et représentée par le Docteur GANDON en sa qualité de Présidente, dûment habilité à l'effet des présentes

Ci-après dénommée « LE PRENEUR »

D'AUTRE PART,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET – RÉGIME JURIDIQUE

Le BAILLEUR donne à bail, par les présentes, au PRENEUR qui accepte les locaux ci-après désignés les « locaux », aux clauses et conditions suivantes.

Conformément à l'article L 145-5 du Code du commerce, les parties entendent déroger aux dispositions des articles L 145-1 et suivants du code de commerce portant statut des baux commerciaux.

Le PRENEUR reconnaît qu'il ne pourra pas revendiquer les dispositions relatives au statut des baux commerciaux.

Le présent bail conclu est soumis aux stipulations ci-après et aux dispositions supplétives du code civil en ce qu'elles ne lui sont pas contraires.

Le PRENEUR s'engage à respecter les prescriptions des lois et règlements ainsi que, le cas échéant, celles du règlement de copropriété ou de jouissance ou du règlement intérieur de l'immeuble s'il existe ou est ultérieurement créé.

ARTICLE 2 – DURÉE

Le présent bail est consenti et accepté pour une durée de 3 ans à compter du 18 septembre 2023 et expirera effectivement le 18 septembre 2026.

Le PRENEUR ne pourra se prévaloir d'aucun maintien dans les lieux après l'échéance du bail.

En conséquence, à l'expiration du contrat, le PRENEUR s'oblige irrévocablement à libérer les locaux loués. Au cas où, en dépit d'une sommation de quitter les lieux, le PRENEUR se maintiendrait dans les locaux loués à l'issue du terme prévu ci-dessus, il pourra en être expulsé sur simple ordonnance de référé rendue à la demande du BAILLEUR par le président du Tribunal de Grande Instance compétent.

Il sera alors en outre de plein droit débiteur envers le BAILLEUR d'une indemnité journalière d'occupation ou d'immobilisation égale à 120% du dernier loyer journalier en vigueur, augmentée de la taxe à la valeur ajoutée si le présent bail y est assujéti.

LOCAUX

ARTICLE 3 – DÉSIGNATION

Le BAILLEUR donne à bail au PRENEUR, qui accepte, les locaux ci-après désignés : Dans un bâtiment sis Chemin des Ardilles à Epône (78680) :

Au rez-de-chaussée :

Un espace d'accueil de 39.53 m²

Trois bureaux désignés comme suit :

Bureau 1 : 12.39 m²

Bureau 2 : 14.10 m²

Bureau 3 : 27.81 m²

Un local technique de 8.17 m²

Deux sanitaires désignés comme suit :

Sanitaires 1 : 1.78 m²

Sanitaires 2 : 3.81 m²

Au 1^{er} étage :

Un palier de 13.00 m²

Cinq bureaux désignés comme suit :

Bureau 4 : 16.69 m²

Bureau 5 : 12.03 m²

Bureau 6 : 13.20 m²

Bureau 7 : 11.79 m²

Bureau 8 : 11.79 m²

Une salle de repos de 21.55 m²

Un sanitaire désigné comme suit :

Sanitaires 3 : 2.11 m²

Le tout d'une contenance d'environ 209,75 m² et la jouissance des 11 places de stationnement de véhicules légers.

Le PRENEUR déclare avoir une parfaite connaissance desdits locaux et les accepte en conséquence dans l'état où ils se trouvent, sans recours d'aucune sorte. Toute erreur dans la désignation ou la contenance indiquées ou toute différence entre les surfaces indiquées aux présentes et les dimensions réelles des locaux loués ne peut justifier ni réduction ni augmentation de loyer ni indemnité.

De convention expresse entre les Parties, les locaux loués forment un tout unique et indivisible.

ARTICLE 4 – DESTINATION

Les locaux loués sont destinés à usage de bureaux en vue par le Preneur de ses activités qui sont : faciliter l'accès aux soins, améliorer le parcours des patients, favoriser le maintien à domicile de patients fragiles, initier et mettre en place des actions de prévention, améliorer les conditions d'exercice des professionnels, et participer à la réponse aux crises sanitaires ainsi que toutes les missions prévues ou à venir dans le cadre d'exercice des Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CTPS).

Le PRENEUR ne pourra pas modifier, même partiellement, cet usage ou y adjoindre une autre activité.

ARTICLE 5 – DÉLIVRANCE – ÉTAT DES LIEUX INITIAL

Le PRENEUR déclare avoir reçu, préalablement à la conclusion du présent bail, toutes informations utiles sur l'état des locaux et de l'immeuble et accepter de se faire délivrer, les locaux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée en jouissance en renonçant expressément à demander au BAILLEUR d'y effectuer des travaux d'aménagement ou des réparations.

Le PRENEUR reconnaît que les locaux loués lui permettent l'exercice de l'activité autorisée en vertu du présent bail.

Un état des lieux contradictoire sera dressé à l'amiable à la remise des clés, conformément à l'article L 145-5 du code de commerce. Si l'état des lieux ne peut être établi à l'amiable, il est établi par un huissier de justice, sur l'initiative de la partie la plus diligente, à frais partagés par moitié entre le BAILLEUR et le PRENEUR.

ARTICLE 6 – ÉTAT DES RISQUES NATURELS, MINIERS ET TECHNOLOGIQUES

En application des articles L 125-5 et R 125-26 du code de l'environnement, un état des risques naturels, miniers et technologiques et ceux liés au radon, établi depuis moins de 6 mois avant la date de conclusion du contrat sera annexé au contrat.

Le BAILLEUR déclare qu'à sa connaissance, l'immeuble dont dépendent les locaux n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles (C. assr. Art. L 125-2), minières ou technologiques (C. assur. art. L. 128-2).

ARTICLE 7 – DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE (DPE)

Conformément aux dispositions des articles L 134-1 et L 134-3-1 du code de la construction et de l'habitation, sera annexé au bail, à titre purement informatif, le diagnostic de performance énergétique des locaux.

Le PRENEUR s'engage à communiquer au BAILLEUR, chaque année, et pendant toute la durée du bail, une copie des factures qui lui seront adressées par son fournisseur d'énergie, afin de permettre au BAILLEUR d'actualiser ce dossier.

ARTICLE 7 bis – DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Le BAILLEUR déclare que le permis de construire du l'immeuble a été délivré après le 1er juillet 1997 et qu'en conséquence un diagnostic technique amiante n'a pas à être établi.

ARTICLE 8 – RISQUE DE POLLUTION

Le PRENEUR s'engage à veiller scrupuleusement à utiliser les locaux loués et les parties communes de l'immeuble dans le respect des lois et règlement protégeant l'environnement, à faire cesser et enlever toute éventuelle pollution accidentelle de son fait ou de celui de ses préposés, mandataires, clients, fournisseurs ou visiteurs et à rendre les locaux loués, à son départ, exempt de tout matériau, matériel ou substance présentant un caractère dangereux ou polluant ou susceptible de le devenir.

Le PRENEUR s'oblige aussi à informer le BAILLEUR, sans délai, de tout événement porté à sa connaissance, de nature à justifier la prise de mesures destinées à prévenir ou réparer des pollutions dans les locaux loués ou l'immeuble.

ARTICLE 8 bis – SOLS ET SITES POLLUÉS

Conformément à l'article L 125-7 du code de l'environnement, le BAILLEUR, après avoir consulté les bases de données publiques BASOL (base de données sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif) et BASIAS (inventaire historique de sites industriels et activités de service), informe le PRENEUR que les locaux loués ne sont pas répertoriés, à la date de signature du présent bail, sur ces bases de données.

Le PRENEUR déclare se satisfaire de cette information, en faire son affaire personnelle sans recours contre le BAILLEUR et reconnaît ainsi que le BAILLEUR a pleinement rempli son obligation d'information prévue par l'article précité.

ARTICLE 9 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les parties s'engagent à coopérer, chaque fois qu'il sera nécessaire ou utile, à la mise en œuvre des mesures et travaux de toute nature tendant à améliorer les caractéristiques techniques, les performances énergétiques et les qualités environnementales de l'immeuble et des locaux, et à se communiquer toutes les informations utiles à cet effet, notamment relatives aux consommations énergétiques des locaux loués. Le PRENEUR permettra au BAILLEUR l'accès aux locaux loués pour la réalisation, le cas échéant, de travaux d'amélioration de la performance énergétique.

ARTICLE 7 bis – DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Le BAILLEUR déclare que le permis de construire du l'immeuble a été délivré après le 1er juillet 1997 et qu'en conséquence un diagnostic technique amiante n'a pas à être établi.

ARTICLE 8 – RISQUE DE POLLUTION

Le PRENEUR s'engage à veiller scrupuleusement à utiliser les locaux loués et les parties communes de l'immeuble dans le respect des lois et règlement protégeant l'environnement, à faire cesser et enlever toute éventuelle pollution accidentelle de son fait ou de celui de ses préposés, mandataires, clients, fournisseurs ou visiteurs et à rendre les locaux loués, à son départ, exempt de tout matériau, matériel ou substance présentant un caractère dangereux ou polluant ou susceptible de le devenir.

Le PRENEUR s'oblige aussi à informer le BAILLEUR, sans délai, de tout événement porté à sa connaissance, de nature à justifier la prise de mesures destinées à prévenir ou réparer des pollutions dans les locaux loués ou l'immeuble.

ARTICLE 8 bis – SOLS ET SITES POLLUÉS

Conformément à l'article L 125-7 du code de l'environnement, le BAILLEUR, après avoir consulté les bases de données publiques BASOL (base de données sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif) et BASIAS (inventaire historique de sites industriels et activités de service), informe le PRENEUR que les locaux loués ne sont pas répertoriés, à la date de signature du présent bail, sur ces bases de données.

Le PRENEUR déclare se satisfaire de cette information, en faire son affaire personnelle sans recours contre le BAILLEUR et reconnaît ainsi que le BAILLEUR a pleinement rempli son obligation d'information prévue par l'article précité.

ARTICLE 9 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les parties s'engagent à coopérer, chaque fois qu'il sera nécessaire ou utile, à la mise en œuvre des mesures et travaux de toute nature tendant à améliorer les caractéristiques techniques, les performances énergétiques et les qualités environnementales de l'immeuble et des locaux, et à se communiquer toutes les informations utiles à cet effet, notamment relatives aux consommations énergétiques des locaux loués. Le PRENEUR permettra au BAILLEUR l'accès aux locaux loués pour la réalisation, le cas échéant, de travaux d'amélioration de la performance énergétique.

CONDITIONS FINANCIERES

ARTICLE 10 – LOYER

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de VINGT CINQ-MILLE DEUX CENT VINGT-SIX EUROS ET VINGT HUIT CENTIMES (25 226,28 €) hors charges et hors droits que le PRENEUR s'oblige à payer mensuellement et d'avance entre les mains du BAILLEUR ou du mandataire qu'il désignera, en leur domicile ou tout autre endroit indiqué par eux. Le premier paiement aura lieu le 1^{er} octobre 2023.
Il n'est pas soumis à la TVA.

Toute somme due à titre de loyer, charges ou accessoires et non payée à son échéance exacte sera de plein droit et à dater de ladite échéance productive au profit du BAILLEUR d'un intérêt conventionnellement fixé à 5% par mois de retard jusqu'à complet paiement.

ARTICLE 10 bis – INDEXATION DU LOYER

Le loyer afférent aux locaux ci-dessus désignés ne sera pas soumis à l'indexation des loyers durant toute la durée du bail.

Le BAILLEUR déclare que la clause d'exonération d'indexation constitue une stipulation essentielle et déterminante de sa volonté de contracter, sans laquelle le présent bail n'eût pas été conclu.

ARTICLE 11 – CHARGES

Le loyer ci-dessus visé comprend les charges de copropriété afférentes aux locaux loués.

ARTICLE 12 – IMPÔTS ET TAXES

Le PRENEUR acquittera ses impôts personnels et, généralement, tous impôts, contributions et taxes, fiscales ou parafiscales, auxquels il est et sera assujéti personnellement et dont le propriétaire pourrait être responsable pour lui au titre des articles 1686 et 1687 du Code Général des Impôts ou à tout autre titre quelconque. Il devra justifier de leur acquit au BAILLEUR à toute réquisition et, notamment, à l'expiration du bail avant tout enlèvement d'objets mobiliers, matériel et marchandises.

En outre, il sera tenu de rembourser au BAILLEUR les taxes locales ordinairement mises à la charge des locataires (taxe d'enlèvement des ordures ménagères et non ménages, taxes de déversement à l'égout, taxe de balayage, etc.), et il devra en justifier à toute première demande du BAILLEUR, notamment à l'expiration du bail, avant tout déménagement.

Il souscrira directement tous abonnements pour l'alimentation des locaux en fluides et en acquittera les coûts ainsi que les dépenses de consommations.

Le PRENEUR remboursera en outre, au BAILLEUR, l'ensemble des taxes et impôts afférents aux locaux loués et notamment, sans que cette énumération soit limitative : Taxe foncière, taxe sur les bureaux et les surfaces de stationnement, contribution sur les revenus locatifs (CRL), etc.

GARANTIES

ARTICLE 13 – DÉPÔT DE GARANTIE

Le PRENEUR a versé ce jour à titre de dépôt de garantie une somme correspondant à UN mois de loyer hors taxes soit DEUX MILLE CENT DEUX EUROS ET DIX NEUF CENTIMES (2102,19 €) au BAILLEUR qui en donne bonne et valable quittance.

Ce dépôt de garantie non productif d'intérêts, est destiné à assurer au BAILLEUR la bonne exécution de l'ensemble des obligations imposées au PRENEUR par le présent bail, et le paiement des créances de toute nature qui pourraient résulter d'une non-exécution ou d'une inexécution partielle ou défectueuse de ces obligations. Il garantit en outre, le paiement des loyers, charges et accessoires et plus généralement le paiement de toute somme qui pourrait être due en vertu du présent bail ou mises à la charge du PRENEUR par des textes légaux ou réglementaires.

Il sera remboursé au PRENEUR dans les deux mois de la fin du bail ou de son départ effectif, après déduction de toutes les sommes dont il est destiné à garantir le paiement.

En aucun cas, le PRENEUR ne sera en droit de compenser le dernier terme de loyer et charges avec le dépôt de garantie.

Cette somme sera par ailleurs augmentée ou diminuée à l'occasion de chaque modification du taux du loyer, de façon à être égale à tout moment à un mois de loyer.

Cette somme sera remise au BAILLEUR à titre de nantissement, dans les termes des articles 2355 et suivants du Code Civil.

Dans le cas de résiliation du bail pour inexécution de ses conditions ou pour une cause quelconque imputable au PRENEUR, ce dépôt de garantie restera acquis au BAILLEUR à titre de dommages et intérêts, sans préjudice de tous autres.

ARTICLE 14 – GARNISSEMENT ET OBLIGATION D'EXPLOITER

Le PRENEUR devra maintenir les locaux loués constamment garnis de matériel et objets mobiliers en quantité et de valeur conformes aux usages de sa profession et dans le respect de la destination des locaux loués.

ARTICLE 15 – ASSURANCES

Le PRENEUR devra assurer et maintenir assurés contre l'incendie, le vol, les dégâts des eaux, les courts-circuits, la foudre, le bris de glace, etc., pendant toute la durée du bail lesdits locaux tous les aménagements qu'il aura apportés aux locaux loués, les objets, mobiliers, matériels ou immatériels et marchandises lui appartenant les garnissant, tous dommages immatériels consécutifs et notamment ses pertes d'exploitation, la perte totale ou partielle de son fonds de commerce, le recours des voisins ainsi que sa responsabilité civile envers tous tiers, notamment au titre d'accidents corporels survenus dans le local ou dont le PRENEUR pourrait être responsable, auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, acquitter exactement les primes ou cotisations de cette assurance et justifier du tout au BAILLEUR à chaque réquisition de celui-ci.

La police devra comporter renonciation par la compagnie d'assurances à tous recours contre le BAILLEUR, tous mandataires du BAILLEUR ou les assureurs des personnes susvisées, pour la part des dégâts ou dommages dont ces derniers pourraient être responsables à quelque titre que ce soit.

Le PRENEUR renonce expressément à tous recours et actions quelconques contre les personnes susvisées et leurs assureurs du fait des dommages susvisés ou du fait de la privation de jouissance des locaux loués.

Si l'activité exercée par le PRENEUR entraînait, soit pour le BAILLEUR, soit pour d'autres copropriétaires, soit pour les voisins, des surprimes d'assurances, le PRENEUR serait tenu à la fois d'indemniser le BAILLEUR du montant de la surprime payée et de le garantir contre toutes les réclamations des autres copropriétaires ou des voisins.

De convention expresse, toutes indemnités dues au PRENEUR par toute compagnie d'assurance, en cas de sinistre subi par les locaux loués pour quelque cause que ce soit, seront affectées au privilège du BAILLEUR, les présentes valant en tant que de besoin, transport à concurrence des sommes qui pourraient être dues.

CONDITIONS D'OCCUPATION

ARTICLE 16 – REGLES GÉNÉRALE D'OCCUPATION DES LOCAUX

Le PRENEUR devra occuper les locaux loués par lui-même, paisiblement et raisonnablement, conformément aux articles 1728 et 1729 du code civil.

Il devra les utiliser conformément aux usages de sa profession et dans le respect de la destination contractuelle, de la destination de l'immeuble et des lois et règlements et, de manière générale de toutes prescriptions légales ou réglementaires relatives à son activité, de façon que le BAILLEUR ne puisse être inquiété ou recherché ce dont il garantit ce dernier.

Il devra les tenir en état d'exploitation permanente et effective.

Le PRENEUR devra se conformer au règlement de copropriété dont un exemplaire lui a été remis par le BAILLEUR à la signature des présentes notamment aux articles 10 à 32 dudit règlement.

Il devra en outre, se conformer à toute décision régulièrement prise par l'assemblée des copropriétaires dont le BAILLEUR devra lui avoir donné connaissance.

En toute hypothèse il lui est interdit :

D'exposer aucun objet aux fenêtres, portes, murs extérieurs ou dans les parties communes y compris stores, plaques et enseignes non expressément autorisés, et d'une manière générale tout ce qui intéresse tant la sécurité des occupants ou des tiers que l'aspect extérieur ou intérieur de l'immeuble. Toutefois, le PRENEUR pourra apposer des plaques ou enseignes d'un modèle agréé par le BAILLEUR et s'il y a lieu, par la copropriété et l'administration, aux endroits indiqués par le BAILLEUR et, le cas échéant, sous réserve des autorisations administratives que le PRENEUR devra requérir à sa diligence et à ses frais :

- de faire usage d'appareils à combustion lente ou produisant des gaz nocifs;
- de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance normale, dont il devra s'informer préalablement.

ARTICLE 17 – RESPECT DES PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES ET AUTRES

Le PRENEUR devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, le cas échéant la réglementation relative aux établissements recevant du public si l'activité autorisée par le bail y est assujettie et, de manière générale, à toutes les prescriptions relatives à son activité de façon que le BAILLEUR ne puisse être ni inquiété ni recherché.

Le PRENEUR fera son affaire personnelle de l'obtention et du maintien en vigueur de toute autorisation administrative requise par la législation et la réglementation applicables à la destination contractuelle des locaux loués.

ARTICLE 18 – GARDIENNAGE – SERVICES COLLECTIFS

Le PRENEUR fera son affaire personnelle du gardiennage et de la surveillance des locaux, le BAILLEUR ne pouvant en aucun cas et à aucun titre être responsable des vols ou autres actes délictueux dont le PRENEUR pourrait être victime dans les locaux.

Le BAILLEUR ne pourra être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif analogue extérieur et le PRENEUR renonce à ce titre à tous recours ou réclamations à l'encontre du BAILLEUR.

ARTICLE 19 – VISITE DES LOCAUX

Le PRENEUR devra laisser en permanence libre accès aux locaux au BAILLEUR, à ses représentants et à tous techniciens désignés par lui afin d'y effectuer tous travaux nécessaires ou utiles, vérifier leur bon entretien ou la bonne exécution des travaux à la charge du PRENEUR ou encore effectuer toutes constatations et mesures destinées à la constitution et/ou à l'actualisation des diagnostics légaux et réglementaires obligatoires.

Sauf urgence manifeste, le BAILLEUR devra aviser le PRENEUR de ces visites au moins 48 heures à l'avance.

Dans les 3 mois qui précèdent l'expiration du bail, le PRENEUR devra également laisser visiter les locaux, tous les jours non fériés de 9 heures à 11 heures et de 14 heures jusqu'à 17 heures par toute personne munie de l'autorisation du BAILLEUR. Il devra pendant le même temps laisser le BAILLEUR apposer un écriteau ou une enseigne pour indiquer que les locaux sont à louer.

Le même droit de visite et d'affichage existera en tout temps, en cas de mise en vente des locaux ou de l'immeuble dont ils dépendent.

ARTICLE 20 – RÉCLAMATIONS DES TIERS OU CONTRE DES TIERS

Le PRENEUR devra faire son affaire personnelle à ses risques, périls et frais, sans que le BAILLEUR puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres copropriétaires, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs ou trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Au cas néanmoins où le BAILLEUR aurait à payer des sommes quelconques du fait du PRENEUR, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai.

Le PRENEUR fera son affaire personnelle de tous dégâts causés aux locaux loués et de tous troubles de jouissance causés par les autres copropriétaires, les voisins ou les tiers et se pourvoira directement contre les auteurs de ces troubles sans que le BAILLEUR puisse être recherché et au contraire en garantissant ce dernier de toutes conséquences des réclamations.

ARTICLE 21 – OCCUPATION PERSONNELLE – INTERDICTION DE CESSION OU DE SOUS - OCCUPATION

Le PRENEUR devra occuper par lui-même et par son personnel les locaux loués.

Il lui est interdit de :

- concéder directement ou indirectement, en tout ou partie, la jouissance des locaux loués à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et même à titre gratuit et précaire, notamment par sous-location, domiciliation, prêt ou location-gérance;
- céder ou apporter son droit au présent bail.

ENTRETIEN – TRAVAUX

ARTICLE 22 – ENTRETIEN DES LOCAUX

Le PRENEUR aura la charge des réparations locatives et d'entretien des locaux et devra les faire exécuter conformément aux règles de l'art dès qu'elles se révéleront nécessaires et utiles.

En outre, le PRENEUR aura la charge d'effectuer dans les locaux les travaux qui seraient prescrits en matière d'hygiène, de santé, de sécurité électrique et de prévention contre l'incendie par les lois et règlements actuels ou futurs et liés à l'occupation des locaux loués ou à l'activité professionnelle spécifique qu'il y exerce.

Il s'oblige également à procéder aux contrôles, vérifications et travaux qui pourraient être prescrits par la réglementation présente ou à venir relative à la protection de l'environnement.

Il devra faire entretenir et, au besoin, remplacer les équipements et installations à son usage personnel, ainsi que fenêtres, portes et volets, glaces, vitres, parquets, carrelages, revêtements de sol, boiseries.

Il assumera les conséquences, et garantit le BAILLEUR de toutes dégradations et des troubles de jouissance que les travaux qu'il serait ainsi tenu de faire effectuer seraient susceptibles d'entraîner.

Le PRENEUR devra aviser immédiatement le BAILLEUR de toute dégradation touchant à la structure des locaux ou aux parties communes.

Le BAILLEUR est tenu de faire procéder à l'exécution à ses frais des grosses réparations mentionnées à l'article 606 du code civil ainsi que des autres travaux qui n'incombent pas au PRENEUR en vertu des stipulations qui précèdent.

Le PRENEUR sera néanmoins responsable de toutes réparations normalement à la charge du BAILLEUR si elles sont nécessitées soit par le défaut d'exécution de celles dont il a la charge comme il est dit ci-dessus, soit par des dégradations résultant de son fait, du fait de son personnel ou de ses visiteurs dans les locaux, soit enfin par un manquement à son obligation d'information envers le BAILLEUR.

ARTICLE 23 – TRAVAUX A L'INITIATIVE DU BAILLEUR OU DE TIERS

Le PRENEUR devra supporter la gêne que lui causeraient les réparations, reconstructions, surélévations et travaux qui pourront être exécutés dans l'immeuble ou à l'extérieur de celui-ci, sans pouvoir demander au BAILLEUR aucune indemnité ni diminution de loyer, quelles qu'en soient l'importance et la durée et ce, par dérogation à l'article 1724 du code civil, alors même que cette dernière excéderait 21 jours. Toutefois, en contrepartie de cette renonciation du PRENEUR, le BAILLEUR s'engage à faire tous ses efforts pour limiter la gêne que de tels travaux pourraient causer au PRENEUR et lui assurer en permanence un libre accès aux locaux loués.

Le PRENEUR devra déposer dans les plus brefs délais tous coffrages et décorations, ainsi que toutes installations qu'il aurait faites et dont l'enlèvement serait utile pour la recherche et la réparation des fuites de toute nature, de fissures dans les conduits de fumée, ou de ventilation, notamment après incendie ou infiltrations et en général pour l'exécution de tous travaux. Les frais correspondants seront à la charge de la Partie à laquelle seront reconnus imputables les travaux qui les auront nécessités.

Le PRENEUR devra déposer, puis reposer dans les meilleurs délais, lors de l'exécution du ravalement, toutes enseignes et, d'une manière générale, tous agencements dont l'enlèvement serait nécessaire pour l'exécution des travaux.

ARTICLE 24 – TRANSFORMATIONS ET AMÉLIORATIONS DES LOCAUX PAR LE PRENEUR - ACCESSION

Le PRENEUR ne pourra opérer aucune démolition, construction, ni aucun changement de distribution, cloisonnement, percement de gros murs, de plafonds ou de planchers, si ce n'est avec le consentement préalable et écrit du BAILLEUR.

En cas d'autorisation, les travaux devront être soumis préalablement pour avis à l'architecte du BAILLEUR dont les honoraires seront à la charge du PRENEUR.

Ils devront être conduits dans les règles de l'art par des entreprises qualifiées et sous le contrôle d'un maître d'œuvre diplômé. Les travaux touchant à la structure des locaux ou à des éléments d'équipement intéressant les parties communes ne pourront être menés que par les entreprises autorisées par le BAILLEUR ou le syndic.

Le PRENEUR s'engage, pour tous travaux de transformation ou d'amélioration qu'il entreprendra, à respecter et faire respecter, outre les règles de l'art, toutes normes et réglementations en vigueur, notamment les normes relatives à la protection de l'environnement et au respect du développement durable, et tous documents techniques relatifs à l'immeuble et aux locaux.

Il s'engage à n'utiliser ou ne laisser utiliser aucun matériau susceptible de présenter un danger pour la santé ou la sécurité des personnes.

Tous embellissements, améliorations et installations faits par le PRENEUR dans les locaux loués deviendront, à la fin du présent bail la propriété du BAILLEUR sans indemnité à la charge de ce dernier.

Le BAILLEUR se réserve le droit de demander, au départ du PRENEUR, le rétablissement des locaux dans leur état primitif aux frais du PRENEUR.

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 25 – DESTRUCTION DES LOCAUX LOUÉS

Si les locaux loués viennent à être détruits en totalité par un événement indépendant de la volonté du BAILLEUR, le présent bail sera résilié de plein droit, sans indemnité.

En cas de destruction partielle, le présent bail pourra être résilié sans indemnité à la demande de l'une ou l'autre des parties et ce par dérogation aux dispositions de l'article 1722 du code civil, mais sans préjudice des recours de chacune des parties contre celle à la faute de qui la destruction serait imputable.

ARTICLE 26 – RESTITUTION DES LOCAUX

Le PRENEUR devra prévenir le BAILLEUR de la date de son déménagement au plus tard un mois à l'avance afin de permettre au BAILLEUR de faire à l'administration fiscale les déclarations voulues.

Il devra rendre les clés le jour de son déménagement, après avoir libéré les locaux de toute occupation, les avoir vidés de tout encombrement et les avoir remis en bon état de tous travaux et réparations à sa charge.

Les parties dresseront amicalement un état de lieux contradictoire lors de la restitution des locaux, à défaut de quoi l'état des lieux sera constaté par huissier de justice à l'initiative de la partie la plus diligente et à frais partagés par moitié entre le BAILLEUR et le PRENEUR.

A défaut d'exécution par ce dernier des travaux à sa charge, le BAILLEUR pourra, après vaine mise en demeure, demander au juge des référés l'autorisation d'y procéder aux lieux et place du PRENEUR ou lui en imputer le coût.

ARTICLE 27 – CLAUSE RÉSOLUTOIRE

A défaut de paiement à son échéance exacte d'un seul terme de loyer ou de remboursements de frais, charges, contributions, taxes ou prestations dus en vertu du présent bail, ou d'exécution de l'une ou l'autre des conditions du présent bail, et un mois après un commandement de payer ou d'exécuter, délivré par acte extrajudiciaire, resté sans effet, et contenant déclaration par le BAILLEUR de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, le présent bail sera résilié de plein droit si bon semble au BAILLEUR, sans qu'il soit besoin de former une demande en justice. Dans le cas où le PRENEUR se refuserait à évacuer les locaux, son expulsion pourrait avoir lieu sans délai sur une simple ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de grande instance compétent.

Dans tous les cas, le PRENEUR sera de plein droit débiteur envers le BAILLEUR d'une indemnité journalière d'occupation égale à 150% du dernier loyer journalier en vigueur, augmentée de la taxe à la valeur ajoutée, si le présent bail y est assujéti.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 28 – TOLÉRANCES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions du présent bail ne pourra jamais, quelle qu'ait pu en être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression de ces clauses et conditions.

ARTICLE 29 – FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires de rédaction des présentes et ceux qui en seront la suite et la conséquence seront supportés et acquittés par le BAILLEUR qui s'y oblige.


ARTICLE 30 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le PRENEUR fait élection de domicile 2 bis rue du Parc – 78440 ISSOU et le BAILLEUR en son siège social ou au domicile de son mandataire.


Fait à Verneuil-sur-Seine,
Le 18/09/2023

En deux exemplaires,

LE PRENEUR


Association CPTS 78 Nord
21 chemin des Ardilles
78680 EPONE
N° Déclaration Pref W781008979
SIRET N°88987042400013

LE BAILLEUR


HANDI VAL DE SEINE
Syndicat Intercommunal
1 Place de la Galette
78480 VERNEUIL SUR SEINE

CPTS 78 NORD

2 bis rue du Parc

78440

ISSOU

NOTE HONORAIRES

Date de facturation : 1ER SEMESTRE 23

FACTURER À :

GENEVIEVE ENGUEHARD

EXPÉDIER À :

GENEVIEVE ENGUEHARD

DESCRIPTION	Période	MONTANT
TRAVAUX SECRETARIAT GENERALE		7 200,00 €
TOTAL		7 200,00 €

Nous vous remercions de votre
confiance.

Facture

Client

CPTS ODYSÉE

Valérie CHEREAU CORNU
21 chemin des Ardilles
78680 EPONE
France

De

SARL DIGISANTÉ

1 Rue Julien Videment
44200 NANTES
France

N° de facture

FA-2592

Devis lié

1503

Date d'émission

26-08-2022

Délai de paiement

30 jours

A payer avant le

25-09-2022

Objet

CRÉATION SITE INTERNET - CPTS ODYSÉE

PERIODE JUILLET 2022 - SOLDE

Description	Quantité	Prix	Montant
1503 CRÉATION SITE INTERNET - CPTS ODYSÉE	0.33	€ 5,512.50	€ 1,837.50
		Total HT	€ 1,837.50
		TVA (20%)	€ 367.50
		Total à payer	€ 2,205.00

Merci de payer **€ 2,205.00** avant le **25-09-2022** sur **FR76 3004 7140 4800 0207 9210 106**,

BIC : CMCIFRPP

Nous restons à votre disposition pour toute question

Cordialement,

Conditions et Pénalités de retard: Nos Conditions Générales de Ventes (CGV) sont applicables à tous nos devis et prestations. Une copie de nos CGV est jointe à ce devis. En acceptant ce devis, vous déclarez avoir reçu nos conditions Générales de Ventes et acceptez leur contenu sauf en cas de contrat spécifique conclue entre vous et notre agence.

Paiement 30 jours. Pas d'escompte pour règlement anticipé. En cas de retard de paiement, une pénalité égale à 3 fois le taux intérêt légal sera exigible (Article L 441-6, alinéa 12 du Code du Commerce). Pour tout professionnel, en sus des indemnités de retard, toute sommes, y compris l'acompte, non payée à sa date d'exigibilité produira de plein droit le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros au titre des frais de recouvrement (Art. 441-6, al. 12 du code de commerce et D. 441-5 ibidem).

Garantie:

- Valable 1 mois après la mise en ligne.
- Modification des contenus que nous avons intégrés (images, textes, vidéos) par nos soins.
- Hors ajout de fonctionnalités et développements spécifiques non compris dans le cahier des charges.
- Hors modification du design des maquettes graphiques.

DIGISANTÉ

SARL au capital de 7 500 € - Siège social : 1 rue Julien Videment, 44200 NANTES - 801 517 996 RCS NANTES - SIRET 801 517 996 00030

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

Révision n°7 - Date de dernière mise à jour : 04/04/2019

Préambule : Toute commande emporte de plein droit l'adhésion entière et sans réserve du CLIENT aux présentes conditions générale de vente. Ces conditions générales s'appliquent à toute offre ou toute commande de prestations de services émise ou reçue par la société DIGISANTÉ (le PRESTATAIRE). Les conditions générales d'achat éventuelles du CLIENT ne sont pas opposables au PRESTATAIRE, même lorsqu'il en a eu connaissance.

Article 1. Offre préalable

Toute demande de prestation sollicitée par le CLIENT donnera lieu à l'élaboration d'une offre préalable ou devis qui lui sera soumise par le PRESTATAIRE pour acceptation. Toute offre ne sera valable que pendant une durée de UN (1) mois à compter de son envoi.

Article 2. Commande - Devis - Cahier des charges

Nos propositions sont toujours faites sans engagement. Le contrat de ventes n'étant parfait qu'après acceptation écrite de la commande. La commande doit mentionner, notamment : les détails de la prestation, le prix convenu, les délais à respecter. La commande devra être accompagnée du cahier des charges ou à défaut d'une demande en vue de la faire réaliser par le PRESTATAIRE. Tout additif ou modification de la commande ne lie le PRESTATAIRE que s'il les a acceptés par écrit. La commande définitivement valide, lie les parties. Le CLIENT ne peut plus y renoncer. En cas d'impossibilité de réaliser la commande du fait du CLIENT, le prix de la prestation restera dû à titre d'indemnité pour le PRESTATAIRE.

Article 3. Réalisation - Réfèrent

La réalisation de la prestation est effectuée conformément aux stipulations figurant sur la commande, sous réserve du respect des modalités de règlement et de la transmission des informations visées à l'article 4 des présentes conditions. Le CLIENT devra désigner un référent au sein de ses équipes. Celui-ci sera en relation avec le chargé de mission du PRESTATAIRE.

Article 4. Délais de réalisation

Avant toute réalisation, le CLIENT s'engage à transmettre au PRESTATAIRE l'ensemble des documents par le PRESTATAIRE et plus généralement à fournir toutes informations utiles ou nécessaires pour la réalisation de la mission du PRESTATAIRE. Le CLIENT remettra également au PRESTATAIRE tous les moyens matériels permettant la réalisation de la prestation. Tout retard du CLIENT dans la transmission de ces informations et documents pourra entraîner un report dans les délais de réalisation de la seule responsabilité du CLIENT. Les délais de livraison ne sont donnés qu'à titre indicatif. Le retard pour quelque cause que ce soit ne peut en aucun cas être invoqué comme cause d'annulation et ne donne droit à aucune indemnité ni pénalité sauf conventions contraires. Au cours de la prestation, la validation du CLIENT sera régulièrement demandée. Toute validation donnée par celui-ci sera irrévocable et les éléments validés ne pourront pas faire l'objet de remarques ou réserves lors de la livraison.

Article 5. Livraison et transports

A défaut de mention contraire, les maquettes et documents de travail vous sont livrés soit par e-mail sous la forme de fichiers compressés ou non, soit mis en ligne à votre attention sur un serveur FTP, soit livrés en main propre sur support numérique lors d'une réunion de travail, soit adressés par voie postale au tarif normal. Les marchandises vendues voyagent aux risques et périls de l'acheteur, quel que soit le mode de transport. Toutes contestations concernant le transport telles que retard ou non arrivée à destination, manquants, détériorations de la marchandise, etc. ... doivent être réglées par le destinataire avec le transporteur.

Article 6. Détermination du Prix

Les tarifs de DIGISANTÉ sont exprimés en euros. Les prix stipulés sur le devis sont valables 1 mois à partir de la date d'émission de celui-ci. Ils sont fermes et non révisables au moment de la commande. La prestation comprend tout ce qui est listé sur le devis. De façon corollaire, elle ne comprend pas ce qui n'est pas explicité dans cette même liste. Toute prestation ne figurant pas dans la présente proposition fera l'objet d'un devis complémentaire gratuit. Les prix évoluent chaque année.

Article 7. Modifications et corrections sur les travaux d'un projet

Lorsque le projet sera livré par l'agence, le CLIENT devra contrôler si les livrables correspondent au devis signé initialement. Au cours de la phase de création du projet, le CLIENT pourra demander des corrections ou modifications sur tout livrable fourni par l'agence dans la limite de 2 vagues de corrections ou modifications. Toute vague de corrections ou modifications supplémentaires donnera lieu d'un devis complémentaire. Une fois la phase de création du projet passée, toute demande de modification donnera également lieu à un devis complémentaire.

Article 8. Paiement • Modalités

Sauf stipulation contraire, les factures sont payables dans un délai de trente (30) jours nets suivant la date d'émission de la facture concernée, au siège du PRESTATAIRE, par virement ou chèque. En fonction de la durée et du prix du projet, un acompte pourra-être demandé à la commande. Il sera accompagné du devis et des conditions générales de ventes signés. Un (1) ou deux (2) autres acompte(s) pourront être demandé au cours du projet pour être au plus proche de l'avancement de celui-ci. Le solde de la facture est requis dès la livraison du projet et dans un délai maximum de 30 jours. Quel que soit le mode de paiement convenu entre les parties, le paiement ne sera considéré comme réalisé qu'après encaissement effectif du prix. En cas d'impayé à l'échéance, le PRESTATAIRE se réserve le droit de résilier ou de suspendre les prestations, contrats, missions en cours en application des articles 1219 et 1220 du Code civil.

Article 9. Intérêts de retard

Sauf stipulation contraire, en cas de non-paiement à l'échéance, le CLIENT sera redevable de plein droit, de l'application d'un intérêt de retard égal au taux d'intérêt légal augmenté de SEPT (7) points.

Article 10. Recouvrement des impayés

Les frais éventuels, frais de procédure, dépens, débours et honoraires d'avocat et d'huissier de recouvrement des sommes dues et impayées par le CLIENT sont réputés entre les parties, constituer un

accessoire de la créance du PRESTATAIRE, ce que le CLIENT reconnaît et accepte expressément. Conformément à l'article L.441-6 du Code commerce, à défaut de paiement à l'échéance de la facture, le CLIENT devra le remboursement des frais de recouvrement exposés par le PRESTATAIRE sans que ce montant ne puisse être inférieur au montant forfaitaire fixé par l'article D.441-5 du Code de commerce soit QUARANTE (40) euros.

Article 11. Clause pénale

Si la carence du CLIENT rend nécessaire un recouvrement amiable ou judiciaire le CLIENT s'engage à régler en sus du principal, des frais, dépens et émoluments ordinairement et légalement à sa charge, une indemnité fixée à 15% du montant en principal TTC de la créance et ce, à titre de dommages et intérêts conventionnels et forfaitaires.

Article 12. Clause de déchéance du terme

En cas de non-paiement total ou partiel d'une prestation à l'échéance, les sommes dues au titre de cette prestation ou d'autres prestations déjà réalisées ou en cours de réalisation seront immédiatement exigibles après mise en demeure régulièrement effectuée par le PRESTATAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 13. Obligations du PRESTATAIRE

L'obligation du PRESTATAIRE n'est que de moyen. Il ne garantit aucun résultat et notamment pas la réalisation d'un des objectifs poursuivis par le CLIENT.

Article 14. Non sollicitation de personnel

Le CLIENT s'engage à l'égard de l'autre Partie à ne pas débaucher, embaucher ou faire travailler toute personne salariée par le PRESTATAIRE, tant pendant la durée d'exécution de la mission que pendant une période de un (1) an à compter de sa fin quelle qu'en soit la cause.

Article 15. Force majeure

La responsabilité de l'une ou l'autre des parties ne pourra pas être mise en œuvre si la non-exécution ou le retard dans l'exécution de l'une de ses obligations découle d'un cas de force majeure. À ce titre, la force majeure s'entend de tout événement imprévisible et irrésistible au sens de l'article 1218 du Code civil et de la jurisprudence des Tribunaux. Tout retard de réalisation dû à un fait caractéristique de force majeure, entraînera au choix du PRESTATAIRE, soit la résolution pure et simple de la vente, soit la prorogation des délais de livraison, et ce sans qu'aucune des parties ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Article 16. Propriété intellectuelle - Droits d'auteur

Le droit d'auteur est une protection essentielle prévue par la loi pour consacrer le travail des créateurs d'œuvres originales y compris les travaux littéraires, dramatiques, musicaux et artistiques. Toute œuvre originale est automatiquement soumise au droit d'auteur ce qui correspond à un droit de propriété sur l'œuvre. La remise des créations réalisées par le PRESTATAIRE au CLIENT emporte transmission de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle ou des droits d'auteur sur ceux-ci sous réserve expresse du complet paiement des factures afférentes à la prestation. Ainsi, le transfert des droits de propriété intellectuelle ne se réalisera qu'au jour du paiement intégral de la facture du PRESTATAIRE. Le PRESTATAIRE demeure toutefois le seul propriétaire des fichiers sources. Le CLIENT renonce à tout droit sur ceux-ci et ne pourra pas modifier par lui-même ou un autre PRESTATAIRE de son choix, les créations originales de DIGISANTÉ.

Article 17. Conditions d'utilisation des créations

En l'absence d'accord écrit de la part du PRESTATAIRE, le CLIENT s'engage à respecter l'utilisation des créations originale de DIGISANTÉ mentionnée dans le devis. Le prix de la prestation étant calculé en fonction de l'utilisation prévue, en cas de souhait du CLIENT de réutiliser les créations du PRESTATAIRE pour d'autres supports que ceux mentionnés dans le devis, celui devra obtenir l'accord écrit de DIGISANTÉ pour une utilisation plus large et cette nouvelle utilisation pourra faire l'objet d'un devis complémentaire.

Article 18. Marque

Le PRESTATAIRE est seul propriétaire de la marque « DIGISANTÉ » et son logo. Le CLIENT s'interdit de l'utiliser ou à le reproduire à titre personnel, professionnel ou commercial sauf pour faire état de sa qualité de PRESTATAIRE du CLIENT.

Article 19. Sous-traitance – Cessibilité du contrat

Le PRESTATAIRE pourra faire réaliser tout ou partie de la prestation prévue avec le CLIENT par tout tiers de son choix. Celui-ci sera tenu aux mêmes obligations et notamment à la confidentialité prévue à l'article 19. Le contrat est librement cessible par le PRESTATAIRE.

Article 20. Confidentialité

L'ensemble des informations échangées entre les parties, telles que notamment les informations techniques (savoir-faire, méthodes de travail...), commerciales, demeureront confidentielles tant pendant la durée d'exécution de la prestation que pendant une période de deux (2) ans à compter de la fin du contrat. En conséquence, chacune des Parties s'engage à conserver la plus stricte confidentialité sur l'ensemble des informations visée ci-dessus. Les Parties s'engagent à ne pas divulguer ou laisser divulguer, directement ou par personne interposée, en totalité ou en partie, les informations ainsi confidentielles dont elles auraient eu connaissance, à quelque tiers que ce soit.

Article 21. Copyright et mentions commerciales

Sauf mention contraire explicite du CLIENT, le PRESTATAIRE se réserve le droit d'inclure dans la réalisation une mention commerciale indiquant clairement sa contribution, telle la formule « Création DIGISANTÉ » assortie lorsque le support le permet d'un lien hypertexte pointant vers le site de DIGISANTÉ.

Sauf mention contraire explicite du CLIENT, DIGISANTÉ se réserve le droit de mentionner ses réalisations pour le CLIENT dans le cadre de ses démarches de prospection commerciale, de communication externe et de publicité (site internet, portfolio, plaquettes, etc.). Cette autorisation s'étend aux éléments constitutifs de la réalisation, comprenant sans restriction la présentation publique des contenus textuels et iconographiques.

DIGISANTÉ

SARL au capital de 7 500 € - Siège social : 1 rue Julien Videment, 44200 NANTES - 801 517 996 RCS NANTES - SIRET 801 517 996 00030

Article 22. Suspension - Résolution

Le PRESTATAIRE pourra de plein droit suspendre l'exécution du contrat en cas de non respect par le CLIENT de ses engagements et obligations et notamment en cas d'échéance impayée. De même, le PRESTATAIRE pourra prononcer la résolution du contrat quinze (15) jours après l'envoi d'une lettre recommandée invitant le CLIENT à se conformer à ses obligations et demeurée sans effet.

Article 23. Renonciation - Validité

Le fait que l'une ou l'autre des Parties n'exerce pas l'un quelconque de ses droits au titre des présentes ne saurait emporter renonciation de sa part à son exercice, une telle renonciation ne pouvant procéder que d'une déclaration expresse de la Partie concernée. Dans l'hypothèse où une ou plusieurs dispositions des conditions seraient considérées comme non valides par une juridiction compétente, les autres clauses conserveront leur portée et effet.

Article 24. Données à caractère personnel

1. Afin d'assurer ses engagements contractuels, le PRESTATAIRE collecte les données nécessaires à la mise en œuvre de ses prestations.

Ces données sont collectées lorsque le PRESTATAIRE réalise un devis ou une commande ou un cahier des charges pour le CLIENT, et réalise la prestation commandée.

Dans ce cadre, le PRESTATAIRE collecte les données suivantes :

- Civilité, nom, prénom, dénomination sociale, adresse, numéros de téléphone, adresse courriel, numéro de TVA, code interne de traitement permettant l'identification du CLIENT, adresse IP
- Données relatives aux moyens de paiement, données relatives aux transactions : Prestation commandée, montant, adresse de livraison, historique de relation contractuelle, origine de la vente ou de la commande, correspondances avec le CLIENT.

2. Les finalités des traitements de données effectués par le PRESTATAIRE sont la gestion, la facturation des commandes et des livraisons, la gestion de la relation CLIENT, la prospection commerciale. Les données collectées ne sont jamais transmises à des tiers sauf dans le cadre de l'exécution de la Prestation.

3. Les données sont conservées et utilisées pour une durée conforme à la législation en vigueur, et notamment au référentiel de la CNIL soit pour la durée des prescriptions légales en vigueur.

4. Conformément au RGPD et à la Loi 78-17 « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978, chaque personne dispose d'un droit d'accès, de rectification, de transfert, de suppression et d'opposition concernant ses données personnelles. Le CLIENT peut exercer ce droit en contactant le PRESTATAIRE par tout moyen à l'adresse mail :

Certaines informations, indications ou contenus sont susceptibles de révéler des informations commerciales. En fournissant de telles informations, le CLIENT consent au traitement de ces données par le PRESTATAIRE et en prend librement la responsabilité exclusive.

Article 25. Prescription/Responsabilité

En tout état de cause, Le CLIENT ne pourra mettre en jeu la responsabilité du PRESTATAIRE, du fait d'un manquement au titre des présentes conditions générales ou des éventuelles conditions particulières ou en application de toutes dispositions légales ou réglementaire, que pendant un délai de six (6) mois à compter de la survenance du manquement ou de l'événement en cause, ce qu'accepte expressément le CLIENT.

Article 26. Juridiction compétente

Le contrat est soumis au droit français. En cas de litige relatif au contrat, y compris et sans que cette énumération soit limitative, à sa validité, son interprétation, son exécution et/ou sa résiliation ainsi que ses conséquences, les parties se rencontreront afin de tenter de résoudre leur différend à l'amiable et, à défaut, conviennent que les tribunaux du siège du PRESTATAIRE seront seuls compétents.

2023	saute phere	nom	prenom	date	Profession	structure/qualificatio	Adresse	adresse 2ème commentaires	CP	Ville	Email	RPPS/FN003	SIRET	Adat	NUMERO 1	NUMERO 2	montant	Mois de	date	Merged Due List - ATTEN: Link to merged Due - ATTN: Document Merge Status - ATTESTATION ADHESIONS		
1	x	ADERHARIM	MALEK	Monsieur	MEDICIN GENERALISTE		7 rue de Ronsard		78200	MAINTES LA LOUE	ad.aderharim@gmail.com				06 09 49 79 69	01 30 34 20 28	12,00 €	HELIO ASSO	05/06/2023			
1	x	ANDRECHINE	Genevieve	DIRECTION			48 rue de la Vierge		92300	EVRY-COURCOURT	andrine.andrechine@orange.fr											
1	x	ANDRESCU	VIONICA	Mme	MEDICIN GENERALISTE		3 rue de la gare		78270	BONNENRES SUR SEINE	andrescu.vionica@gmail.com				781178365	01 34 78 36 89	07 81 36 49 94					
1	x	ANTONETTOI	AMIELE	Monsieur	MEDECINE PODOLOGIQUE		15 rue des Erables		78400	GARGENVILLE	antonettoi.amiele@gmail.com	10006092778						12,00 €	ESPECES	23/05/2023		
1	x	BAEY	MAURILE	Monsieur	REPRESENTANT USAGER				78200	MAINTES LA LOUE	maurile.bae@gmail.com							12,00 €	ESPECES	29/02/2023		
1	x	AYALE	DELPHINE	Mme	PHARMACIEN	PHARMACIE DE MAULE	11 place du Général de Gaulle		78400	MAULE	delphine.ayale@gmail.com				01 30 90 70 20			12,00 €	HELIO ASSO	29/02/2023		
1	x	BAIS	MATHILDE	Monsieur	MEDICIN GENERALISTE		14 rue de la Grande Ome		78400	PORCHEVILLE	mathilde.bais@yahoo.fr				01 30 90 70 20			12,00 €	CR SFPE			
1	x	BAGLAND	AURÉLIE	Mme	INFIRMIERE LIBERALE		8 RUE CATHAN	ROSEY SANTE SELARI	78120	ROSEY SUR SEINE	aurilie.bagland@gmail.com	30102738459			06 23 82 11 81							
1	x	BAJOST	FERDINE	x	INFIRMIERE HOSPITALIERE	EMAPQ CHFS	47 Chemin de la dévotion		78300	SAINTE MARTINE LA GARENNE								12,00 €	ESPECES	22/03/2023		
1	x	BAKAR	JOSEPH	Monsieur	MEDICIN SPECIALISTE	GINECOLOGUE	Hopital de Maintes, 2 bd Sully		78200	MAINTES LA LOUE	bakar.joseph@gmail.com	1005183505	7.51161614	780000287	01 34 97 40 00	06 47 48 28 15		12,00 €	CHEQUE	22/04/2023		
1	x	BARABIES	Sarah	Mme	ORTHOPHONISTE		54 bd Marcelin Juin		78200	MAINTES LA LOUE	sarahbarabies.orth@gmail.com				06 82 00 21 96	01 30 92 62 82		12,00 €	HELIO ASSO	14/02/2023		
1	x	BARON	Fabrice	Monsieur	INFIRMIERE HOSPITALIERE		2 Boulevard Vert		78400	MAINTES LA LOUE	fabrice.baron@orange.fr	1003413019						12,00 €	HELIO ASSO	23/05/2023		
1	x	BATHY H CHOLET	ANNE SOPHIE ET AMELIE	Mme	PHARMACIEN	PHARMACIE DE LA GARE	15 avenue de la Gare		78400	EPONE	amelieannecholet@gmail.com	1000427030	7510438100019		01 30 90 11 55	06 44 25 25 92		12,00 €	CHEQUE	23/05/2023		
1	x	BEAUMAND	Mathieu	Monsieur		BOOK GESTION			78200	MAINTES LA LOUE	mathieu.beaumann@gmail.com							20,00 €	HELIO ASSO	21/02/2023	2 adhésions	
1	x	BEA TIANH	Mahe	Monsieur	MEDICIN SPECIALISTE		Hopital de Maintes, 1 bd Sully		78200	MAINTES LA LOUE	bea.tianh@gmail.com							12,00 €	CR SFPE	21/04/2023		
1	x	BEL JACOB	Maika	x			3 allée de la Perennite		78330	LIAMY	maika.beljacob@gmail.com				786231779	06 41 83 63 76						
1	x	BER LAODAR	Anne	Mme	INFIRMIERE LIBERALE		9 AVENUE GEO ANDRE		78200	MAINTES LA LOUE	anne.berlaodard@gmail.com				8494211000035	786186143		12,00 €	ESPECES	22/06/2023		
1	x	BENNOUDET	MAURA	Mme	MEDICIN GENERALISTE		9 rue des cotéaux		78200	FOLLAINVILLE	maura.bennoudet@yahoo.fr							12,00 €	CR SFPE			
1	x	BENOIST	GABRIEL	Monsieur	MASSAGE KINESITHERAPEUTIS		PCVY SUR SEINE		78120	ROSEY SUR SEINE	gabriel.benoist@yahoo.fr							12,00 €	CR SFPE			
1	x	BERNARD-GOSBERT	MARION	Mme	MEDICIN SPECIALISTE	IRMS	23 bd Duhamel		78200	MAINTES LA LOUE	bernardgosbert@orange.fr				452 208 384 00044	78 1 71235 1 00 03 31 0 06	06 62 50 10 46		12,00 €	CR SFPE		
1	x	BERSTAND	ALAIN	Monsieur	MAIRE	MAIRE DE JOUR MAUVOISIN	place de la mairie		78200	JOURMAUVOISIN	alain.berstand@gmail.com							20,00 €	VIREMENT	04/02/2023		
1	x	BETHOUZE	Marie-Claude	Mme	PROTEIN HOSPITALIER	GENES	12 rue Rofre aux arrets		78200	MAINTES LA LOUE	mariebethouze@yahoo.fr				RETNAITE	RETNAITE	RETNAITE					
1	x	BESCOND	JUDITH	Monsieur	ORTHOPHONISTE		7 rue René Vologres		78115	MAINTES LA VILLE	judith.bescond@gmail.com							12,00 €	CR SFPE			
1	x	BLANC	Michèle	Mme	MEDICIN SPECIALISTE	PNEUMOLOGUE	24 rue Gls Saffier		78200	MAINTES LA LOUE	michelle.blanc@orange.fr	1000772098					06 33 02 27 99	06 09 55 52 83	12,00 €	CR VIM		
1	x	BLANCHARD	AURÉLIE	Mme	INFIRMIERE LIBERALE		29 rue Henry Paul de Hoch		78115	MAGNANVILLE	aurielie.blanchard@gmail.com							12,00 €	ESPECES	22/06/2023		
1	x	BOLDUWANT	ELISABETH	Mme	PSYCHOLOGUE		10 rue Mungomans		78200	MAGNANVILLE	elizabeth.bolduwant@gmail.com							12,00 €	ESPECES	22/06/2023		
1	x	BOUGE	SEBASTIEN	Monsieur	MEDICIN GENERALISTE		69 rue cactor		78200	MAINTES LA LOUE	sebastien.bouge@gmail.com							12,00 €	CR SFPE			
1	x	BOUSTEY	ANNE	Mme	MEDICIN SPECIALISTE	PEDIATRE ALLERGICOLOGUE	5 place de la Marie		78330	DEUILLEVILLE	anne.boustey@gmail.com							12,00 €	CR SFPE			
1	x	BOUSQUET	GERARD	Monsieur	INFIRMIERE LIBERALE		2 rue des cotéaux		78200	MAINTES LA LOUE	gerard.bousquet@gmail.com							12,00 €	ESPECES	22/06/2023		
1	x	BOUSQUET	CHRISTIANE	Mme	ORTHOPHONISTE		1 rue Ernest Rostand		78200	LIAMY	christiane.bousquet@gmail.com							12,00 €	CR SFPE			
1	x	CAUVES EMERY	CHANTAL	Mme	ORTHOPHONISTE		8 rue Gaston Jouffroy		78200	AUSREVILLE	cauvesemery@gmail.com							12,00 €	CR SFPE			
1	x	CARPANIER LIBERALE	Audrey	Mme	ORTHOPHONISTE		18 rue Anneau Vert		78400	GARGENVILLE	audrey.carpnair@gmail.com							12,00 €	CR SFPE			
1	x	CARPENTIER	MARION	Mme	ORTHOPHONISTE		8 rue de la Gare		78200	MAINTES LA LOUE	marion.carpentier@gmail.com							12,00 €	CR SFPE			
1	x	CARRE	VIRGINIE	Mme	INFIRMIERE LIBERALE		8 rue de la Gare		78120	ROSEY SUR SEINE	virginie.carre@gmail.com				786852580	01 30 91 63 13		12,00 €	CR SFPE			
1	x	CECCONI	Aurilia	Mme	ORTHOPHONISTE		70 grande rue		78270	MOUSSEAUX SUR SEINE	cecconi.aurilia@gmail.com							12,00 €	HELIO ASSO	12/06/2023		
1	x	CHAMBERT	Chloe	Mme	PSYCHOMOTRICIENNE		05 rue avenue Jean Jaurès		78115	MAINTES LA VILLE	chloe.chambert@yahoo.fr							12,00 €	HELIO ASSO	13/02/2023		
1	x	CHENET	MELANIE	Mme					78200	LIAMY	melanie.chenet@gmail.com							12,00 €	CR SFPE			
1	x	CHERLES	Florence	Mme	PHARMACIEN		117 rue nationale		78370	MEZIERES	cherles.florence@gmail.com	100450051			782774067	01 30 91 63 16	06 81 77 60 58					
1	x	CHERR	ASH	Monsieur	ORTHOPHONISTE	POLYCLINIQUE MANTAGE	23 Bd Diderot Duhamel		78200	MAINTES LA LOUE	ash.cherr@gmail.com							12,00 €	HELIO ASSO	14/02/2023		
1	x	CHIFFOLEAU	CATHERINE	Mme	PROTEIN HOSPITALIER		1 rue François DUBRAY		78200	MAINTES LA LOUE	catherine.chiffolleau@gmail.com							12,00 €	HELIO ASSO	22/06/2023		
1	x	CHISSON	Karine	Mme	ORTHOPHONISTE		1 rue Baptiste MANCET		78200	LES MUREAUX	karine.chisson@gmail.com	78028312	5.305438113					12,00 €	CHEQUE	20/03/2023		
1	x	CLERIC	Chloe	Monsieur	PHARMACIEN		32 rue de l'ouest		78200	MAGNANVILLE	chloe.cleric@yahoo.fr							12,00 €	CR SFPE	12/04/2023		
1	x	CLERC	Chloe	Mme	PSYCHOMOTRICIENNE		1 rue Ernest Rostand		78200	LIAMY	chloe.cleric@yahoo.fr							12,00 €	CR SFPE			
1	x	COLOS	MORINE	Mme	MASSAGE KINESITHERAPEUTIS		11 rue de l'Hotel de ville		78200	LIAMY	morine.colos@gmail.com	1000961288	7.52311113	787024066	06 49 58 13 87			12,00 €	CHEQUE	22/06/2023		
1	x	COLOS	MORINE	Mme	PHARMACIEN	PHARMACIE COPIN	11 rue de l'Hotel de ville		78200	LIAMY	morine.colos@gmail.com							12,00 €	HELIO ASSO	07/02/2023		
1	x	COLOMBE	Valentine	Mme	PHARMACIEN	PHARMACIE COPIN	12 grande rue		78115	DAMMARTIN EN SEVRE	valentine.colombe@gmail.com	1000168512	84065976		01 30 42 51 17	06 07 64 09 51		12,00 €	CHEQUE	29/09/2023		
1	x	CONNU	DAVIDE	Mme	STRUCTURE	ASSOCIATION	21 chemin des arbrès		78400	EPONE	connu.davide@gmail.com							12,00 €	VIREMENT	21/05/2023		
1	x	DAMINE	MARION	Mme	ORTHOPHONISTE		23 rue François Cabot		78115	DAMMARTIN EN SEVRE	marion.damine.orth@gmail.com				5088776000035	788163744		12,00 €	HELIO ASSO	18/01/2023		
1	x	DARNOY	RENE	Monsieur	MEDICIN GENERALISTE		30 rue des murgers		78200	MAGNANVILLE	rene.darnoy@gmail.com	1000779648				01 30 40 40 80		12,00 €	CR SFPE			
1	x	DEAN	JOSE	Mme	MAIRE	MAIRE DE LONDRES	7 rue des tourterelles		78400	LONDRES	joelle.dean@gmail.com							12,00 €	VIREMENT			
1	x	DEAND	Emilie	Mme	ORTHOPHONISTE		3 rue Antoine Belanger		78102	EPONE	emilie.deand@gmail.com							12,00 €	HELIO ASSO	28/02/2023		
1	x	DEBARNA	Elise	Mme	DENTISTE		1 allée de l'Annonci - Parc De l'olivette		78200	INTERVAL-GERONON	elise.debarna@gmail.com							12,00 €	HELIO ASSO	22/02/2023		
1	x	DEMARADJ	Emmanuel	Monsieur	MEDECINE PODOLOGIQUE		1 rue Camille DESMOLANS		78120	LIAMY	emmanuel.demaradj@gmail.com							12,00 €	CR SFPE			
1	x	DETHE	Aurèle	Mme	ORTHOPHONISTE		24 rue C. Clemenceau		78200	LIAMY	aurèle.dethe@gmail.com				789108602	01 30 35 00 73		12,00 €	HELIO ASSO	16/01/2023		
1	x	DIAZ ZITOUN	Nasak	Mme	MEDICIN SPECIALISTE	PEDIATRE	6 avenue Géo André		78200	MAINTES LA LOUE	nasak.diaz@gmail.com							12,00 €	CR SFPE			
1	x	DIXES	Nicolas	Monsieur	PHARMACIEN		29 rue de Paris		78200	LIAMY	nicolas.dixes@gmail.com							12,00 €	HELIO ASSO	12/01/2023		
1	x	DUBOIS	CATHERINE	Mme	PROTEIN HOSPITALIER	INTERNE MEDICINE URGENCE	21 bis rue de Paris		78400	EPONE	catherine.dubois@gmail.com							12,00 €	VIREMENT	02/06/2023		
1	x	DUCHOULET	Anne Catherine	Mme	MEDICIN GENERALISTE		1 rue duquesne		78370	SEPTLEV	anne.duchoulet@gmail.com							12,00 €	HELIO ASSO	22/06/2023		
1	x	DUPUIS	MARIEANNE	Mme	ORTHOPHONISTE		24 rue C. Clemenceau		78200	LIAMY	marieanne.dupuis@gmail.com							12,00 €	HELIO ASSO	15/01/2023		
1	x	DUBOIS	Genevieve	Mme	MEDICIN GENERALISTE		55 avenue Louis Chevreau		78400	GARGENVILLE	genevieve.dubois@gmail.com							12,00 €	HELIO ASSO	22/06/2023		
1	x	ETIENNE	Pascalie	Mme	MEDICIN GENERALISTE		7 rue de Chemin Vert		78400	FELCHEROLLES	pascalie.etienne@yahoo.fr	1000083011			01 30 79 92 79			12,00 €	HELIO ASSO	21/02/2023		
1	x	FALCHETTEL	William	Monsieur	PHARMACIEN	PHARMACIE DE MAULE	33 place du Général de Gaulle		78400	MAULE	falchettel.william@gmail.com							12,00 €	HELIO ASSO	27/02/2023		
1	x	FALLUET	MAURILE	Monsieur	REPRESENTANT USAGER		7 rue berthelmon		78400	EPONE	maurile.falluet@gmail.com							12,00 €	CHEQUE	29/06/2023		
1	x	FALLUET	JOSELYNE	Mme	REPRESENTANT USAGER		7 rue berthelmon		78400	EPONE	joelyne.falluet@gmail.com							12,00 €	CHEQUE	09/05/2023		
1	x	FOLLET	Pascalie	Mme	ORTHOPHONISTE		6 rue Victor Beaulieu		78400	GARGENVILLE	pascalie.follet@yahoo.fr							12,00 €	CR SFPE	28/02/2023		
1	x	FOLLET	Gisèle	Mme	MEDICIN GENERALISTE		26 avenue de la République		78270	BONNENRES SUR SEINE	g.follet@gmail.com	781178193			0 61 81 74 56			12,00 €	HELIO ASSO	06/06/2023		
1	x	FOLLAT	KATELLE	Mme	ORTHOPHONISTE		05 rue avenue Jean Jaurès		78115	MAINTES LA VILLE	katele.follat@gmail.com							12,00 €	HELIO ASSO			
1	x	GACHE	Alain	Monsieur	MEDICIN GENERALISTE		52 rue de la chapelle		78200	ORGEVAL	alain.gache@gmail.com							12,00 €	CHEQUE	21/05/2023		
1	x	GAGNE	Sigrid	Mme	PSYCHOMOTRICIENNE		1 rue madeline Bris		78330	BUCHEVAL	sigrid.gagne@gmail.com							12,00 €	HELIO ASSO	12/02/2023		
1	x	GAGNE	Marie	Mme	MEDICIN GENERALISTE		29 bd de la République		78102	PORCHEVILLE	marie.gagne@yahoo.fr	4438770000004						12,00 €	VIREMENT			
1	x	GAUTHIER	MARTINE	Mme	MEDICIN GENERALISTE		41 rue des Marais		78200	MAINTES LA LOUE	gauthier.martine@gmail.com							12,00 €	CR SFPE			
1	x	GAUTY	VIRGINIE	Mme	ORTHOPHONISTE	GABINET MEDICAL	84, bd de marcelin Juin		78200	MAINTES LA LOUE	vgauty@gmail.com	43497887100029	789134111		01 30 92 55 55	06 13 94 70 42		12,00 €	CHEQUE	18/01/2023		
1	x	GEFFROY	Dominique	Mme	PHARMACIEN																	

1	X	LOPEZ	Ignacio	Moniteur	ENDOCRINOLOGUE	CENTRE MEDICO SOCIAL DU LAC	4 rue René Duguay Trouin	78200	MAINTES LA LOIRE	ignacio.lopez@wanadoo.fr							10.00	HÉLIO ASIO	13/12/2023	
1	X	MAGE	Anne Sophie	Madame	MEDICIN GÉNÉRALISTE	2 rue des Frères Laporte	78200	MÉRIGNES	annesophie.mage@gmail.com								10.00	CB SITE	28/02/2023	
1	X	MARCHAND	Chloé	Madame	OPHTHÉMATOLOGUE	13 RUE CHATEAU	78200	MAINTES LA LOIRE	chlo.marchand@hotmail.fr								10.00	CB SITE		
1	X	MARCHONCZ	Monique	Madame	PÉDIATRE PÉDIATROLOGUE	60 route de Nantes	78200	BUCHELEY	monique.marchoncz@gmail.com	1000006373		780403400		06 21 45 45 92			10.00	CHÉRIQUE	13/05/2023	
1	X	MARANDON	Caroline	Madame	MEDICIN GÉNÉRALISTE	2 rue René Duguay Trouin	78200	MAINTES LA LOIRE	caroline.marandon@gmail.com								10.00	viennet	27/02/2020	
1	X	MARTIN	Alexandre	Madame	PRATIQUE HÔPITALIERE	HÔPITAL DE MAINTES	78200	MAINTES LA LOIRE	alexandre.martin@maintes.fr	1000070437				01 34 97 40 72	06 72 73 34 78		10.00	CB SITE	05/06/2023	
1	X	MASSIE	Marie	Madame	PHARMACIEN D'OFFICE	63 Bis rue de la Gare	78440	MAINTES LA LOIRE	marie.massie@gmail.com	1000070743	4440014900000	783733085		06 21 56 49 97			10.00	CB SITE	05/06/2023	
1	X	MENANT	CHARLE	Madame	MODALITE MEDICIN GÉNÉRALISTE	CABINET DU VAL DES 4 PIGNONS	78200	BENNES	cmenant@gmail.com					01 34 89 19 93			10.00	HÉLIO ASIO	29/01/2023	
1	X	MERCIERY	GILLES	Moniteur	MEDICIN GÉNÉRALISTE	8 rue des drables	78711	MAINTES LA VALLEE		10000702467		78105333		06 87 15 53 36	01 34 77 48 48		10.00	CB SITE	28/02/2023	
1	X	METZAU	Olivier	Moniteur	PHARMACIEN	Pharmacie de la Gare	78520	UNY	olivier.metzau@wanadoo.fr								10.00	CB SITE		
1	X	MIGNON	Thierry	Moniteur	PHARMACIEN DU MARCHE AU BLE	120 avenue du Président Wilson	78200	MAINTES LA LOIRE	thierry.mignon@wanadoo.fr								10.00	CHÉRIQUE	22/04/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78200	MAINTES LA LOIRE	cecile.mirrelli@gmail.com							10.00	CHÉRIQUE	28/01/2023	
1	X	MIRRELLI	Cécile	Madame	ORTHOPHONISTE	HOPITAL DE MAINTES	2 bd Sully	78												

CHARGES EXTERNES	Rép.	Références (notes, pièces jointes, pièces externes)
- Rapprochement avec les données de l'exercice précédent et éventuellement avec les données budgétaires	OUI	
- Justification et rapprochement avec pièce justificative pour toute somme d'un montant significatif	OUI	
- Recoupement par épreuve pour petit équipement (respect de la limite fiscale), sous-traitance et main d'oeuvre intérimaire, entretien et réparations, commissions, honoraires, publicité	OUI	
- Entretien avec la direction sur les méthodes utilisées pour appréhender les factures à recevoir	OUI	
- Recherche des factures à recevoir par analyse des soldes des comptes et des factures de l'exercice suivant	OUI	
- Rapprochement des comptes de commissions, honoraires...avec les sommes déclarées à la DAS 2	OUI	

Date Le 10/01/2024 par API	Etat préparatoire DAS-2 (Résumé) Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence D-FT6	Page 1
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en euros	

N°Compte	Nom - Prénom	Profession	Siret	Adresse complète	Montant
0801BLCE	BL CONSEILS & EXPERTISES	expertises comptable	87789176200024	7 COURS DES DAMES 78200 MANTES LA JOLIE	7 152.00

TOTAL GENERAL	7 152.00

Date 02/05/2024 17:24	CYCLE Eb. CLIENTS VENTES Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 26
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Eb. CLIENTS VENTES**API, 10/01/2024 FRL, 25/04/2024**

0 Compte

0 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé

0 Justificatif

0 Juste, 0 Faux

15 Questions

1 OUI, 0 NON, 14 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse

0 Note

0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

Date 02/05/2024 17:24	Diligences du cycle Eb. CLIENTS VENTES Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence Eb-Dil	Page 27
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

CLIENTS VENTES	Rép.	Références (notes, pièces jointes, pièces externes)
<p>TESTS SUR LE CYCLE VENTES / CLIENTS</p> <p>- Vérification par des tests que la procédure écrite au dossier permanent existe</p> <p>VENTES</p> <p>CLIENTS ET COMPTES RATTACHES</p>	OUI	

Date 02/05/2024 17:24	CYCLE Ga. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES		Référence	Page 28
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023	Client 031250	ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Ga. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
API, 10/01/2024 FRL, 25/04/2024

1 Compte 1 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé
0 Justificatif 0 Juste, 0 Faux
6 Questions 0 OUI, 0 NON, 6 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse
0 Note 0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

Date 02/05/2024 17:25	Feuille maîtresse Ga. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence Ga-FM	Page 29
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Numéro	Intitulé du compte	Visa	Solde N	Solde N-1	Ecart	%	Références
68940000	ENGAGTS A REALISER S/SUBVENT.	V	125 000.00		125 000.00		
	Total classe 6		125 000.00		125 000.00		

Date 02/05/2024 17:25	Diligences du cycle Ga. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence Ga-Dil	Page 30
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES		Références (notes, pièces jointes, pièces externes)
<i>IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES</i> <i>CESSION D'IMMOBILISATIONS</i>		

Date 02/05/2024 17:25	CYCLE Gb. IMMOBILISATIONS FINANCIERES Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 31
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Gb. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

API, 10/01/2024 FRL, 25/04/2024

0 Compte 0 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé
0 Justificatif 0 Juste, 0 Faux
6 Questions 0 OUI, 0 NON, 6 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse
0 Note 0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

Date 02/05/2024 17:25	Diligences du cycle Gb. IMMOBILISATIONS FINANCIERES Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence Gb-Dil	Page 32
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Rép.	Références (notes, pièces jointes, pièces externes)
<i>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</i> <i>CESSION D'IMMOBILISATIONS</i>		

Date 02/05/2024 17:25	CYCLE H. PERSONNEL Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 33
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

H. PERSONNEL

API, 10/01/2024 FRL, 30/04/2024

18 Comptes

18 Vus, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé

0 Justificatif

0 Juste, 0 Faux

10 Questions

9 OUI, 0 NON, 1 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse

2 Notes

0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

Date 02/05/2024 17:25	Feuille maîtresse H. PERSONNEL Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence H-FM	Page 34
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Numéro	Intitulé du compte	Visa	Solde N	Solde N-1	Ecart	%	Références
42110000	PERSONNEL REMUNERATIONS DUES	V					
42820000	PROVISION CONGES A PAYER	V	6 867.55-		6 867.55-		
42850000	NOTES DE FRAIS DU PERSONNEL	V					
42850100	NOTES DE FRAIS Mme CORNU	V	807.31-		807.31-		HN-2
42850200	NOTES DE FRAIS Mme GANDON	V	273.00-		273.00-		HN-1
43110000	URSSAF	V	8 189.00-		8 189.00-		HP-1
43740000	PREVOYANCE	V	1 402.73-		1 402.73-		HP-2
43750000	CAISSE RETRAITE OUVRIERE	V	3 267.40-		3 267.40-		HP-3
43820000	PROV CHARGES/CONGES A PAYER	V	3 679.46-		3 679.46-		
43860500	PROV FORMAT PROF CONTINUE	V	125.36-		125.36-		
	Total classe 4		24 611.81-		24 611.81-		
64110000	SALAIRES BRUTS	V	83 567.32		83 567.32		
64199900	PROVISION CONGES A PAYER	V	6 867.55		6 867.55		
64510000	PARTS PATR SECURITE SOCIALE	V	23 513.77		23 513.77		
64540000	PARTS PATR PREVOYANCE	V	2 212.27		2 212.27		
64550000	PARTS PATR RETRAITE	V	8 115.53		8 115.53		
64599000	PROV CHARGES CONGES A PAYER	V	3 679.46		3 679.46		
64720000	TICKETS RESTAURANT	V	1 489.95		1 489.95		
64750000	MEDECINE DU TRAVAIL PHARMACIE	V	307.20		307.20		
	Total classe 6		129 753.05		129 753.05		

42850100

NOTES DE FRAIS Mme CORNU

Note HN-2

Vu V Cornu le 29/04/2024 - Soldé par virement le 29/04/2024 pour 639,33 euros

42850200

NOTES DE FRAIS Mme GANDON

Note HN-1

Vu V Cornu le 29/04/2024 - Soldé par virement le 29/04/2024

Date 02/05/2024 17:25	Notes des comptes H. PERSONNEL Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 35
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Nom	Note	Sup.	S	C	FM	PS
HN-2	Compte 42850100 NOTES DE FRAIS Mme CORNU Solde au 31/12/23 = -807.31					

Vu V Cornu le 29/04/2024 - Soldé par virement le 29/04/2024 pour 639,33 euros

HN-1	Compte 42850200 NOTES DE FRAIS Mme GANDON Solde au 31/12/23 = -273.00					
------	-----------------------------------------------------------------------	--	--	--	--	--

Vu V Cornu le 29/04/2024 - Soldé par virement le 29/04/2024

Etablissement : COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD

Siret : 88987042400013

Bordereau de cotisations dues pour l'organisme URSSAF ILE DE FRANCE

Pour la période du 01/12/2023 au 31/12/2023

Destinataire : URSSAF ILE DE FRANCE

Siret : 78861779300013

Paielement par prélèvement SEPA pour un montant de 8189,00

	Catégorie des cotisations	Qualifiant	Assiette	Taux salarial	Taux patronal	Montant
012	FORFAIT SOCIAL TAUX 20%	920	162	0,00000	20,00000	32,00
027	CONTRIB. ORG. SYNDIC.	920	19 222	0,00000	0,01600	3,00
100	RG CAS GENERAL (DEPLAF.)	920	19 222	0,40000	13,82000	2 733,00
100	RG CAS GENERAL (PLAFOND)	921	11 812	6,90000	8,55000	1 825,00
260	CSG/C.R.D.S. REGIME GENERAL	920	19 694	9,70000	0,00000	1 910,00
332	FNAL CAS GENERAL/SECT.PUBLIC -DE 20	921	11 812	0,00000	0,10000	12,00
430	COMPLEMENT COTISATION AF	920	11 076	0,00000	1,80000	199,00
479	FORFAIT SOCIAL 8%	920	432	0,00000	8,00000	35,00
635	COMPLEMENT COTISATION MALADIE	920	11 076	0,00000	6,00000	665,00
668	REDUCTION GENERALE ETENDUE	921	138	0,00000	0,00000	- 138,00
772	CONTRIBUTIONS CHOMAGE	920	19 222	0,00000	4,05000	778,00
937	COTISATIONS AGS CAS GENERAL	920	19 222	0,00000	0,15000	29,00
959	CFP ENTREPRISE moins de 11 SALARIES	920	19 222	0,00000	0,55000	106,00
TOTAL						8 189,00

Composant de versement pour l'organisme HUMANIS PREVOYANCE

Destinataire : HUMANIS PREVOYANCE

Siret : 41000511000029

Paielement par prélèvement SEPA

Réf. contrat	Type de population	Période	Montant
23862782-PRV		2023T04	1 402,73
TOTAL			1 402,73

Versement pour l'organisme MALAKOFF MEDERIC

Pour la période du 01/12/2023 au 31/12/2023

Destinataire : MALAKOFF MEDERIC

Siret : 50762844400014

Montant du paiement : 3267,40

Paielement par prélèvement SEPA

Versement pour l'organisme DGFIP

Pour la période du 01/12/2023 au 31/12/2023

Destinataire : DGFIP

Siret :

Montant du paiement : 2132,00

Paielement par prélèvement SEPA

Etablissement : COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD

Siret : 88987042400013

Bordereau de cotisations dues pour l'organisme URSSAF ILE DE FRANCE

Pour la période du 01/12/2023 au 31/12/2023

Destinataire : URSSAF ILE DE FRANCE

Siret : 78861779300013

Paielement par prélèvement SEPA pour un montant de 8189,00

	Catégorie des cotisations	Qualifiant	Assiette	Taux salarial	Taux patronal	Montant
012	FORFAIT SOCIAL TAUX 20%	920	162	0,00000	20,00000	32,00
027	CONTRIB. ORG. SYNDIC.	920	19 222	0,00000	0,01600	3,00
100	RG CAS GENERAL (DEPLAF.)	920	19 222	0,40000	13,82000	2 733,00
100	RG CAS GENERAL (PLAFOND)	921	11 812	6,90000	8,55000	1 825,00
260	CSG/C.R.D.S. REGIME GENERAL	920	19 694	9,70000	0,00000	1 910,00
332	FNAL CAS GENERAL/SECT.PUBLIC -DE 20	921	11 812	0,00000	0,10000	12,00
430	COMPLEMENT COTISATION AF	920	11 076	0,00000	1,80000	199,00
479	FORFAIT SOCIAL 8%	920	432	0,00000	8,00000	35,00
635	COMPLEMENT COTISATION MALADIE	920	11 076	0,00000	6,00000	665,00
668	REDUCTION GENERALE ETENDUE	921	138	0,00000	0,00000	- 138,00
772	CONTRIBUTIONS CHOMAGE	920	19 222	0,00000	4,05000	778,00
937	COTISATIONS AGS CAS GENERAL	920	19 222	0,00000	0,15000	29,00
959	CFP ENTREPRISE moins de 11 SALARIES	920	19 222	0,00000	0,55000	106,00
TOTAL						8 189,00

Composant de versement pour l'organisme HUMANIS PREVOYANCE

Destinataire : HUMANIS PREVOYANCE

Siret : 41000511000029

Paielement par prélèvement SEPA

Réf. contrat	Type de population	Période	Montant
23862782-PRV		2023T04	1 402,73
TOTAL			1 402,73

Versement pour l'organisme MALAKOFF MEDERIC

Pour la période du 01/12/2023 au 31/12/2023

Destinataire : MALAKOFF MEDERIC

Siret : 50762844400014

Montant du paiement : 3267,40

Paielement par prélèvement SEPA

Versement pour l'organisme DGFIP

Pour la période du 01/12/2023 au 31/12/2023

Destinataire : DGFIP

Siret :

Montant du paiement : 2132,00

Paielement par prélèvement SEPA

Etablissement : COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD

Siret : 88987042400013

Bordereau de cotisations dues pour l'organisme URSSAF ILE DE FRANCE

Pour la période du 01/12/2023 au 31/12/2023

Destinataire : URSSAF ILE DE FRANCE

Siret : 78861779300013

Paielement par prélèvement SEPA pour un montant de 8189,00

	Catégorie des cotisations	Qualifiant	Assiette	Taux salarial	Taux patronal	Montant
012	FORFAIT SOCIAL TAUX 20%	920	162	0,00000	20,00000	32,00
027	CONTRIB. ORG. SYNDIC.	920	19 222	0,00000	0,01600	3,00
100	RG CAS GENERAL (DEPLAF.)	920	19 222	0,40000	13,82000	2 733,00
100	RG CAS GENERAL (PLAFOND)	921	11 812	6,90000	8,55000	1 825,00
260	CSG/C.R.D.S. REGIME GENERAL	920	19 694	9,70000	0,00000	1 910,00
332	FNAL CAS GENERAL/SECT.PUBLIC -DE 20	921	11 812	0,00000	0,10000	12,00
430	COMPLEMENT COTISATION AF	920	11 076	0,00000	1,80000	199,00
479	FORFAIT SOCIAL 8%	920	432	0,00000	8,00000	35,00
635	COMPLEMENT COTISATION MALADIE	920	11 076	0,00000	6,00000	665,00
668	REDUCTION GENERALE ETENDUE	921	138	0,00000	0,00000	- 138,00
772	CONTRIBUTIONS CHOMAGE	920	19 222	0,00000	4,05000	778,00
937	COTISATIONS AGS CAS GENERAL	920	19 222	0,00000	0,15000	29,00
959	CFP ENTREPRISE moins de 11 SALARIES	920	19 222	0,00000	0,55000	106,00
TOTAL						8 189,00

Composant de versement pour l'organisme HUMANIS PREVOYANCE

Destinataire : HUMANIS PREVOYANCE

Siret : 41000511000029

Paielement par prélèvement SEPA

Réf. contrat	Type de population	Période	Montant
23862782-PRV		2023T04	1 402,73
TOTAL			1 402,73

Versement pour l'organisme MALAKOFF MEDERIC

Pour la période du 01/12/2023 au 31/12/2023

Destinataire : MALAKOFF MEDERIC

Siret : 50762844400014

Montant du paiement : 3267,40

Paielement par prélèvement SEPA

Versement pour l'organisme DGFIP

Pour la période du 01/12/2023 au 31/12/2023

Destinataire : DGFIP

Siret :

Montant du paiement : 2132,00

Paielement par prélèvement SEPA

PERSONNEL	Rép.	Références (notes, pièces jointes, pièces externes)
- Rapprochement des salaires avec le livre de paie et DADS - Vérification de quelques additions et reports - Vérification mathématique du cadre récapitulatif	OUI	
- Rapprochement des rémunérations des dirigeants avec les décisions du CA ou de l'AGO	OUI	
- Dettes sociales : justification des tous les soldes - Recoupement avec déclarations du dernier mois ou trimestre	OUI	
- Demande d'explication sur les retards de paiements et évaluation des intérêts de retard		
- Calcul global ou détaillé de la provision pour congés à payer	OUI	
- Vérification du taux de charges sociales	OUI	
- Vérification des déclarations	OUI	
- Contrôle de l'établissement d'un bulletin de salaire	OUI	
- Contrôle du respect des obligations relatives à la taxe d'apprentissage, la FPC, l'aide à la construction...	OUI	
- pour une paie, demander au chef d'entreprise ou à un responsable désigné de vérifier le bien-fondé des rémunérations	OUI	

Date Le 13/03/2024 par XSE	Rapprochement comptabilité DSN		Référence H-FT8	Page 1
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023	Client 031250	ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Numéro	Libellé	Montant
64110000	SALAIRES BRUTS	83 567.32
TOTAL DES SOLDES EN COMPTABILITE Brut Non Abattu		01/01/2023 au 31/12/202383 567.32
+ REMUNERATIONS 01/01/N-1 à début exercice comptable		01/01/2023 au 01/01/20230.00
- REMUNERATIONS 01/01/N à fin exercice comptable		31/12/2023 au 31/12/20230.00
= TOTAL DES SOLDES ANNEE CIVILE		01/01/2023 au 31/12/202383 567.32

TOTAL DSN 2023 Brut Abattu	83 568.00
TOTAL LIVRE DE PAIE Brut Non Abattu	83 567.32

ECARTS	
Comptabilité / DSN	0.68-
Comptabilité / Livre de paie	0.00
DSN / Livre de paie	0.68

Ecart NS

Date Le 10/01/2024 par API	Etat de provision des congés payés						Référence H-FT9	Page 1
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023	Client	031250	ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD 21 CHEMIN DES ARDILLES				Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	
			78680 EPONE					

Numéro	Nom de l'employé	Solde jrs N-1	Solde jrs N	Solde jours	Salaire de référence	Taux Ch. soc.	Montant Charges sociales	Provision	Total
1	VALERIE CORNU	4.00	17.50	21.50	5 627.49	60.43	2 812.11	4 653.50	7 465.61
2	CHRISTINE PETIT	0.00	9.75	9.75	3 355.49	46.35	583.23	1 258.31	1 841.54
3	AMINA AIT ELBACHA	0.00	7.92	7.92	1 136.32	29.46	101.97	346.14	448.11
4	ROSA BAIA	0.00	7.50	7.50	2 113.28	29.88	182.15	609.60	791.75
Total		4.00	42.67	46.67	12 232.58	41.53	3 679.46	6 867.55	10 547.01

TABLEAU DES CHARGES DE 01/23 A 12/23 - En Euros

Totaux Généraux

	BASE	CHARGES TOTALES		CHARGES SALARIALES		CHARGES PATRONALES	
		Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant
EQ01 URSSAF MALADIE-MATERN.-INVAL.	83567.32	7.0000	5849.73			7.0000	5849.73
EQ03 URSSAF ACCIDENT DU TRAVAIL	44809.72	1.1700	524.27			1.1700	524.27
EQ03 URSSAF ACCIDENT DU TRAVAIL	38757.60	3.6600	1418.52			3.6600	1418.52
EQ05 URSSAF ASS. VIEILLESSE PLAF	54902.24	15.4500	8482.34	6.9000	3788.23	8.5500	4694.11
EQ06 URSSAF ASS. VIEILLESSE DEPLAF	83567.32	2.3000	1922.07	0.4000	334.27	1.9000	1587.80
EQ07 FNAL	54902.24	0.1000	54.94			0.1000	54.94
EQ16 CONTRIB. SOLIDARITE AUTONOMIE	83567.32	0.3000	250.73			0.3000	250.73
EQ19 FONDS DE GARANTIE (AGS)	83567.32	0.1500	125.36			0.1500	125.36
EQ5N CONTRIB. DIALOGUE SOCIAL	83567.32	0.0160	13.38			0.0160	13.38
EQF7 REDUCTION GENERALE	1127.35	100.0000-	1127.35-			100.0000-	1127.35-
EQZ0 AF Taux réduit	83567.32	3.4500	2883.10			3.4500	2883.10
EQZ4 AF Complément	59581.68	1.8000	1072.46			1.8000	1072.46
EW27 CSG DEDUCTIBLE	84887.21	6.8000	5772.32	6.8000	5772.32		
EW5R PARTICIPAT° FORMAT° ENT <11	83567.32	0.5500	459.65			0.5500	459.65
EW7A MALADIE TX COMPLEMENT	59581.68	6.0000	3574.90			6.0000	3574.90
EWFS FORFAIT SOCIAL	1088.63	8.0000	87.09			8.0000	87.09
EWFT FORFAIT SOCIAL (GL)	436.21	20.0000	87.24			20.0000	87.24
EWK1 ASSURANCE CHOMAGE TRA ET TRB	83567.32	4.0500	3384.49			4.0500	3384.49
SW01 URSSAF CSG NON DEDUCTIBLE	84887.21	2.4000	2037.28	2.4000	2037.28		
SW02 URSSAF CRDS	84887.21	0.5000	424.42	0.5000	424.42		
>>>> TOTAL URSSAF HORS SOLDE TA ET CSA			37296.94		12356.52		24940.42
EW7S SOLDE TAXE APPRENTISSAGE	83567.32	0.0900	75.23			0.0900	75.23
>>>> 01 URSSAF ILE DE FRANCE			37372.17		12356.52		25015.65
EQ17 APEC TR B	28665.08	0.0600	17.21	0.0240	6.89	0.0360	10.32
EQ1R APEC TR A	30916.60	0.0600	18.55	0.0240	7.42	0.0360	11.13
EW5A Régul. RETRAITE COMPL. AA TU1	23154.87	2.2900	530.25	0.9160	212.10	1.3740	318.15
EW5A RETRAITE COMPL. AA TU1	23154.87	7.8700	1822.31	3.1500	729.38	4.7200	1092.93
EW5A RETRAITE COMPL. AA TU1	31747.37	10.1600	3225.54	4.0660	1290.84	6.0940	1934.70
EW5B RETRAITE COMPL. AA TU2	28665.08	21.5900	6188.83	8.6400	2476.68	12.9500	3712.15
EW6A CEG TU1	54902.24	2.1500	1180.41	0.8600	472.20	1.2900	708.21
EW6B CEG TU2	28665.08	2.7000	773.96	1.0800	309.58	1.6200	464.38
EW6I CET TU1	30916.60	0.3500	108.20	0.1400	43.26	0.2100	64.94
EW6J CET TU2	28665.08	0.3500	100.37	0.1400	40.15	0.2100	60.22
EW7F REDUCTION GLE AGIRC ARRCO	261.60	100.0000-	261.60-			100.0000-	261.60-
>>>> 03-RUAA MALAKOFF MERDIC			13704.03		5588.50		8115.53
EQT0 TAXE S/LES SALAIRES	86349.61	4.2500	3669.84			4.2500	3669.84
EQT1 TAXE S/LES SALAIRES	12842.71	4.2500	545.83			4.2500	545.83
EQT2 TAXE S/LES SALAIRES	59732.26	9.3500	5584.98			9.3500	5584.98
>>>> 05 TRESORERIE DE MANTES LA JOLIE			9800.65				9800.65

TABLEAU DES CHARGES DE 01/23 A 12/23 - En Euros

Totaux Généraux

	BASE	CHARGES TOTALES		CHARGES SALARIALES		CHARGES PATRONALES	
		Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant
EW5V PARTICIPAT° FORM°<11 SI TAPPR	83567.32	0.1500	125.36			0.1500	125.36
>>>> 06 TAXES FORMATION			125.36				125.36
E000 PREVOYANCE CADRE TB	15888.73	5.8300	926.32			5.8300	926.32
E000 Régul. PREVOYANCE CADRE TB	2784.00	5.8300	162.31			5.8300	162.31
EQ25 PREVOYANCE CADRE OBLIGATOIRE	16252.60	1.5000	243.79			1.5000	243.79
EQ25 PREVOYANCE CADRE OBLIGATOIRE	14664.00	5.8300	854.92			5.8300	854.92
EQ25 Régul. PREVOYANCE CADRE OBLIGA	3666.00	4.3300	158.74			4.3300	158.74
>>>> COMPL-PREV HUMANIS PREVOYANCE			2346.08				2346.08
SWZW PRELEVEMENT A LA SOURCE	24758.55	18.4000	4555.56	18.4000	4555.56		
SWZW PRELEVEMENT A LA SOURCE	1645.92	1.3000	21.40	1.3000	21.40		
SWZW PRELEVEMENT A LA SOURCE	1994.45	3.4000	67.81	3.4000	67.81		
SWZW PRELEVEMENT A LA SOURCE	3703.34	5.0000	185.17	5.0000	185.17		
SWZW PRELEVEMENT A LA SOURCE	2489.47	5.3000	131.94	5.3000	131.94		
SWZW PRELEVEMENT A LA SOURCE	5210.63	7.5000	390.80	7.5000	390.80		
SWZW PRELEVEMENT A LA SOURCE	6004.97	9.4000	564.46	9.4000	564.46		
SWZW PRELEVEMENT A LA SOURCE	21233.56	16.0000	3397.36	16.0000	3397.36		
>>>> DGFIP DGFIP			9314.50		9314.50		
>>>> TOTAUX GENERAUX			72662.79		27259.52		45403.27

Employés payés sur la période : 4 (Femmes : 4)

Effectif présent sur la période : 4 (Femmes : 4)

JOURNAL DE PAIE DE 01/23 A 12/23 - En Euros

	1 CORNU VALERIE	Base	Charges Patronales	2 PETIT CHRISTINE	Base	Charges Patronales
SALAIRE DE BASE	38143.44	1365.03		10184.00	606.68	
Absence entrée 010423-170423	2477.73-	88.67				
Absence entrée 010923-030923				117.51-	7.00	
BMAJ COMPL. TECHNICITE DES CADRES	7628.67					
BP02 P D'ANCIENNTÉ/SALAIRE DE BASE	10869.25			2516.62		
BP10 13EME MOIS	4583.21			1048.59		
BP15 PRIME FONCTIONNELLE	834.84					
SALAIRE BRUT	59581.68			13631.70		
<< Tranche A		30916.60			13631.70	
<< Tranche B		28665.08				
<< Tranche 2		28665.08				
<< Plafond SS		30916.60			14297.40	
<< Base sécu. plafonnée		30916.60			13631.70	
E000 PREVOYANCE CADRE TB		15888.73	926.32			
E000 Régul. PREVOYANCE CADRE TB		2784.00	162.31			
EQ01 URSSAF MALADIE-MATERN.-INVAL.		59581.68	4170.73		13631.70	954.23
EQ03 URSSAF ACCIDENT DU TRAVAIL		59581.68	1581.58		13631.70	235.08
EQ05 URSSAF ASS. VIEILLESSE PLAF	2133.21	30916.60	2643.35	940.59	13631.70	1165.50
EQ06 URSSAF ASS. VIEILLESSE DEPLAF	238.33	59581.68	1132.07	54.52	13631.70	259.01
EQ07 FNAL		30916.60	30.95		13631.70	13.63
EQ16 CONTRIB. SOLIDARITE AUTONOMIE		59581.68	178.76		13631.70	40.90
EQ17 APEC TR B	6.89	28665.08	10.32			
EQ19 FONDS DE GARANTIE (AGS)		59581.68	89.39		13631.70	20.44
EQ1R APEC TR A	7.42	30916.60	11.13			
EQ25 PREVOYANCE CADRE OBLIGATOIRE		30916.60	1098.71			
EQ25 Régul. PREVOYANCE CADRE OBLIGA		3666.00	158.74			
EQ5N CONTRIB. DIALOGUE SOCIAL		59581.68	9.53		13631.70	2.19
EQT0 TAXE S/LES SALAIRES		62078.87	2638.34		13777.30	585.52
EQT1 TAXE S/LES SALAIRES		6405.75	272.25		2847.00	121.00
EQT2 TAXE S/LES SALAIRES		49243.34	4604.25		8072.62	754.80
EQZ0 AF Taux réduit		59581.68	2055.60		13631.70	470.30
EQZ4 AF Complément		59581.68	1072.46			
EW27 CSG DEDUCTIBLE	4150.45	61036.20		920.64	13538.76	
EW5A Régul. RETRAITE COMPL. AA TU1	182.45	19918.60	273.68	27.81	3035.61	41.71
EW5A RETRAITE COMPL. AA TU1	1074.62	30916.60	1610.41	526.46	13631.70	789.00
EW5B RETRAITE COMPL. AA TU2	2476.68	28665.08	3712.15			
EW5R PARTICIPAT° FORMAT° ENT <11		59581.68	327.73		13631.70	74.97
EW5V PARTICIPAT° FORM°<11 SI TAPPR		59581.68	89.39		13631.70	20.44
EW6A CEG TU1	265.90	30916.60	398.81	117.24	13631.70	175.84
EW6B CEG TU2	309.58	28665.08	464.38			
EW6I CET TU1	43.26	30916.60	64.94			
EW6J CET TU2	40.15	28665.08	60.22			
EW7A MALADIE TX COMPLEMENT		59581.68	3574.90			
EW7S SOLDE TAXE APPRENTISSAGE		59581.68	53.64		13631.70	12.26
EWFS FORFAIT SOCIAL		1088.63	87.09			
EWFT FORFAIT SOCIAL (GL)		151.11	30.21		145.60	29.13
EWK1 ASSURANCE CHOMAGE TRA ET TRB		59581.68	2413.07		13631.70	552.08
TOTAL DES RETENUES	10928.94		36007.41	2587.26		6318.03
NET IMPOSABLE	48652.74			11044.44		

JOURNAL DE PAIE DE 01/23 A 12/23 - En Euros

	1 CORNU VALERIE	Base	Charges Patronales	2 PETIT CHRISTINE	Base	Charges Patronales
SP13 Rappel TICKETS RESTAURANT	113.40-					
SP13 TICKETS RESTAURANT	453.60-			283.50-		
SP14 INDEMNITES KILOMETRIQUES	977.76			267.12		
SW01 URSSAF CSG NON DEDUCTIBLE	1464.86-	61036.20		324.92-	13538.76	
SW02 URSSAF CRDS	305.18-	61036.20		67.69-	13538.76	
SWZW PRELEVEMENT A LA SOURCE	8152.47-			887.65-		
<< Net à payer théorique	39140.99			9747.80		
<< Net à payer avant PAS	47293.46			10635.45		
NET A PAYER	39140.99			9747.80		
SWZX MONTANT NET SOCIAL		36898.30			10635.45	
<< Heures Normales	1365.03			606.68		
<< Heures Totales	1276.36			599.68		
<< Cout global		95999.85			19933.35	
<< Heures Travaillées	1276.36			599.68		
<< Cout horaire moyen		75.21			33.24	

JOURNAL DE PAIE DE 01/23 A 12/23 - En Euros

	3 AIT ELBACHA AMINA	Base	Charges Patronales	4 BAIA ROSA	Base	Charges Patronales
SALAIRE DE BASE	3748.00	312.00		5751.00	455.01	
Absence entrée 010923-250923	764.02-	63.60				
BP02 P D'ANCIENNTÉ/SALAIRE DE BASE	477.44			345.06		
BP10 13EME MOIS	288.45			508.01		
SALAIRE BRUT	3749.87			6604.07		
<< Tranche A		3749.87			6604.07	
<< Plafond SS		5970.21			10879.74	
<< Base sécu. plafonnée		3749.87			6604.07	
EQ01 URSSAF MALADIE-MATERN.-INVAL.		3749.87	262.49		6604.07	462.28
EQ03 URSSAF ACCIDENT DU TRAVAIL		3749.87	48.87		6604.07	77.26
EQ05 URSSAF ASS. VIEILLESSE PLAF	258.75	3749.87	320.61	455.68	6604.07	564.65
EQ06 URSSAF ASS. VIEILLESSE DEPLAF	15.00	3749.87	71.24	26.42	6604.07	125.48
EQ07 FNAL		3749.87	3.76		6604.07	6.60
EQ16 CONTRIB. SOLIDARITE AUTONOMIE		3749.87	11.25		6604.07	19.82
EQ19 FONDS DE GARANTIE (AGS)		3749.87	5.62		6604.07	9.91
EQ5N CONTRIB. DIALOGUE SOCIAL		3749.87	0.59		6604.07	1.07
EQF7 REDUCTION GENERALE		357.62	357.62-		769.73	769.73-
EQT0 TAXE S/LES SALAIRES		3798.63	161.45		6694.81	284.53
EQT1 TAXE S/LES SALAIRES		1454.71	61.83		2135.25	90.75
EQT2 TAXE S/LES SALAIRES					2416.30	225.93
EQZ0 AF Taux réduit		3749.87	129.37		6604.07	227.83
EW27 CSG DEDUCTIBLE	253.84	3733.01		447.39	6579.24	
EW5A Régul. RETRAITE COMPL. AA TU1	1.84	200.66	2.76			
EW5A RETRAITE COMPL. AA TU1	150.62	3749.87	225.77	268.52	6604.07	402.45
EW5R PARTICIPAT° FORMAT° ENT <11		3749.87	20.62		6604.07	36.33
EW5V PARTICIPAT° FORM°<11 SI TAPPR		3749.87	5.62		6604.07	9.91
EW6A CEG TU1	32.26	3749.87	48.37	56.80	6604.07	85.19
EW7S SOLDE TAXE APPRENTISSAGE		3749.87	3.38		6604.07	5.95
EWf7 REDUCTION GLE AGIRC ARRCO		82.99	82.99-		178.61	178.61-
EWfT FORFAIT SOCIAL (GL)		48.76	9.76		90.74	18.14
EWK1 ASSURANCE CHOMAGE TRA ET TRB		3749.87	151.87		6604.07	267.47
TOTAL DES RETENUES	712.31		1104.62	1254.81		1973.21
NET IMPOSABLE	3037.56			5349.26		
SP13 TICKETS RESTAURANT	137.70-			230.85-		
SW01 URSSAF CSG NON DEDUCTIBLE	89.59-	3733.01		157.91-	6579.24	
SW02 URSSAF CRDS	18.66-	3733.01		32.89-	6579.24	
SWZW PRELEVEMENT A LA SOURCE	67.81-			206.57-		
<< Net à payer théorique	2723.80			4721.04		
<< Net à payer avant PAS	2791.61			4927.61		
NET A PAYER	2723.80			4721.04		
SWZX MONTANT NET SOCIAL		2791.61			4927.61	
<< Heures Normales	312.00			455.01		
<< Heures Totales	248.40			455.01		
<< Cout global		4716.79			8346.43	
<< Heures Travaillées	248.40			455.01		
<< Cout horaire moyen		18.99			18.34	

JOURNAL DE PAIE DE 01/23 A 12/23 - En Euros

	Total Général	Base	Charges Patronales			
SALAIRE DE BASE	57826.44	2738.72				
Absence entrée 010423-170423	2477.73-	88.67				
Absence entrée 010923-030923	117.51-	7.00				
Absence entrée 010923-250923	764.02-	63.60				
BMAJ COMPL. TECHNICITE DES CADRES	7628.67					
BP02 P D'ANCIENNTÉ/SALAIRE DE BASE	14208.37					
BP10 13EME MOIS	6428.26					
BP15 PRIME FONCTIONNELLE	834.84					
SALAIRE BRUT	83567.32					
<< Tranche A		54902.24				
<< Tranche B		28665.08				
<< Tranche 2		28665.08				
<< Plafond SS		62063.95				
<< Base sécu. plafonnée		54902.24				
E000 PREVOYANCE CADRE TB		15888.73	926.32			
E000 Régul. PREVOYANCE CADRE TB		2784.00	162.31			
EQ01 URSSAF MALADIE-MATERN.-INVAL.		83567.32	5849.73			
EQ03 URSSAF ACCIDENT DU TRAVAIL		83567.32	1942.79			
EQ05 URSSAF ASS. VIEILLESSE PLAF	3788.23	54902.24	4694.11			
EQ06 URSSAF ASS. VIEILLESSE DEPLAF	334.27	83567.32	1587.80			
EQ07 FNAL		54902.24	54.94			
EQ16 CONTRIB. SOLIDARITE AUTONOMIE		83567.32	250.73			
EQ17 APEC TR B	6.89	28665.08	10.32			
EQ19 FONDS DE GARANTIE (AGS)		83567.32	125.36			
EQ1R APEC TR A	7.42	30916.60	11.13			
EQ25 PREVOYANCE CADRE OBLIGATOIRE		30916.60	1098.71			
EQ25 Régul. PREVOYANCE CADRE OBLIGA		3666.00	158.74			
EQ5N CONTRIB. DIALOGUE SOCIAL		83567.32	13.38			
EQF7 REDUCTION GENERALE		1127.35	1127.35-			
EQT0 TAXE S/LES SALAIRES		86349.61	3669.84			
EQT1 TAXE S/LES SALAIRES		12842.71	545.83			
EQT2 TAXE S/LES SALAIRES		59732.26	5584.98			
EQZ0 AF Taux réduit		83567.32	2883.10			
EQZ4 AF Complément		59581.68	1072.46			
EW27 CSG DEDUCTIBLE	5772.32	84887.21				
EW5A Régul. RETRAITE COMPL. AA TU1	212.10	23154.87	318.15			
EW5A RETRAITE COMPL. AA TU1	2020.22	54902.24	3027.63			
EW5B RETRAITE COMPL. AA TU2	2476.68	28665.08	3712.15			
EW5R PARTICIPAT° FORMAT° ENT <11		83567.32	459.65			
EW5V PARTICIPAT° FORM°<11 SI TAPPR		83567.32	125.36			
EW6A CEG TU1	472.20	54902.24	708.21			
EW6B CEG TU2	309.58	28665.08	464.38			
EW6I CET TU1	43.26	30916.60	64.94			
EW6J CET TU2	40.15	28665.08	60.22			
EW7A MALADIE TX COMPLEMENT		59581.68	3574.90			
EW7S SOLDE TAXE APPRENTISSAGE		83567.32	75.23			
EW7F REDUCTION GLE AGIRC ARRCO		261.60	261.60-			
EWFS FORFAIT SOCIAL		1088.63	87.09			
EWFT FORFAIT SOCIAL (GL)		436.21	87.24			

Dossier : 031250
Le : 13/03/2024 à 09:44
Dossier tenu en euros
Page : 5

COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD
21 CHEMIN DES ARDILLES
78680 EPONE

JOURNAL DE PAIE DE 01/23 A 12/23 - En Euros

	Total Général	Base	Charges Patronales			
EWK1 ASSURANCE CHOMAGE TRA ET TRB		83567.32	3384.49			
TOTAL DES RETENUES	15483.32		45403.27			
NET IMPOSABLE	68084.00					
SP13 Rappel TICKETS RESTAURANT	113.40-					
SP13 TICKETS RESTAURANT	1105.65-					
SP14 INDEMNITES KILOMETRIQUES	1244.88					
SW01 URSSAF CSG NON DEDUCTIBLE	2037.28-	84887.21				
SW02 URSSAF CRDS	424.42-	84887.21				
SWZW PRELEVEMENT A LA SOURCE	9314.50-					
<< Net à payer théorique	56333.63					
<< Net à payer avant PAS	65648.13					
NET A PAYER	56333.63					
SWZX MONTANT NET SOCIAL		55252.97				
<< Heures Normales	2738.72					
<< Heures Totales	2579.45					
<< Cout global		128996.42				
<< Heures Travaillées	2579.45					
<< Cout horaire moyen		50.01				

Employés payés sur la période : 4 (Femmes : 4)
Effectif présent sur la période : 4 (Femmes : 4)

Date 02/05/2024 17:26	CYCLE I. ETAT Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 41
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

I. ETAT

API, 10/01/2024 FRL, 30/04/2024

3 Comptes	3 Vus, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux
5 Questions	1 OUI, 0 NON, 4 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

Date 02/05/2024 17:26	Feuille maîtresse I. ETAT Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence I-FM	Page 42
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Numéro	Intitulé du compte	Visa	Solde N	Solde N-1	Ecart	%	Références
44170000	SUBVENTIONS A RECEVOIR	V	81 875.00	100 355.00	18 480.00-	18.41-	
44210000	PRELEVEMENT A LA SOURCE	V	2 132.00-		2 132.00-		
	Total classe 4		79 743.00	100 355.00	20 612.00-	20.54-	
63350000	FORMAT PROFESS CONTINUE	V	585.01		585.01		
	Total classe 6		585.01		585.01		

Date 02/05/2024 17:26	Diligences du cycle I. ETAT		Référence I-Dil	Page 43
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023	Client 031250	ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

ETAT	Rép.	Références (notes, pièces jointes, pièces externes)
- Justification de tous les soldes	OUI	

Date 02/05/2024 17:26	CYCLE Ja. CAPITAUX PROPRES Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 44
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Ja. CAPITAUX PROPRES

API, 10/01/2024 FRL, 30/04/2024

6 Comptes	6 Vus, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé
0 Justificatif	0 Juste, 0 Faux
7 Questions	2 OUI, 0 NON, 5 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse
0 Note	0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

Date 02/05/2024 17:27	Feuille maîtresse Ja. CAPITAUX PROPRES Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence Ja-FM	Page 45
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Numéro	Intitulé du compte	Visa	Solde N	Solde N-1	Ecart	%	Références
10200000	FONDS ASSOCIATIFS	V	299 204.25-		299 204.25-		JaP-3 JaP-4
10240000	AUTRES FONDS PROPRES SDR	V	8 302.80-		8 302.80-		
12000000	RESULTAT	V		15 507.50-	15 507.50	100.00	
19400000	FONDS DEDIES S/SUBVENTIONS	V	125 000.00-		125 000.00-		
	Total classe 1		432 507.05-	15 507.50-	416 999.55-	2 689.02-	
68940000	ENGAGTS A REALISER S/SUBVENT.	V	125 000.00		125 000.00		
	Total classe 6		125 000.00		125 000.00		
74010000	SUBVENTIONS	V	400 000.00-	308 454.00-	91 546.00-	29.68-	JaP-1 JaP-2 JaP-5 JaP-6
	Total classe 7		400 000.00-	308 454.00-	91 546.00-	29.68-	

Association CPTS 78 NORD

Assemblée Générale du 29 11 2022 Lieu : salle agora Mantes La jolie

Procès-Verbal N°3

Présents ou Représentés : 29 personnes.

Le quorum étant atteint, l'assemblée générale peut se tenir.

Selon l'ordre du jour :

Rapport moral 2021

Par Céline GANDON, présidente de l'association

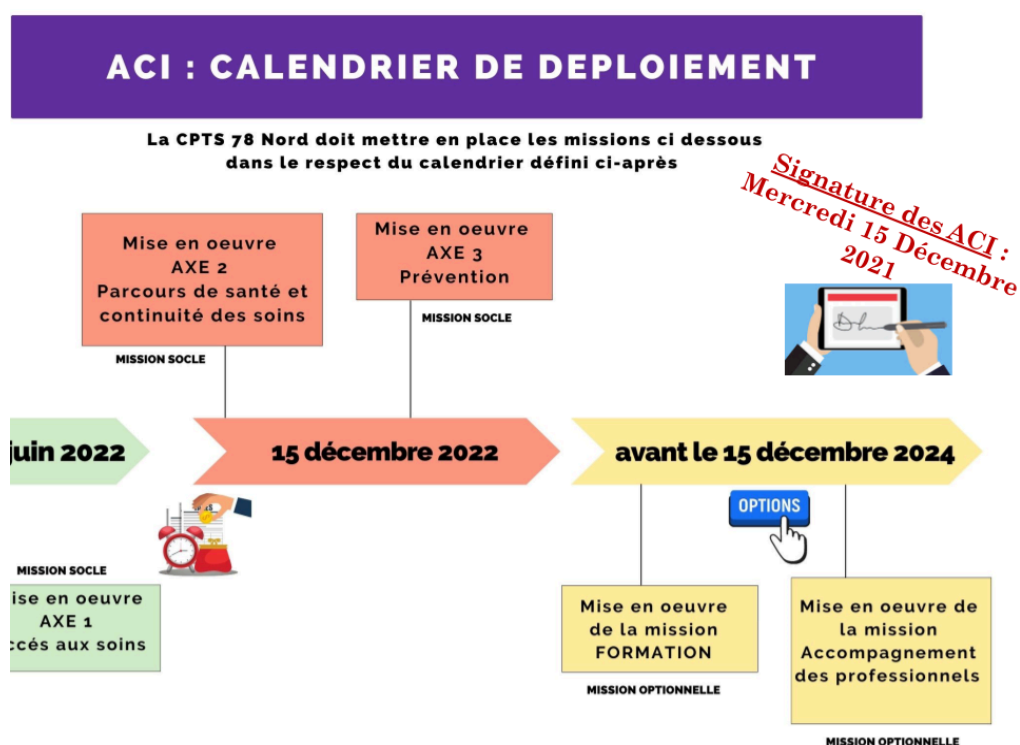
Pandémie de COVID :

Gestion du Centre de Vaccination (01/2021-03/2022) avec l'Association Odyssée (portage financier), l'Hôpital de Mantes (Pharmacie, local), Communes (Mantes-la-Jolie, Magnanville), GPSEO

Accès à la vaccination des usagers à risques et isolés avec Odyssée et les communes et certaines associations du territoire (Déclic, ...)

Participation à la construction d'une base de données avec 3 autres centres de consultation COVID des Yvelines (Les Mureaux, Trappes, Triel-sur-Seine) et le D.M.G de l'U.V.S.Q. ayant alimentée une quinzaine de thèses de DES de Médecine Générale entre 2021 et 2022

Déploiement projet de santé



Etat d'avancée des CPTS dans les Yvelines



Actions 2021

- Construction d'une Inter-CPTS avec les CPTS du territoire Yvelines Nord autour du GHT : CPTS Val de Seine, Nord Est Yvelines, Boucles de Seine, Seine et Forêts, du Confluent. Structure de réflexion et d'échange autour de problématiques communes sur le territoire Yvelines nord.
- Participation au groupe de travail sur des parcours de soins avec le GHT et les CPTS Val de Seine et Nord Est Yvelines (Diabète, plateforme dédiée aux professionnels)
- Relation avec le Service de Nutrition de l'Hôpital de Mantes
- Renforcement du lien ville-Hôpital.

Projet de santé CPTS 78 Nord

- Accès aux soins :
 - Favoriser l'accès à un médecin traitant pour les plus fragiles (ALD)
 - Optimiser la continuité des soins et les SNP
- Organisation des Parcours et Coordination des Ressources
 - Parcours complexes et chroniques, articulations des parcours ville/hôpital
 - Structuration de Parcours : Troubles Spécifiques du Langage et des Apprentissages
 - Dispositifs de dépistage des cancers colo-rectaux, utérins

- Parcours en Santé Mentale (PTSM78 Nord)
- Prévention, ETP et Formation :
 - Prévention maladies CV, Santé de la femme, Santé des Jeunes
 - ETP
- Formation initiale et continue, accueil des professionnels libéraux
- Gestion territoriale des Crises Sanitaires/Épidémies (COVID)

Un ou plusieurs animateurs de chaque groupe de réflexion décrit plus en détail les missions réalisées dans le cadre du projet de santé.

- Mission accès aux soins : (Geneviève Enguehard)
 - Médecin traitant
 - Soins non programmés
 - Mission Parcours :
 - TSLA (Chloé Marchand-Lila Verriest)
 - Mission Prévention :
 - Journées prévention AVC (Temitope Idowu)
 - Mission Formation et accueil des professionnel (Céline Gandon)
 - Accueil des nouveaux professionnels sur le territoire
 - Construire un livret d'accueil pour les nouveaux arrivants
 - Contact réalisé par la coordinatrice par téléphone, mail avec transmission du livret d'accueil
 - Mise en place de parrainage par une adhérent volontaire de la même profession de la CPTS
 - Organisation d'évènements fédérateurs autour d'une action de santé publique ou de soutien à une association
 - Formation continue
 - Organisation de la formation des pharmaciens dans le protocole de délégation « Cystite »
 - Organisation de la formation des professionnels référents du parcours TSLA
 - Soirée « Bronchiolite » en partenariat avec les CPTS Val de Seine, Nord Est 78 et Seine et Forêts le 12/12/2022 en Visio
 - Mission Gestion des crises sanitaires (cf. actions)
- CENTRE DE VACCINATIONS COVID 19 EN 2022 : 210000 vaccinations

Approbation du rapport moral à l'unanimité.

Rapport Financier 2021

Par Philippe RICHARD, trésorier

- 63 adhésions soit 630 euros
- Présentation du rapport financier 2021
- Présentation du budget prévisionnel 2022

DEPENSES		RECETTES	
OBJET	MONTANT DÉBIT	OBJET	MONTANT CREDIT
FRAIS BANCAIRES	310,00 €	ADHÉSIONS	600,00 €
FRAIS ASSOCIATION	2 000,00 €		
CREATION SITE INTERNET	6 000,00 €	CPAM 78	
FRAIS RECRUTEMENT	250,00 €	FRAIS DE FONCTIONNEMENT	75 000,00 €
FRAIS DE REPRÉSENTATION	600,00 €	MISSIONS SOCLES	
PROJET DE SANTÉ	6 000,00 €	PART FIXE	20 000,00 €
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	10 000,00 €	PART Variable	15 000,00 €
	25 160,00 €	TOTAL	110 600,00 €

Résultats 2021 à affecter en fonds propres = 15 507,50 euros.

Approbation du rapport financier et de l'affectation du résultat à l'unanimité.

PROJET 2022

- Développement du site internet de l'association
- Recrutement d'une coordinatrice
- Création du groupe communication
- Choix d'un outil de communication entre professionnels pour la coordination au sein des parcours

Montant de la cotisation annuelle pour l'exercice 2023

Vote à la majorité pour maintenir le montant de l'adhésion à 10 euros voire plus selon le souhait de l'adhérent.

Conseil d'Administration

Appel à candidature au CA Leila KENZI Infirmière propose sa candidature au sein du collège des professionnels de santé

Laura LEFRANC, GHT Yvelines Nord propose sa candidature au sein du collège Structures

Election à l'unanimité de Mme KENZI et Mme LEFRANC

Pour rappel, les membres du CA et du bureau selon les statuts ont été élus en 2020 pour 3 ans à condition d'être à jour de leur cotisation.

Tous les points fixés à l'ordre du jour ayant été abordés, la séance est levée.



Procès-Verbal de l'Assemblée Générale de la CPTS 78 Nord du jeudi 22 juin 2023

L'AG s'est tenue à l'Agora, à Mantes la Jolie.

Personnes présentes ou représentées : 45

Le quorum étant atteint, l'AG démarre à 20h40 et se déroule suivant l'ordre du jour prévu.

Mot de bienvenue de la part du Dr Céline GANDON, Présidente de la CPTS 78 Nord

Rappel du rôle de la CPTS et du territoire couvert

1- Rapport moral de l'année 2022 – présenté par le Dr Céline GANDON

(Cf document Ptt en annexe)

Le Dr GANDON présente les actions menées sur l'année 2022

Concernant la pandémie COVID, il est rappelé que 225.000 vaccinations ont été réalisées.

La participation de notre CPTS à l'inter CPTS s'avère riche, avec notamment des échanges intéressants d'informations et le partage d'expériences avec les autres CPTS des territoires voisins (Val de Seine, Nord Est Yvelines, Seine et Forêts, et Confluence).

Le site internet initial a été remplacé, une nouvelle version reliée à Plexus Santé lui a été préférée car l'annuaire est ainsi directement connecté au site internet.

La plateforme collective Plexus Santé est fonctionnelle depuis décembre 2022. Mme CORNU rappelle que chaque professionnel est encouragé à compléter sa fiche, à y apporter toutes les précisions et compléments qu'il souhaite y voir figurer. Une fiche générale (données classiques publiques) est visible par le grand public, la fiche complète est accessible aux professionnels de santé adhérents de la CPTS.

Les compétences par métier peuvent être enrichies par les animateurs des groupes de travail.

Les grands axes du projet de santé sont rappelés.

Concernant l'accès aux soins, le Dr BAES signale que le SAS (Service d'Accès aux Soins) n'est pas fonctionnel. Malgré des créneaux régulièrement proposés, elle n'a reçu qu'un seul patient. Les Drs ENGUEHARD, NARDON, PELLEGRINO, puis d'autres, poursuivent l'échange sur ce même thème en remontant des difficultés de fonctionnement.

Il est précisé que plus de 80% des patients n'appellent pas le 15. Les médecins présents précisent pourtant qu'ils le rappellent quotidiennement à leurs patients.

La CPTS a écrit au SAS départemental pour comprendre pourquoi les créneaux ne sont pas utilisés par leurs services. Les représentants de la CPAM présents à la réunion ont également proposé de contacter la directrice du SAS afin de planifier une rencontre.

Le Dr GANDON rappelle ensuite le calendrier ACI (Accord Conventionnel Interprofessionnel) du projet de santé. Elle conclut en insistant sur l'importance de notre capacité à travailler tous ensemble sur le territoire, dans l'intérêt et au service des patients.

Le rapport moral est approuvé à l'unanimité.

2- Rapport Financier de l'année 2022 – présenté par Mme Valérie CORNU, Trésorière de la CPTS 78 Nord

(Cf document ppt en annexe)

Mme CORNU fait un point sur les adhésions, avec 119 adhérents en 2022. Les professionnels de santé les plus représentés au sein de la CPTS 78 Nord (> 10%) sont respectivement les médecins généralistes, les pharmaciens, les orthophonistes et les infirmiers.

Présentation et approbation des comptes financiers 2022 préparés par le cabinet comptable.

Attente du rapport 2022 du Commissaire aux Comptes- Une prochaine réunion sera organisée pour valider les rapports financiers 2022.

Le calendrier de versement de la CPAM est rappelé.

Les postes de dépenses les plus importants ont concerné les honoraires des libéraux (participations aux groupes de travail notamment) et la construction du site internet.

Le résultat net de l'année 2022 s'élève à 283 696.75€.

Le budget prévisionnel 2023 est ensuite présenté. Mme CORNU précise qu'à la suite de la dissolution de l'association Odyssée en mai 2023, la dévolution des actifs a été attribuée aux 2 CPTS 78 Nord et Vexin Francilien ; le matériel a lui été dévolu à la CPTS 78 Nord.

Le rapport financier et l'attribution du résultat en fonds propres sont approuvés à l'unanimité.

3- Projet de Santé de la CPTS 78 Nord – actions et missions 2023, groupes de travail

(Cf document ppt en annexe)

- Mission accès à un médecin traitant : c'est une priorité, notamment pour les patients en ALD.
- Mme Lila VERRIEST, orthophoniste, présente une rapide synthèse du travail mené dans le groupe TSLA
- (Troubles Spécifiques du Langage et des Apprentissages) et précise que des ressources sont disponibles à la consultation sur Plexus Santé, notamment des informations pratiques et des fiches métiers.
- 3 journées de prévention AVC ont été réalisées à Longnes, Limay et Bonnières sur Seine en 2022
- Un protocole local de prise en charge de la cystite est en cours de finalisation et devrait être déployé au plus tard fin 2023.
- Un livret d'accueil destiné aux professionnels de santé arrivant sur le territoire est en cours de finalisation et va être publié très prochainement.

- Une chargée de mission accès aux soins et parcours (infirmière de formation) prendra ses fonctions en septembre. Elle viendra en appui aux professionnels, aux groupes de travail.

4- Présentation de l'association « la Rose des Yvelines » par le Dr Joseph BAKAR

Le Dr BAKAR présente donc cette association créée début 2023, avec un site dédié à l'accompagnement des patientes atteintes d'un cancer du sein. 2 interfaces : 1 interface patiente (documents médicaux, répertoire des soignants etc.) et 1 interface professionnelle de santé.

Le but est de rompre l'isolement des patientes, de rassurer et de prendre en charge.

La volonté est d'être patient-centré, que la patiente soit actrice et choisisse son parcours de soin de façon éclairée et accompagnée.

Écosystème territorial autour de la patiente.

5- Candidatures et élections au Conseil d'Administration de la CPTS 78 Nord

6 postes sont à pourvoir au collège des professionnels de santé, et 2 postes à pourvoir au collège des usagers.

3 candidatures sont proposées pour le collège des professionnels de santé :

- Gabriel BENSON, kinésithérapeute
- Dr Béatrice PELLEGRINO, pédiatre
- Dr Geneviève ENGUEHARD, médecin généraliste

Élection de fait et à l'unanimité de ces 3 nouveaux membres.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Les discussions sont invitées à se poursuivre autour d'un moment convivial partagé.

Numéro d'identification de la CPTS : 780028593
 Affaire suivie par : DAPS / Guillaume LEGUAY
 Pour tout contact :
 ☎ 01.39.20.30.19
exercice-coordonne.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr

Docteur Céline GANDON, Présidente
 CPTS 78 Nord
 2 bis rue du Parc
 78440 ISSOU

A Versailles, le 04 août 2023

Objet : Notification de versements au titre du contrat ACI pour la 1^{ère} année de fonctionnement

Madame la Présidente,

Conformément aux articles 6.1 et 6.2 de l'Accord Conventionnel Interprofessionnel relatifs aux modalités de versement du financement des CPTS, ont versés au titre de la 1^{ère} année de mise en œuvre du contrat, soit de décembre 2021 à décembre 2022 :

- une enveloppe de fonctionnement de la CPTS
- une enveloppe pour chacune des missions déployées au cours de la 1^{ère} année, incluant une part fixe et une part variable selon le niveau d'intensité des actions engagées et le degré de réalisation des objectifs fixés.

Aussi, au regard de la taille de la CPTS 78 Nord, les montants qui ont été versés au titre de la 1^{ère} année de mise en œuvre du contrat ACI sont les suivants :

	Fonctionnement CPTS	Mission 1 : Accès aux soins	Mission 2 : Parcours	Mission 3 : Prévention	Mission 4 : Crise sanitaire	Mission optionnelle : Qualité et pertinence	Mission optionnelle : Accompagnement des PS
Enveloppe de financement du fonctionnement de la CPTS – Année 1	75 000€ Le 10/01/2022	-	-	-	67 500€ Le 22/09/2022	-	-
Majoration Enveloppe fonctionnement	56 250€ Le 22/09/2022	-	-	-	-	-	-
Avance - Part fixe des missions Avance – proratisé en fonction de la date de démarrage - Année 1	-	9 349€ Le 22/07/2022	17 568€ Le 02/06/2023	9 745€ Le 19/03/2023	-	Mission non débuté	Mission non débuté
Solde - Part fixe des missions – proratisé en fonction de la date de démarrage - Année 1	-	11 205€ Le 02/06/2023	5 850 € Le 02/06/2023	3 237 € Le 02/06/2023	-		
Part variable des missions – Année 1	-	13 250€ Le 02/06/2023	30 000€ Le 02/06/2023	9 500€ Le 02/06/2023	-		

100 355 € produits à recevoir

Le montant total versé à la CPTS 78 Nord au titre de la 1^{ère} année de fonctionnement s'établit donc à **308 454€**.

Conformément aux articles 6.1 et 6.2 de l'Accord Conventionnel Interprofessionnel relatifs aux modalités de versement du financement des CPTS, ont également été versées des avances au titre de la 2^{ème} année de mise en œuvre du contrat, soit de décembre 2022 à décembre 2023 :

- une avance de 75% de l'enveloppe de fonctionnement de la CPTS,
- une avance de 75% de la part fixe pour chacune des missions déployées au cours de la 1^{ère} année.

Aussi, au regard de la taille de la CPTS 78 Nord, les montants qui ont été versés au titre d'avance pour la 2^{ème} année de mise en œuvre du contrat ACI sont, à ce jour, les suivants :

	Fonctionnement CPTS	Mission 1 : Accès aux soins	Mission 2 : Parcours	Mission 3 : Prévention	Mission optionnelle : Qualité et pertinence	Mission optionnelle : Accompagnement des PS
Avance - Enveloppe de financement du fonctionnement de la CPTS – Année 2	56 250€ (75%) Le 23/05/2023	-	-	-	-	-
Solde - Enveloppe de financement du fonctionnement de la CPTS – Année 3	25% Prév – début 2024	-	-	-	-	-
Avance - Part fixe des missions – Année 2	-	67 500€ (75%) Le 23/05/2023	33 750€ (75%) Le 23/05/2023	13 125€ (75%) Le 23/05/2023	75% Prév (proratisé) au démarrage	75% Prév (proratisé) au démarrage
Solde - Part fixe des missions – Année 2	-	25% Prév – début 2024	25% Prév – début 2024	25% Prév – début 2024	25% Prév – début 2024	25% Prév – début 2024
Part variable des missions - Année 2	-	Selon résultats Prév – début 2024	Selon résultats Prév – début 2024	Selon résultats Prév – début 2024	Selon résultats Prév – début 2024	Selon résultats Prév – début 2024

Mes équipes restent à votre disposition pour vous apporter toutes les précisions que vous jugerez utiles.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'assurance de ma considération distinguée.

La Directrice de l'Accompagnement
des Professionnels de Santé


Hélène MARTIN MOUSSU



**ENGAGEMENT JURIDIQUE PAR CONVENTION
PLURIANNUELLE AU TITRE DU FONDS D'INTERVENTION
REGIONAL (FIR)**

SUR LA PERIODE 2023-2024

Convention

relative à la participation financière de l'agence régionale de santé Île-de-France au financement des actions et des expérimentations de santé en faveur de la performance, la qualité, la coordination, la permanence, la prévention, la promotion de la santé ainsi que la sécurité sanitaire

Intitulé du projet	[CNR] - 78 – Référent CPTS accès médecin traitant
Bénéficiaires	CPTS 78 NORD
N° Convention	
Montant de la participation financière de l'ARS pour l'exercice 2023	65 000€
Montant <u>prévisionnel</u> de la participation financière pour l'exercice 2024	60 000€

Paraphe bénéficiaire :

Liste des visas

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.1435-8 à L.1435-11, R.1435-16 à R.1435-36 et D.1435-36-1 à D.1435-36-2 ;

Vu le décret du 31 juillet 2021 portant nomination de Madame Amélie VERDIER, en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

Identification des parties

Entre :

D'une part, **l'Agence régionale de santé Île-de-France**

N° SIRET	13000801400149
Adresse	13 rue Du Landy
Code postal - Commune	93200 - ST DENIS
Représentée par	Madame Amélie Verdier, La Directrice Générale

Ci-après dénommée « **l'ARS Île-de-France** »,

Et d'autre part :

Raison sociale	CPTS 78 Nord (porteur juridique)
N° SIRET	889 870 424 00013
N° FINESS de financement (le cas échéant)	780028593
Adresse	21 chemin des Ardilles
Code postal - Commune	78680 EPONE
Représentée par (représentant légal et qualité du signataire)	Docteur Céline GANDON, Présidente

Ci-après dénommé « **le bénéficiaire** ».

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser le projet suivant, ci-après désigné « le projet ».

Objectif général du projet : Référent CPTS accès médecin traitant

Il s'agit, pour les patients en ALD ou fragiles, quel que soit l'âge, de faciliter l'accès aux professionnels de santé et prioritairement médecins traitants et développer le travail en réseau des professionnels de santé.

Contexte du projet :

Le porteur juridique et financier du projet, bénéficiaire de la présente convention, est la CPTS 78 Nord, mais le projet est porté par deux CPTS, la CPTS 78 Nord et la CPTS Val-de-Seine. Les territoires des deux CPTS font face à des déterminants de santé dégradés et environnementaux communs : difficultés accès aux soins, démographie médicale et paramédicale en grande difficulté, inégalités sociales de santé, communes moyennes, communes rurales et communes en difficultés sociales.

Sur certaines parties du territoire, une population socialement et économiquement défavorisée présentant un taux de maladies chroniques significativement plus élevé que la moyenne régionale.

De plus, dans la cartographie Zonage des médecins (2022), l'intégralité du territoire est en zone ZIP et pour partie même en zone ZIP+ affichant ainsi les grandes difficultés du territoire d'expérimentation (faible IDH², part des ALD, évolution des effectifs médicaux, âge et situation des médecins et densités des médecins (premiers et second recours) aggravant les difficultés d'accès aux soins des patients et particulièrement des plus vulnérables.

Il est constaté des déterminants en santé défavorables sur le territoire d'intervention, particulièrement en termes de difficultés d'accès aux soins pour des raisons d'ordre économique, technologique, culturel ou d'isolement social.

Dans la recherche d'un médecin pour les personnes sous ALD fragiles, il est important dans le cadre des actions réalisées par le référent accès médecin traitant que ce dernier apporte également un appui à l'utilisation digitale.

En effet de nombreux professionnels utilisent les outils numériques notamment pour la prise de rendez-vous et ces usages vont croissant (téléconsultations, téléchargement de dossiers sociaux ...) et deviennent même parfois les seuls modes d'accès à la ressource.

Pour exemple à Mantes la Jolie, l'intégralité de la prise de rendez-vous pour les médecins généralistes se fait par Doctolib ou autre plateforme. Il n'y a plus d'accès via le téléphone.

Pour les personnes fragiles pour lesquelles l'usage du numérique serait nécessaire dans son parcours de santé et durant la recherche de médecin traitant, l'appui digital sera un atout et facilitera le travail des professionnels.

Pour ce faire, le référent aura à sa disposition une tablette, une imprimante, un accès internet ou un téléphone permettant la réalisation des actes nécessaires (téléconsultation assistée par ordinateur, prise de rendez-vous, mise à disposition des CR, téléchargement de dossiers sociaux, récupération d'ordonnances sécurisées, impression de planning de rendez-vous, etc. ...) et selon les CPTS, usage de la messagerie sécurisée pour communiquer avec les patients et les professionnels.

Sur le territoire de l'expérimentation, les ressources sont partagées telles que le GHT Yvelines, certains établissements de santé privés, Pôle Autonomie Seine Aval, PASS, et DAC Yvelines Nord etc. ...

Les deux CPTS ont des objectifs et des modalités d'intervention communs facilitant la mutualisation d'actions et de ressources humaines notamment.

Territoires d'intervention :

Territoire d'intervention des deux CPTS (CPTS 78 Nord & CPTS Val de Seine)

Soit les communes situées au Nord-Ouest des Yvelines (80 communes pour 280 000 habitants)

Mesures d'évaluation de l'atteinte de l'objectif général du projet :

Indicateurs de résultats (nb de personnes ayant acquis des connaissances, nb de personnes déclarant avoir changé leur comportement...)	Résultats attendus	Outils d'évaluation (questionnaire, focus groupe, etc.)	Personne(s) en charge de l'évaluation (fonction et coordonnées)	Date à laquelle sera effectuée l'évaluation
Nombre de personnes ayant accès à un médecin traitant	[...]80	Suivi quantitatif (Tableau Excel)	Le référent accès médecin traitant Pour la CPTS 78 Nord, Valérie CORNU Pour la CPTS Val de Seine : Dr Marie Hélène CERTAIN	31/12/2024 31/12/2025

Déclinaison opérationnelle du projet :

Pour contribuer à l'objectif général du projet, le bénéficiaire s'engage à mener les actions suivantes :

Intitulé de l'action	Description détaillée de l'action
Référent accès MT pour patients fragiles ou ALD	<p>Mise à disposition d'un référent accès médecin traitant sur le territoire des deux CPTS 78 pour les patients fragiles ou ALD.</p> <p>Afin de faciliter la mobilisation des médecins traitants, dans un contexte très tendu de ressources, le référent aura notamment pour mission de réduire leur charge administrative liée à la prise en charge de nouveaux patients pour améliorer la qualité du temps passé avec ceux-ci par une évaluation globale de la situation de la personne (historique, comptes rendus, identification des intervenants hospitaliers et ambulatoires, environnement et situation sociale ...) en amont des sollicitations. Il activera tant que possible les ressources sociales si besoin.</p> <p>En cas de demandes non abouties (nonaccès à un médecin traitant ou dans les délais adaptés à la situation), le référent proposera et accompagnera une alternative d'accès aux soins (coordination de proximité, etc. ...) tant que possible.</p> <p>Cet appui au digital sera également bénéfique pour les professionnels notamment en cas de difficultés d'accès à un médecin traitant. En effet, face à cette carence, il est important de proposer des alternatives de prise en charge, le temps nécessaire à la mise en lien avec un médecin traitant volontaire.</p> <p>Ces alternatives s'organisent par un appui pour permettre un accès à un médecin traitant transitoirement, une coordination de proximité sécurisée et un renforcement du lien ville/hôpital/ville.</p> <p>Compte tenu des difficultés du territoire ci-dessus énoncées, les demandes seront émises par les partenaires suivants : CPAM, Professionnels de santé de ville, Services sociaux des Pôles Autonomie.</p>

	<p>Une attention particulière sera portée aux patients les plus vulnérables.</p> <p>Les demandes seront graduées et temporisées tenant compte des éléments suivants : situation de la personne (vulnérabilité, ruptures de soins, etc. ...)</p> <p>Mutualisation du poste :</p> <p>La convention finance un équivalent temps plein d'IDE, partagé entre les deux CPTS pour accompagner l'accès à un MT pour les patients du territoire.</p> <p>La CPTS 78 Nord, bénéficiaire de la convention, prend en charge le contrat de travail et met à disposition 40% du temps de travail, soit 15 heures par semaine à la CPTS Val de Seine (répartition du poste basé sur le ratio/population).</p>
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Mesures d'évaluation des moyens mis en œuvre pour la réalisation des actions :

Indicateurs de moyens	Résultats attendus	Outils d'évaluation (fiches d'émargement, analyse des documents de communication, etc.)	Personne(s) en charge de l'évaluation (fonction et coordonnées)	Date à laquelle sera effectuée l'évaluation
<p>Origine et nombre de demandes reçues</p> <p>Nombre de demandes traitées</p> <p>Nombre de demandes ayant abouti (accès à un MT)</p>	[...]150	[...] Suivi quantitatif (Tableau Excel)	<p>Le référent accès médecin traitant</p> <p>Pour la CPTS 78 Nord, Valérie CORNU</p> <p>Pour la CPTS Val de Seine : Dr Marie Hélène CERTAIN</p>	[...] 31 12 2024
<p>Nombre de médecins volontaires</p> <p>Nombre de demandes non abouties et motifs [refus MT (motifs), zone non couverte...]</p>	20	Suivi quantitatif (Tableau Excel)	<p>Le référent accès médecin traitant</p> <p>Pour la CPTS 78 Nord, Valérie CORNU</p> <p>Pour la CPTS Val de Seine : Dr Marie Hélène CERTAIN</p>	31 12 2024
Délais d'intervention (entre la demande initiale /la prise en compte de la demande / Accès (ou pas) MT),	Selon situation	Suivi quantitatif (Tableau Excel)	<p>Le référent accès médecin traitant</p> <p>Pour la CPTS 78 Nord, Valérie CORNU</p> <p>Pour la CPTS Val de Seine : Dr Marie</p>	31 12 2024

			Hélène CERTAIN	
Modalités, temps et durée d'intervention (nombre d'heures d'appui aux patients et professionnels, domicile, téléphone, etc. ...)	Après évaluation,	Suivi quantitatif (Tableau Excel)	Le référent accès médecin traitant Pour la CPTS 78 Nord, Valérie CORNU Pour la CPTS Val de Seine : Dr Marie Hélène CERTAIN	31 12 2024

Il bénéficie pour cela d'une subvention relevant du Fonds d'Intervention Régional (FIR) dans les conditions fixées par la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les recommandations de l'ARS Île-de-France, qui, le cas échéant, lui ont été adressées.

ARTICLE 2 – Période de la convention

2.1 Période de réalisation du projet

La période de réalisation du projet est comprise **entre le 01/12/2023 et le 31/12/2025**. Cette période correspond à la durée pendant laquelle le bénéficiaire est habilité à réaliser le projet dans les conditions fixées par la présente convention.

2.2 Période d'acquittement des dépenses

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter l'ensemble des dépenses relatives au projet durant la période de réalisation.

2.3 Période de validité de la convention

La période de validité de la convention est comprise **entre le 01/12/2023 et le 30/06/2026**. Toute prolongation devra faire l'objet d'un avenant au cours de la période de validité de la présente convention, dans les conditions définies à l'article 7.

ARTICLE 3 – Participation financière de l'ARS

3.1 Montant de la participation financière

Au titre de l'exercice 2023, l'ARS Île-de-France accorde au bénéficiaire, pour la mise en œuvre de son projet, une **subvention d'un montant de 65 000 €** conformément au budget prévisionnel présenté en annexe.

Pour les exercices suivants, le montant de la participation financière de l'ARS est établi de manière prévisionnelle sur la base des budgets prévisionnels figurant en annexe :

- Montant prévisionnel de la participation financière de l'ARS au titre de l'exercice 2023 : **65 000€**
- Montant prévisionnel de la participation financière de l'ARS au titre de l'exercice 2024 : **60 000€**

Pour chacun des exercices **2023 et 2024**, le montant de la participation financière de l'ARS ainsi que ses modalités de versement seront fixés par voie d'avenant à la présente convention ou par une décision attributive de financement. Ces montants tiendront compte du résultat des suivis et vérifications prévues à l'article 5 et du respect des articles 6 et 7 de la présente convention.

Cette subvention est imputée sur la destination FIR MI -2.1.7

3.2 Coût éligible du projet

Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles du projet, les dépenses doivent répondre aux critères généraux suivants :

- Couvrir des actions réalisées pendant la période de réalisation du projet (article 2.1) et acquittées pendant la période d'acquittement des dépenses (article 2.2)
- Être liées et nécessaires à la réalisation du projet
- Ne pas être déclarées dans le cadre d'un autre projet bénéficiant d'un soutien financier de l'ARS Ile de France ou provenant d'une autre personne morale
- Être effectivement acquittées par le bénéficiaire

3.3 Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

L'ARS Île-de-France pourra procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et/ou sur place et à une vérification de l'utilisation des financements attribués, tant en ce qui concerne la réalisation du projet que la destination des fonds.

Le bénéficiaire doit donner toutes facilités à l'ARS Île-de-France pour la mise en œuvre de ces contrôles auxquels le bénéficiaire ne peut s'opposer.

ARTICLE 4 – Modalités de versement

4.1 Calendrier et modalités de versement

Le montant de la subvention qui sera effectivement versée par l'ARS au titre de la présente convention tient compte :

- Du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 5 et 6 sans préjudice de l'application de l'article 8 ;
- De la vérification par l'ARS Île-de-France que le montant de la subvention n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 3.

La **subvention d'un montant de 65 000 € pour l'exercice 2023** sera versée en une fois selon les modalités définies ci-après.

Imputation comptable	Montant versé	% du montant total de la subvention	Observation
MI-2.1.7	65 000 €	100%	La subvention est versée en une seule fois à la signature de la convention. Un reversement de tout ou partie des sommes versées pourra être opéré dans les conditions prévues à l'article 10.

La subvention sera créditée sur le compte du bénéficiaire dont les coordonnées bancaires sont précisées ci-dessous, selon les procédures comptables en vigueur.

CODE BANQUE/ÉTABLISSEMENT 10278	CODE GUICHET 06381	N° DE COMPTE 00021089201	CLÉ RIB 57
NOM BANQUE	CCM DU MANTOIS		
I.B.A.N	FR76 1027 8063 8100 0210 8920 157		
B.I.C	CMCIFR2A		

Un RIB daté et signé doit être annexé à la convention.

L'ordonnateur de la dépense est La Directrice Générale de l'ARS Île-de-France.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de l'ARS Île-de-France.

4.2 Modalités de reversement à un bénéficiaire ultime

Le bénéficiaire de la subvention :

- ☐ Est autorisé à reverser tout ou partie de la subvention versée pour l'objet financé ;
- ☒ N'est pas autorisé à reverser la subvention versée pour l'objet financé ;

Si aucune case n'est cochée, la subvention octroyée ne peut être reversée.

Sous l'hypothèse d'une autorisation de reversement :

- ✓ Le bénéficiaire de la subvention doit solliciter, préalablement à son action de reversement, l'ARS Île-de-France pour en déterminer le montant ;
- ✓ Le bénéficiaire ultime est soumis aux mêmes dispositions que le bénéficiaire de la subvention en matière de justifications qualitatives et financières dans l'emploi de la subvention.

ARTICLE 5 – Documents à fournir

Le bénéficiaire s'engage à fournir à l'ARS Île-de-France un bilan d'exécution annuel et un bilan d'exécution final comprenant le rapport d'activité du projet, le rapport financier et le rapport d'évaluation.

Le bilan d'exécution annuel devra être transmis à l'ARS Île-de-France au plus tard le 31 mars de l'exercice suivant l'exercice concerné.

Le bilan d'exécution final devra être transmis au plus tard le 31/03/2026.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à transmettre à l'ARS tout autre document qui lui serait demandé ultérieurement dans le cadre du suivi de la réalisation du projet et l'analyse de la destination des fonds.

Ces documents devront être certifiés conformes, tamponnés ou cachetés, et signés, par le représentant légal de la structure bénéficiaire, avant envoi à l'ARS Île-de-France par voie électronique à l'adresse suivante : ars-dd78-ville-hopital@ars.sante.fr

ARTICLE 6 – Engagements du bénéficiaire

En contrepartie de la subvention accordée, le bénéficiaire s'engage :

6.1 Engagements administratifs

- À mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des actions citées à l'article 1 de

la présente convention ;

- À informer l'ARS Île-de-France, dès qu'il en a connaissance, de tout changement :
 - D'adresse ;
 - De coordonnées bancaires ;
 - De ses statuts ou de son règlement intérieur ;
 - De l'instance décisionnelle ;
- À soumettre à l'ARS Île-de-France, dès qu'elle en a connaissance, toute modification juridique ou administrative du projet ;
- À informer l'ARS Île-de-France, en cas de retard dans le calendrier de mise en œuvre des travaux ;
- À se tenir à jour de ses cotisations sociales.

6.2 Engagements budgétaires

- À adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions réglementaires ;
- À assurer un système de référencement, de suivi, de stockage et de classement des pièces justificatives relatives aux dépenses éligibles à la participation financière prévue par la présente convention, tant que possible de manière dématérialisée. Le bénéficiaire s'engage à conserver toutes les pièces justificatives jusqu'à la date de fin de la convention et en cas de recours ou de litiges sur les opérations effectuées dans le cadre de la convention, jusqu'au terme de ces procédures ;
- À utiliser la subvention exclusivement pour les dépenses directement liées à l'objet mentionné à l'article 1 et couvertes par la subvention de l'ARS ;
- À signaler à l'ARS Île-de-France les autres soutiens financiers ;
- À fournir ses comptes annuels certifiés, le cas échéant, dans les 3 mois suivant la clôture de l'exercice ;
- À fournir toutes pièces justificatives nécessaires à l'ARS Île-de-France ;
- À ne pas utiliser la dotation allouée pour toute autre action que celles mentionnées dans la présente convention ;
- À reverser les sommes indûment versées ou indûment utilisées, telles que décrites à l'article 10 [Clauses de reversement].

6.3 Engagements en termes de communication externe

- Le bénéficiaire de la subvention s'engage à mentionner le soutien apporté par l'ARS Île-de-France à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique organisée par ses soins au titre du projet financé.
- L'utilisation du logo de l'ARS Île-de-France sur les documents destinés au public impose une demande préalable auprès de l'ARS Île-de-France
- Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à ce que les relations qu'il pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre de ses propres opérations, ne puisse en aucun cas porter atteinte à l'ARS Île-de-France ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que l'ARS Île-de-France apporte sa caution ou son soutien à ces partenaires.

ARTICLE 7 – Modification des conditions d'exécution du projet

Un avenant doit être établi à l'initiative de l'une ou l'autre des parties dans les cas suivants :

- Modification du changement de dénomination du bénéficiaire
- Toute modification des articles 1 à 5.

Cet avenant ne peut être valablement conclu que s'il prend la forme d'un accord écrit signé des deux parties pendant la période fixée dans l'article 2.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 – Suspension et résiliation

8.1 Suspension du projet liée à un cas de force majeure

L'une ou l'autre des parties peut être amenée à suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment en cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile.

Il est entendu par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

La partie qui invoque le cas de force majeure doit, aussitôt après sa survenue, en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Ce courrier doit être accompagné de toutes les informations circonstanciées utiles, et notamment préciser la nature, la durée probable, les effets prévisibles de cet événement et la date prévisionnelle de reprise.

Le bénéficiaire reprend la mise en œuvre du projet dès que les conditions sont réunies pour ce faire et en informe l'ARS Île-de-France.

Néanmoins, toute modification de la fin des périodes définies dans l'article 2 devra faire l'objet d'une demande écrite par le bénéficiaire et nécessitera :

- Soit, si accord des deux parties, la mise en place d'un avenant à cette convention
- Soit la résiliation de la présente convention

8.2 À l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'ARS Île-de-France au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes engagées par lui dans le cadre du projet.

Le bénéficiaire est tenu de reverser tout ou partie de la subvention dans les conditions définies à l'article 10 (Clauses de reversement de la subvention).

8.3 À l'initiative de l'ARS

L'ARS Île-de-France peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire et précisant les motifs de la suspension des financements, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services compétents ;

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jour calendaire à compter de la date d'accusé de réception du courrier de l'ARS Île-de-France pour apporter à cette dernière ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception et peut demander dans ce délai à être entendu par l'ARS Île-de-France. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A défaut de régularisation dans le délai imparti, l'ARS Île-de-France notifiera au bénéficiaire le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.4 Effets de la résiliation

La date d'accusé de réception de la lettre recommandée de demande de résiliation du bénéficiaire ou de notification définitive de la résiliation par l'ARS Île-de-France constitue la date effective pour la prise en compte du calcul du montant des sommes dues au bénéficiaire au titre de la présente convention. Les sommes dues au bénéficiaire à cette date sont limitées aux dépenses éligibles acquittées par le bénéficiaire déclarées dans le cadre du bilan d'exécution accepté par l'ARS Île-de-France, après contrôle du service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et l'ARS Île-de-France procédera au recouvrement des sommes indûment versées.

ARTICLE 9 – Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention relève du tribunal administratif territorialement compétent. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – Clauses de reversement de la subvention

L'ARS Île-de-France pourra récupérer tout ou partie des financements déjà versés au titre des engagements non mis en œuvre après analyse du bilan d'exécution.

L'ARS Île-de-France procédera à la récupération des sommes indûment perçues par l'émission d'un ordre de reversement ou d'un titre de recettes dont le bénéficiaire s'acquittera dans un délai de 30 jours calendaires.

Le reversement partiel ou total de la subvention pourra être exigé en cas de :

- Résiliation du projet dans les conditions fixées à l'article 8 ;
- De non-respect des dispositions prévues à l'article 5 et à l'article 6 ;
- De décisions prises à la suite d'un contrôle ou à un audit mené par les services compétents conduisant à une remise en cause des montants retenus par l'ARS Île-de-France après contrôle de service fait.

ARTICLE 11 – Données à caractère personnel

L'ARS Île-de-France procède à un traitement de données personnelles ayant pour finalité la gestion du FIR (Fonds d'Intervention régional).

Ce traitement est mis en œuvre sur le fondement des articles L.1435-10 et R1435-26 et suivants du Code de la Santé Publique ainsi que de l'article 6-1-C ("le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis") du règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données ou RGPD).

Les données à caractère personnel concernant le bénéficiaire seront conservées l'année en cours et les 4 ans suivant la date de signature du présent contrat ; elles ne peuvent être communiquées qu'aux agents de l'ARS Île-de-France en charge de la gestion de ce contrat FIR.

Conformément au RGPD et à la loi n°78 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (Loi Informatique et Libertés), le bénéficiaire dispose d'un droit d'accès, de rectification, de limitation de traitement de ses données.

Il peut exercer ces droits, en s'adressant par courrier postal à :

Le Délégué à la Protection des Données

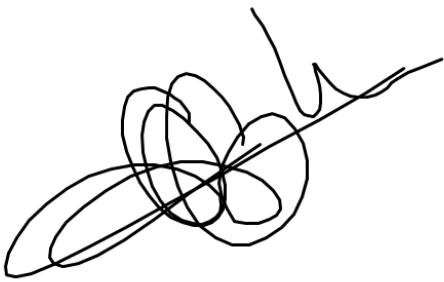
Agence Régionale de Santé Île-de-France
13 rue Du Landy
93200 - ST DENIS

ou par mail à ars-idf-dpd@ars.sante.fr

Le bénéficiaire dispose, par ailleurs, d'un droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, en particulier auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), s'il considère que le traitement de données à caractère personnel le concernant constitue une violation du Règlement Général sur la Protection des Données et de la Loi Informatique et Libertés.

ARTICLE 12 – Dispositions finales

La Directrice Générale de l'ARS Île-de-France et le bénéficiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention et du suivi de son exécution.

<p>Fait à le</p> <p>Le bénéficiaire,</p> <p>Représenté par Madame GANDON Céline, Présidente</p>  <p>Céline Gandon</p>	<p>Fait à le</p> <p>L'ARS Île-de-France,</p> <p>Représentée par Madame Amélie Verdier, La Directrice Générale</p>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

ANNEXE

Budget prévisionnel pour l'exercice 2023 :

CHARGES	MONTANT PRÉVU
60 - Achats	0 €
601 - Prestations de services	0 €
602 - Achats matières et fournitures	1000 €
603 - Autres fournitures	1000 €
61 - Services extérieurs	0 €
613 - Locations	2000 €
614 - Documentation	0 €
615 - Entretien et réparation	0 €
616 - Assurance	0 €
618 - Divers	0 €
62 - Autres services extérieurs	0 €
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2000 €
623 - Publicité, publication	0 €
625 - Déplacements, missions	1000 €
627 - Services bancaires, autres	0 €
63 - Impôts et taxes	0 €
631 - Impôts et taxes sur rémunération	0 €
635 - Autres impôts et taxes	0 €
64 - Charges de personnel	0 €
641 - Total rémunération des personnels	0 €
Secrétaire	0 €
Coordinateur administratif	0 €
Coordinateur médical	0 €
Coordinateur paramédical	0 €
Médecin	0 €
IDE	0 €
Masseur Kinésithérapeute	0 €
Diététicienne	0 €
Chargé de projet	0 €
Autres professionnels	42000 €
645 - Charges sociales	15000 €
648 - Autres charges de personnel	1000 €
65 - Autres charges de gestion courante	0 €
66 - Charges financières	0 €
67 - Charges exceptionnelles	0 €
68 - Dotation aux amortissements	0 €
Charges fixes de fonctionnement	0 €
Frais financiers	0 €
Autres	0 €
86 - Emploi des contributions volontaires en nature	0 €
860 - Secours en nature	0 €
861 - Mise à disposition gratuite de biens et de services	0 €
862 - Prestations	0 €
863 - Personnel bénévole	0 €
Total	65000 €

PRODUITS				MONTANT PRÉVU
74 - Subventions d'exploitation	ARS			65 000€
	Autre source de financement (préciser : autofinancement ou co-financement par un tiers)			€
Total				65000 €

Budget prévisionnel pour l'exercice 2024 :

CHARGES	MONTANT PRÉVU
60 - Achats	0 €
601 - Prestations de services	0 €
602 - Achats matières et fournitures	500 €
603 - Autres fournitures	0 €
61 - Services extérieurs	0 €
613 - Locations	1000 €
614 - Documentation	0 €
615 - Entretien et réparation	0 €
616 - Assurance	0 €
618 - Divers	0 €
62 - Autres services extérieurs	0 €
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1000 €
623 - Publicité, publication	0 €
625 - Déplacements, missions	500 €
627 - Services bancaires, autres	0 €
63 - Impôts et taxes	0 €
631 - Impôts et taxes sur rémunération	0 €
635 - Autres impôts et taxes	0 €
64 - Charges de personnel	0 €
641 - Total rémunération des personnels	0 €
Secrétaire	0 €
Coordinateur administratif	0 €
Coordinateur médical	0 €
Coordinateur paramédical	0 €
Médecin	0 €
IDE	0 €
Masseur Kinésithérapeute	0 €
Diététicienne	0 €
Chargé de projet	0 €
Autres professionnels Référent ACCES MT	42000 €
645 - Charges sociales	15000 €
648 - Autres charges de personnel	€
65 - Autres charges de gestion courante	0 €
66 - Charges financières	0 €
67 - Charges exceptionnelles	0 €
68 - Dotation aux amortissements	0 €
Charges fixes de fonctionnement	0 €
Frais financiers	0 €
Autres	0 €
86 - Emploi des contributions volontaires en nature	0 €
860 - Secours en nature	0 €
861 - Mise à disposition gratuite de biens et de services	0 €
862 - Prestations	0 €
863 - Personnel bénévole	0 €
Total	60000 €

PRODUITS				MONTANT PRÉVU
74 - Subventions d'exploitation	ARS			60 000€
	Autre source de financement (préciser : autofinancement ou co-financement par un tiers)			€
Total				60000€



ENGAGEMENT JURIDIQUE PAR CONVENTION ANNUELLE AU TITRE DU FONDS D'INTERVENTION REGIONAL (FIR)

EXERCICE 2023

Convention relative à la participation financière de l'agence régionale de santé Île-de-France au financement des actions et des expérimentations de santé en faveur de la performance, la qualité, la coordination, la permanence, la prévention, la promotion de la santé ainsi que la sécurité sanitaire

Intitulé du projet	Mise en place d'un référent parcours CPTS 78 Nord ville /hôpital
Bénéficiaire	CPTS 78 Nord
N° Convention	C2023DOSEFF104
Montant de la participation financière de l'ARS pour l'exercice concerné	60000 €

Paraphe bénéficiaire :

Liste des visas

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.1435-8 à L.1435-11, R.1435-16 à R.1435-36 et D.1435-36-1 à D.1435-36-2 ;

Vu le décret du 31 juillet 2021 portant nomination de Madame Amélie VERDIER, en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;

Identification des parties

Entre :

D'une part, l'Agence régionale de santé Île-de-France

N° SIRET	13000801400149
Adresse	13 rue Du Landy
Code postal - Commune	93200 - ST DENIS
Représentée par	Madame Amélie Verdier, La Directrice Générale

Ci-après dénommée « l'ARS Île-de-France »,

Et d'autre part :

Raison sociale	CPTS 78 Nord
N° SIRET	88987042400013
N° FINESS de financement (le cas échéant)	-
Adresse	21 Chemin des Ardilles
Code postal - Commune	78680 Épône
Représentée par (représentant légal et qualité du signataire)	Mme Valérie CORNU

Ci-après dénommé « le bénéficiaire ».

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser le projet suivant, ci-après désigné « le projet ».

Objectif général du projet : Création d'une fonction de référent ville/hôpital pour accompagner et sécuriser les entrées et sorties d'hospitalisation du pôle gériatrique et du service gynécologie (service et urgences) en coordination avec les professionnels de ville et des services hospitaliers.
Contexte du projet : La démographie médicale est une problématique centrale. Le territoire d'intervention est entièrement situé sur une zone ZIP et ZIP + (Zones d'Interventions Prioritaires « ZIP + »). Il existe des carences fortes dans le tissu ambulatoire du territoire d'expérimentation.
Territoires d'Intervention : Le territoire de la CPTS 78 Nord est situé dans le département des Yvelines (au Nord-Ouest du 78) Le territoire compte 170 000 habitants.

Mesures d'évaluation de l'atteinte de l'objectif général du projet :

Indicateurs de résultats	Personne(s) en charge de l'évaluation	Date à laquelle sera effectuée l'évaluation
Nombre et origine des patients intégrés dans le dispositif, nombre de patients sortis et motifs de sorties, délais d'intervention du dispositif, durée de prise en charge, nombre de personnes suivies ayant consulté aux urgences avec ou sans re-hospitalisation, nombre de patients ayant bénéficié d'une ré-hospitalisation directe, nombre d'appels passés (patients, professionnels, entourage), nombre et typologie des professionnels mobilisés. Satisfaction des patients, des aidants, et des professionnels.	Mme Valérie CORNU, directrice CPTS 78 Nord	Premier semestre 2025

Il bénéficie pour cela d'une subvention relevant du Fonds d'Intervention Régional (FIR) dans les conditions fixées par la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les recommandations de l'ARS Île-de-France, qui, le cas échéant, lui ont été adressées.

ARTICLE 2 – Période de la convention

2.1 Période de réalisation du projet

La période de réalisation du projet est comprise entre le mois de novembre 2023 et juin 2025. Cette période correspond à la durée pendant laquelle le bénéficiaire est habilité à réaliser le projet dans les conditions fixées par la présente convention.

2.2 Période d'acquittement des dépenses

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter l'ensemble des dépenses relatives au projet durant la période de réalisation.

2.3 Période de validité de la convention

La période de validité de la convention est comprise entre le 01/01/2023 et le 31/12/2023. Toute prolongation devra faire l'objet d'un avenant au cours de la période de validité de la présente convention, dans les conditions définies à l'article 7.

ARTICLE 3 – Participation financière de l'ARS

3.1 Montant de la participation financière

L'ARS Île-de-France accorde au bénéficiaire, pour la mise en œuvre de son projet, une **subvention d'un montant de 60000 €**, conformément au budget prévisionnel présenté en annexe.

Cette subvention est imputée sur la destination FIR MI2.99.1.

3.2 Coût éligible du projet

Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles du projet, les dépenses doivent répondre aux critères généraux suivants :

- Couvrir des actions réalisées pendant la période de réalisation du projet (article 2.1) et acquittées pendant la période d'acquittement des dépenses (article 2.2)
- Être liées et nécessaires à la réalisation du projet
- Ne pas être déclarées dans le cadre d'un autre projet bénéficiant d'un soutien financier de l'ARS Ile de France ou provenant d'une autre personne morale
- Être effectivement acquittées par le bénéficiaire

3.3 Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

L'ARS Île-de-France pourra procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et/ou sur place et à une vérification de l'utilisation des financements attribués, tant en ce qui concerne la réalisation du projet que la destination des fonds.

Le bénéficiaire doit donner toutes facilités à l'ARS Île-de-France pour la mise en œuvre de ces contrôles auxquels le bénéficiaire ne peut s'opposer.

ARTICLE 4 – Modalités de versement

4.1 Calendrier et modalités de versement

Le montant de la subvention qui sera effectivement versée par l'ARS au titre de la présente convention tient compte :

- Du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 5 et 6 sans préjudice de l'application de l'article 8 ;
- De la vérification par l'ARS Île-de-France que le montant de la subvention n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 3.

La **subvention d'un montant de 60000 €** sera versée en une ou plusieurs modalités définies ci-après.

Option 1 : versement unique

Imputation comptable	Montant versé	% du montant total de la subvention	Date prévisionnelle de versement	Observation
MI2.99.1	60000 €	100%	Novembre 2023	La subvention est versée en une seule fois à la signature de la convention. Un reversement de tout ou partie des sommes versées pourra être opéré dans les conditions prévues à l'article 10.

La subvention sera créditée sur le compte du bénéficiaire dont les coordonnées bancaires sont précisées ci-dessous, selon les procédures comptables en vigueur.

CODE BANQUE/ÉTABLISSEMENT	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLÉ RIB
10278	06381	00021089201	57
NOM BANQUE	CCM du Nantois		
I.B.A.N	FR76 1027 8063 8100 0210 8920 157		
B.I.C	CMCIFR2A		

Un RIB daté et signé doit être annexé à la convention.

L'ordonnateur de la dépense est La Directrice Générale de l'ARS Île-de-France.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de l'ARS Île-de-France.

4.2 Modalités de reversement à un bénéficiaire ultime

Le bénéficiaire de la subvention :

- ☒ Est autorisé à reverser tout ou partie de la subvention versée pour l'objet financé
☐ N'est pas autorisé à reverser la subvention versée pour l'objet financé

Si aucune case n'est cochée, la subvention octroyée ne peut être reversée.

Sous l'hypothèse d'une autorisation de reversement :

- ✓ Le bénéficiaire de la subvention doit solliciter, préalablement à son action de reversement, l'ARS Île-de-France pour en déterminer le montant ;
- ✓ Le bénéficiaire ultime est soumis aux mêmes dispositions que le bénéficiaire de la subvention en matière de justifications qualitatives et financières dans l'emploi de la subvention.

ARTICLE 5 – Documents à fournir

Le bénéficiaire s'engage à fournir à l'ARS Île-de-France un bilan d'exécution final comprenant le rapport d'activité du projet, le rapport financier et le rapport d'évaluation.

Ce bilan d'exécution final devra être transmis à l'ARS Île-de-France le 30/06/2025 au plus tard.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à transmettre à l'ARS tout autre document qui lui serait demandé ultérieurement dans le cadre du suivi de la réalisation du projet et l'analyse de la destination des fonds.

Ces documents devront être certifiés conformes, tamponnés ou cachetés, et signés, par le représentant légal de la structure bénéficiaire, avant envoi à l'ARS Île-de-France par voie électronique à l'adresse suivante : ars-idf-pertinence@ars.sante.fr

ARTICLE 6 – Engagements du bénéficiaire

En contrepartie de la subvention accordée, le bénéficiaire s'engage :

6.1 Engagements administratifs

- À mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des actions citées à l'article 1 de la présente convention ;
- À informer l'ARS Île-de-France, dès qu'il en a connaissance, de tout changement :
 - D'adresse ;
 - De coordonnées bancaires ;
 - De ses statuts ou de son règlement intérieur ;
 - De l'instance décisionnelle ;
- À soumettre à l'ARS Île-de-France, dès qu'elle en a connaissance, toute modification juridique ou administrative du projet ;
- À informer l'ARS Île-de-France, en cas de retard dans le calendrier de mise en œuvre des travaux ;
- À se tenir à jour de ses cotisations sociales.

6.2 Engagements budgétaires

- À adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions réglementaires ;
- À assurer un système de référencement, de suivi, de stockage et de classement des pièces justificatives relatives aux dépenses éligibles à la participation financière prévue par la présente convention, tant que possible de manière dématérialisée. Le bénéficiaire s'engage à conserver toutes les pièces justificatives jusqu'à la date de fin de la convention et en cas de recours ou de litiges sur les opérations effectuées dans le cadre de la convention, jusqu'au terme de ces procédures ;
- À utiliser la subvention exclusivement pour les dépenses directement liées à l'objet mentionné à l'article 1 et couvertes par la subvention de l'ARS ;
- À signaler à l'ARS Île-de-France les autres soutiens financiers ;
- À fournir ses comptes annuels certifiés, le cas échéant, dans les 3 mois suivant la clôture de l'exercice ;
- À fournir toutes pièces justificatives nécessaires à l'ARS Île-de-France ;
- À ne pas utiliser la dotation allouée pour toute autre action que celles mentionnées dans la présente convention ;
- À reverser les sommes indûment versées ou indûment utilisées, telles que décrites à l'article 10 [Clauses de reversement].

6.3 Engagements en termes de communication externe

- Le bénéficiaire de la subvention s'engage à mentionner le soutien apporté par l'ARS Île-de-France à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique organisée par ses soins au titre du projet financé.
- L'utilisation du logo de l'ARS Île-de-France sur les documents destinés au public impose une demande préalable auprès de l'ARS Île-de-France
- Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à ce que les relations qu'il pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre de ses propres opérations, ne puisse en aucun cas porter atteinte à l'ARS Île-de-France ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que l'ARS Île-de-France apporte sa caution ou son soutien à ces partenaires.

ARTICLE 7 – Modification des conditions d'exécution du projet

Un avenant doit être établi à l'initiative de l'une ou l'autre des parties dans les cas suivants :

- Modification du changement de dénomination du bénéficiaire
- Toute modification des articles 1 à 5.

Cet avenant ne peut être valablement conclu que s'il prend la forme d'un accord écrit signé des deux parties pendant la période fixée dans l'article 2.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 – Suspension et résiliation

8.1 Suspension du projet liée à un cas de force majeure

L'une ou l'autre des parties peut être amenée à suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment en cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile.

Il est entendu par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

La partie qui invoque le cas de force majeure doit, aussitôt après sa survenue, en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Ce courrier doit être accompagné de toutes les informations circonstanciées utiles, et notamment préciser la nature, la durée probable, les effets prévisibles de cet événement et la date prévisionnelle de reprise.

Le bénéficiaire reprend la mise en œuvre du projet dès que les conditions sont réunies pour ce faire et en informe l'ARS Île-de-France.

Néanmoins, toute modification de la fin des périodes définies dans l'article 2 devra faire l'objet d'une demande écrite par le bénéficiaire et nécessitera :

- Soit, si accord des deux parties, la mise en place d'un avenant à cette convention
- Soit la résiliation de la présente convention

8.2 À l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'ARS Île-de-France au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes engagées par lui dans le cadre du projet.

Le bénéficiaire est tenu de reverser tout ou partie de la subvention dans les conditions définies à l'article 10 (Clauses de reversement de la subvention).

8.3 À l'initiative de l'ARS

L'ARS Île-de-France peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire et précisant les motifs de la suspension des financements, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;



- Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services compétents ;

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires à compter de la date d'accusé de réception du courrier de l'ARS Île-de-France pour apporter à cette dernière ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception et peut demander dans ce délai à être entendu par l'ARS Île-de-France. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A défaut de régularisation dans le délai imparti, l'ARS Île-de-France notifiera au bénéficiaire le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.4 Effets de la résiliation

La date d'accusé de réception de la lettre recommandée de demande de résiliation du bénéficiaire ou de notification définitive de la résiliation par l'ARS Île-de-France constitue la date effective pour la prise en compte du calcul du montant des sommes dues au bénéficiaire au titre de la présente convention.

Les sommes dues au bénéficiaire à cette date sont limitées aux dépenses éligibles acquittées par le bénéficiaire déclarées dans le cadre du bilan d'exécution accepté par l'ARS Île-de-France, après contrôle du service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et l'ARS Île-de-France procédera au recouvrement des sommes indûment versées.

ARTICLE 9 – Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention relève du tribunal administratif territorialement compétent. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – Clauses de reversement de la subvention

L'ARS Île-de-France pourra récupérer tout ou partie des financements déjà versés au titre des engagements non mis en œuvre après analyse du bilan d'exécution.

L'ARS Île-de-France procédera à la récupération des sommes indûment perçues par l'émission d'un ordre de reversement ou d'un titre de recettes dont le bénéficiaire s'acquittera dans un délai de 30 jours calendaires.

Le reversement partiel ou total de la subvention pourra être exigé en cas de :

- Résiliation du projet dans les conditions fixées à l'article 8 ;
- De non-respect des dispositions prévues à l'article 5 et à l'article 6 ;
- De décisions prises à la suite d'un contrôle ou à un audit mené par les services compétents conduisant à une remise en cause des montants retenus par l'ARS Île-de-France après contrôle de service fait.

ARTICLE 11 – Données à caractère personnel

L'ARS Île-de-France procède à un traitement de données personnelles ayant pour finalité la gestion du FIR (Fonds d'Intervention régional).

Ce traitement est mis en œuvre sur le fondement des articles L.1435-10 et R1435-26 et suivants du Code de la Santé Publique ainsi que de l'article 6-1-C ("le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis") du règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du

traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données ou RGPD).

Les données à caractère personnel concernant le bénéficiaire seront conservées l'année en cours et les 4 ans suivant la date de signature du présent contrat ; elles ne peuvent être communiquées qu'aux agents de l'ARS Île-de-France en charge de la gestion de ce contrat FIR.

Conformément au RGPD et à la loi n°78 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (Loi Informatique et Libertés), le bénéficiaire dispose d'un droit d'accès, de rectification, de limitation de traitement de ses données.

Il peut exercer ces droits, en s'adressant par courrier postal à :


Le Délégué à la Protection des Données
Agence Régionale de Santé Île-de-France
13 rue Du Landy
93200 - ST DENIS

ou par mail à ars-idf-dpd@ars.sante.fr

Le bénéficiaire dispose, par ailleurs, d'un droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, en particulier auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), s'il considère que le traitement de données à caractère personnel le concernant constitue une violation du Règlement Général sur la Protection des Données et de la Loi Informatique et Libertés.

ARTICLE 12 – Dispositions finales

La Directrice Générale de l'ARS Île-de-France et le bénéficiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention et du suivi de son exécution.

<p>Fait à <u>Epône</u> le <u>20/11</u></p> <p>Le bénéficiaire, <u>CPTS 78 Nord</u></p> <p>Représenté par <u>Valérie CORAU</u></p> <p>Fonction occupée par le signataire <u>Directrice</u></p> <p>Association CPTS 78 NORD 21 chemin des Ardilles 78680 EPONE Déclaration préfecture W781008979 SIRET N°88967042400013</p>	<p>Fait à <u>Saint-Denis</u> le <u>27 NOV. 2023</u></p> <p>L'ARS Île-de-France,</p> <p>Représentée par Madame Amélie Verdier, La Directrice Générale</p> <p>Par délégation</p> <p>Monsieur Arnaud CORVAISIER Le Directeur de l'Offre de Soins</p> 
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

ANNEXE

Budget prévisionnel pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024 :

CHARGES	MONTANT PRÉVU
60 - Achats	0 €
601 - Prestations de services	0 €
602 - Achats matières et fournitures	6720 €
603 - Autres fournitures	0 €
61 - Services extérieurs	0 €
613 - Locations	0 €
614 - Documentation	0 €
615 - Entretien et réparation	0 €
616 - Assurance	0 €
618 - Divers	0 €
62 - Autres services extérieurs	0 €
622 - Rémunérations intermédiaires et honoraires	0 €
623 - Publicité, publication	0 €
625 - Déplacements, missions	0 €
627 - Services bancaires, autres	0 €
63 - Impôts et taxes	0 €
631 - Impôts et taxes sur rémunération	0 €
635 - Autres impôts et taxes	0 €
64 - Charges de personnel	0 €
641 - Total rémunération des personnels	0 €
Secrétaire	0 €
Coordinateur administratif	0 €
Coordinateur médical	0 €
Coordinateur paramédical	53280 €
Médecin	0 €
IDE	0 €
Masseur Kinésithérapeute	0 €
Diététicienne	0 €
Chargé de projet	0 €
Autres professionnels	0 €
645 - Charges sociales	0 €
648 - Autres charges de personnel	0 €
65 - Autres charges de gestion courante	0 €
66 - Charges financières	0 €
67 - Charges exceptionnelles	0 €
68 - Dotation aux amortissements	0 €
Charges fixes de fonctionnement	0 €
Frais financiers	0 €
Autres	0 €
86 - Emploi des contributions volontaires en nature	0 €
860 - Secours en nature	0 €
861 - Mise à disposition gratuite de biens et de services	0 €
862 - Prestations	0 €
863 - Personnel bénévole	0 €
Total	60000 €

PRODUITS				MONTANT PRÉVU
74 - Subventions d'exploitation	ARS			
Total				



AVENANT N° 4

au contrat relatif aux communautés professionnelles territoriales de sante

Entre les soussignés :

La Directrice Générale de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines,
Madame Cécile ALOMAR

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France,
Madame Amélie VERDIER
Représentée par le Directeur de la Délégation Départementale des Yvelines
Monsieur Simon KIEFFER

Et d'autre part,

La Communauté Professionnelle Territoriale de Santé :

- Raison sociale : CPTS 78 Nord
- Numéro FINESS : 780028593
- Adresse : 21 chemin des Ardilles – 78680 EPONE

Représentée par le Docteur Céline GANDON agissant en qualité de représentant de la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé

Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L. 162-14-1, L. 162-14-1-2, L. 162-14-2 et L. 162-15 ;

Vu l'accord cadre interprofessionnel paru au journal officiel du 7 avril 2019 ;

Vu l'arrêté du 21 août 2019 portant approbation de l'accord conventionnel interprofessionnel relatif au déploiement des communautés professionnelles territoriales de santé.

Vu le contrat relatif aux communautés professionnelles territoriales de santé liant la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines, l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France et la CPTS 78 Nord, en date du 15/12/2021.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Un contrat relatif aux communautés professionnelles territoriales de santé a été conclu entre la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines, l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France et la CPTS 78 Nord en vue de valoriser les moyens mis en œuvre par la communauté professionnelle pour mettre en place et développer différentes missions en faveur de l'accès aux soins, de la qualité et de

la fluidité des parcours de santé, de la prévention, de l'organisation face aux crises sanitaires, de la qualité et l'efficacité des prises en charge, et d'une amélioration des conditions d'exercice des professionnels de santé.

Ce contrat est entré en vigueur le 15/12/2021.

Les dispositions du contrat relatif aux Communautés Professionnelles Territoriales de Santé ainsi que les annexes signés et entrés en vigueur le 15/12/2021 sont modifiées selon les dispositions ci-dessous.

Article 1. Objet de l'avenant au contrat du 15/12/2021

L'avenant a pour objet de fixer les indicateurs et les objectifs attendus en N*+3 pour le suivi et le financement de la part variable des missions ci-dessous :

- l'amélioration de l'accès aux soins (Mission 1)
- l'organisation de parcours pluri-professionnels autour du patient (Mission 2)
- le développement des actions territoriales de prévention (Mission 3)
- l'organisation face aux crises sanitaires (Mission 4)
- le développement de la qualité et de la pertinence des soins (Mission 5)
- l'accompagnement des professionnels de santé sur le territoire (Mission 6)

Cet avenant actualise également la liste des professionnels de santé du territoire adhérent à la CPTS.

Ainsi, les annexes 4 et 5 du contrat initial du 15/12/2021 sont modifiées et annexées à ce présent avenant.

Article 2. Entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur au 15/12/2023.

Fait à Versailles en 3 exemplaires, le **15/12/2023**,

La Directrice Générale de la Caisse Primaire
d'Assurance Maladie des Yvelines

Pour la Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé d'Ile de France

Madame Cécile ALOMAR

Monsieur Simon KIEFFER

Pour la CPTS 78 Nord,
La Présidente

Docteur Céline GANDON

CAPITAUX PROPRES	Rép.	Références (notes, pièces jointes, pièces externes)
CAPITAUX PROPRES		
COMPTE DE L'EXPLOITANT		
- Recoupement des apports de l'exercice avec les pièces justificatives apportées par le client et/ou obtention de son accord sur la position de son compte	OUI	
- Appréciation globale des dépenses et prélèvements	OUI	
SUBVENTIONS		
PROVISIONS REGLEMENTEES		

Date 02/05/2024 17:27	CYCLE Jb. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		Référence	Page 47
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023	Client 031250	ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES	Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	
		78680 EPONE		

Jb. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

API, 10/01/2024 FRL, 25/04/2024

0 Compte 0 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé

0 Justificatif 0 Juste, 0 Faux

5 Questions 5 OUI, 0 NON, 0 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse

0 Note 0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Rép.	Références (notes, pièces jointes, pièces externes)
- Entretien avec la direction sur l'existence de litiges ou risques en cours	OUI	
- Vérification détaillée des dossiers de litiges et procès	OUI	
- Appréciation avec le client des risques réels et de l'opportunité d'une provision	OUI	
- Tableau de variation	OUI	
- Appréciation de la déductibilité des provisions	OUI	

Date 02/05/2024 17:28	CYCLE Jd. ASSOCIES Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 49
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Jd. ASSOCIES

API, 10/01/2024 FRL, 25/04/2024

0 Compte

0 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé

0 Justificatif

0 Juste, 0 Faux

4 Questions

0 OUI, 0 NON, 4 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse

0 Note

0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

Date 02/05/2024 17:28	Diligences du cycle Jd. ASSOCIES Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence Jd-Dil	Page 50
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

ASSOCIES	Rép.	Références (notes, pièces jointes, pièces externes)

Date 02/05/2024 17:28	CYCLE Ka. AUTRES COMPTES D'ACTIF ET DE PASSIF Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 51
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Ka. AUTRES COMPTES D'ACTIF ET DE PASSIF**API, 10/01/2024 FRL, 25/04/2024**

0 Compte

0 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé

0 Justificatif

0 Juste, 0 Faux

1 Question

1 OUI, 0 NON, 0 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse

1 Note

0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

Date 02/05/2024 17:28	Notes des comptes Ka. AUTRES COMPTES D'ACTIF ET DE PASSIF Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 52
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Nom	Note	Sup.	S	C	FM	PS
KAN-1	Compte 48710000 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE Solde au 31/12/23 = 0.00					

Cf Convention en P.J. Compte 7401

Date 02/05/2024 17:29	Diligences du cycle Ka. AUTRES COMPTES D'ACTIF ET DE PASSIF Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence Ka-Dil	Page 53
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

AUTRES COMPTES D'ACTIF ET DE PASSIF	Rép.	Références (notes, pièces jointes, pièces externes)
- S'assurer que les opérations inscrites dans les autres comptes non traités par ailleurs sont justifiées	OUI	

Date 02/05/2024 17:29	CYCLE Kb. RESULTAT EXCEPTIONNEL Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence	Page 54
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

Kb. RESULTAT EXCEPTIONNEL

API, 26/01/2024 FRL, 25/04/2024

0 Compte

0 Vu, 0 A Revoir, 0 Vu modifié, 0 Non révisé

0 Justificatif

0 Juste, 0 Faux

1 Question

1 OUI, 0 NON, 0 N/A, 0 N/S, 0 sans réponse

0 Note

0 en Synthèse, 0 en Conseil, 0 en Faits marquants, 0 en points en suspens

OBSERVATIONS

CONCLUSIONS

Date 02/05/2024 17:29	Diligences du cycle Kb. RESULTAT EXCEPTIONNEL Client 031250 ASSO COMMUNAUTE PROFESS TERRITORIALE DE SANTE 78 NORD 21 CHEMIN DES ARDILLES 78680 EPONE	Référence Kb-Dil	Page 55
Collaborateur FRB / FRL / XSE Révision au 31/12/2023		Exercice 01/01/2023 au 31/12/2023 Tenu en Euros	

RESULTAT EXCEPTIONNEL	Rép.	Références (notes, pièces jointes, pièces externes)
- S'assurer que les opérations inscrites dans les autres comptes non traités par ailleurs sont justifiées	OUI	